

**MESSAGE N° 269** 23 août 2011  
**du Conseil d'Etat au Grand Conseil**  
**accompagnant le projet de loi**  
**d'application du code civil suisse (LACC)**

**Plan**

1. Nécessité d'une nouvelle loi
2. Déroulement des travaux et procédure de consultation
3. Principaux traits du projet
4. Conséquences du projet
5. Approbation fédérale
6. Commentaire des articles

**1. NÉCESSITÉ D'UNE NOUVELLE LOI**

**1.1** Un siècle s'est écoulé depuis l'adoption de la loi du 22 novembre 1911 d'application du code civil suisse pour le canton de Fribourg (LACC, RSF 210.1). Durant cette période, la LACC a été modifiée par plus de septante actes législatifs, de sorte qu'au 1<sup>er</sup> janvier 2011, pour une numérotation allant de 1 à 373, on compte 55 articles ajoutés (bis, ter, etc.) et quelque 140 articles abrogés (tout comme de nombreux alinéas).

**1.2** Une soixantaine d'articles de la LACC en lien avec le droit et l'organisation tutélaires vont en outre disparaître avec la mise en œuvre de la révision du code civil suisse concernant la protection de l'adulte, droit des personnes et droit de la filiation, apportée par la loi fédérale du 19 décembre 2008 (FF 2009 pp. 139ss).

Le 11 décembre 2009, l'Assemblée fédérale a adopté une modification du code civil suisse concernant les droits réels (FF 2009 pp. 7943ss), dont l'application concerne plusieurs articles de l'actuelle LACC.

**1.3** L'utilité d'une révision générale de la LACC avait déjà été reconnue par le Conseil d'Etat dans son rapport N° 251 du 22 août 2000 (*BGC* 2000 p. 1536) donnant suite au postulat Collaud/Schwab-Bertelletto concernant la révision de loi d'application du code civil suisse (P 226.98, *BGC* 1998 p. 1446; *BGC* 1999 pp. 406, 495). Cet objet avait toutefois été renvoyé à la législature suivante, d'une part, parce que le sujet n'était pas prioritaire et, d'autre part, en raison de l'ampleur de la matière et de la diversité des sujets touchés (*BGC* 2000 p. 1625).

**1.4** Le Conseil d'Etat a réactivé cette révision en l'inscrivant à son Programme de législature 2007–2011 et en chargeant le Service de législation d'effectuer une enquête auprès des Directions du Conseil d'Etat en vue de déterminer sur quels points principaux des modifications étaient nécessaires. Sur la base de cette enquête, le Conseil d'Etat a invité ses Directions à formuler leurs propositions sous une forme rédigée jusqu'à la fin 2009 et a chargé le Service de législation de lui présenter un avant-projet de loi fondé sur ces propositions. 43 propositions d'abrogation et 25 propositions de modification rédigées ont été faites par les Directions.

**1.5** La révision de la LACC est aussi l'occasion de donner suite à la motion Jutzet concernant les restrictions dans les plantations, acceptée et transformée en postulat en 1993 (*BGC* 1992 pp. 1136 et 2291; 1993 pp. 843 et 1947). Le projet tient en outre compte du postulat Grandjean concernant les objets trouvés (P 2023.07; *BGC* 2007

p. 2140; 2008 pp. 533 et 418), fournissant une base légale claire au règlement demandé.

**2. DÉROULEMENT DES TRAVAUX ET PROCÉDURE DE CONSULTATION**

Les Directions du Conseil d'Etat ont été étroitement associées aux travaux préparatoires, d'abord par une enquête sur les besoins, puis en étant invitées à formuler leurs propositions sous une forme rédigée. Le Service de législation a coordonné ces travaux préparatoires et rédigé l'avant-projet de loi en se fondant sur les propositions des Directions ainsi que sur des informations et réflexions complémentaires. Il a réalisé également la version allemande de ces documents.

Parallèlement à ces travaux, la Direction de la sécurité et de la justice a commandé, en juillet 2010, une étude intercantonale à l'Institut du fédéralisme concernant les restrictions dans les plantations. Sur cette base, elle a établi des thèses et auditionné des experts, puis rédigé les nouvelles dispositions.

L'avant-projet de loi a été mis en consultation du 7 mars au 31 mai 2011. Sous réserve d'un seul rejet, il a été bien accueilli; il n'a fait l'objet que de remarques ponctuelles, qui ont été prises en compte, dans la mesure du possible, dans le projet final.

**3. PRINCIPAUX TRAITS DU PROJET**

**3.1 Présentation formelle**

Le projet ne compte que 111 articles. On notera toutefois qu'une dizaine d'articles de la LACC sont transférés dans la législation spéciale, alors qu'une soixantaine d'articles ne sont pas repris en raison de la nouvelle loi d'application des dispositions relatives à la protection de l'adulte et de l'enfant en cours d'élaboration.

Par rapport à la LACC, le projet introduit la formulation non sexiste et des titres médians matériels, en plus de la référence au CCS ou au CO (il s'agit d'ordinaire d'une reprise du titre marginal de l'article CCS concerné).

**3.2 Droit privé fédéral et cantonal**

«La législation en matière de droit civil et de procédure civile relève de la compétence de la Confédération» (art. 122 al. 1 Cst. féd.). Le droit privé cantonal a été abrogé à l'entrée en vigueur du CCS (art. 51 Tf/CCS) et ne subsiste que marginalement, si le droit fédéral comporte une réserve en sa faveur (art. 5 al. 1 CCS) ou s'il renvoie aux usages locaux (art. 5 al. 2 CCS).

Le projet couvre théoriquement tout le droit privé qui reste dans la compétence cantonale, soit l'application du droit privé fédéral et le (petit solde de) droit privé cantonal. En pratique, toutefois de nombreux domaines sont régis par la législation spéciale (cf. art. 2). En dépit de ce champ d'application, le Conseil d'Etat propose, pour donner suite aux remarques formulées dans la procédure de consultation, de renoncer au titre initial (loi concernant le droit privé) et de nommer simplement le projet de loi d'application du code civil suisse. Dans la suite du présent message, l'abréviation LACC désigne la loi actuelle.

### 3.3 Organisation judiciaire et procédure

La plus grande partie des dispositions de la LACC qui attribuaient des compétences judiciaires ou réglaient la procédure civile ont déjà été abrogées ou modifiées au 1<sup>er</sup> janvier 2011 par la loi du 31 mai 2010 sur la justice (LJ) en raison de l'entrée en vigueur du code suisse de procédure civile. Le projet achève ce toilettage partout où les règles de la LJ suffisent; il ne mentionne plus de compétence judiciaire sauf dans les rares cas où il y a lieu de déroger au système ordinaire ou de le préciser, et, pour les règles de procédure, là où le droit fédéral contient une réserve en faveur du droit cantonal. Par ailleurs, il attribue la juridiction gracieuse en matière successorale au ou à la juge de paix.

Dans le même domaine successoral, l'avant-projet mis en consultation prévoyait la possibilité de renoncer à l'intervention des notaires dans les cas simples d'ouverture des dispositions pour cause de mort et pour l'établissement des certificats d'héritier. La procédure de consultation a montré que cette solution, intéressante de prime abord eu égard au groupement des cercles de justice de paix, à la professionnalisation de la fonction de juge de paix et au fait que, à terme, chaque justice de paix devrait être dotée d'un ou d'une juriste, ne permettait pas d'atteindre les objectifs attendus, notamment sous l'angle des coûts. Le projet confirme par conséquent la compétence des notaires en matière d'ouverture des dispositions pour cause de mort et d'établissement des certificats d'héritier.

### 3.4 Droit de la famille

Ce chapitre ne compte plus que cinq articles. Le code suisse de procédure civile ainsi que la LJ ont rendu sans objet la plupart des règles que la LACC consacrait au droit de la famille. En outre, comme mentionné précédemment, une soixantaine d'articles de la LACC ne sont pas repris en raison de la nouvelle future loi d'application des dispositions relatives à la protection de l'adulte et de l'enfant. Le projet transfère aussi quelques articles dans la législation spéciale, principalement dans la loi sur l'état civil, ainsi en particulier les dispositions sur l'adoption. On peut également citer les dispositions sur le recouvrement et l'avance des pensions alimentaires qui feront l'objet d'une loi spécifique.

### 3.5 Droits réels

C'est de loin le plus volumineux chapitre du projet. Pour l'essentiel, il concerne les droits de voisinage, matière où le droit fédéral réserve le plus largement le droit cantonal. Le projet modernise un peu la formulation de dispositions de la LACC largement reprises à l'époque du code civil fribourgeois de 1834/1849 et du code rural de 1879.

En matière de droits de voisinage, il convient de relever particulièrement *la modification des règles sur les distances aux limites à observer pour les plantations*. Elaborées avec la collaboration de deux experts de la section fribourgeoise de JardinSuisse (Association suisse des entreprises horticoles) sur la base d'une étude comparative intercantonale de l'Institut du fédéralisme, ces dispositions donnent suite à la motion Erwin Jutzet, acceptée et transformée en postulat en 1993 (cf. ch. 1.5 ci-dessus). Le projet abandonne le système actuel (définition de limites particulières selon les divers types d'essences) au profit d'un régime global qui couple la hauteur admissi-

ble de la plantation à la distance à la limite de sorte que les règles s'appliquent à toutes les essences, sans qu'il soit nécessaire d'établir des catégories particulières. Cette simplification vise à rendre le système légal compréhensible par tous, et non seulement par les horticulteurs et les paysagistes. Pour les détails, voir le commentaire des articles 44ss.

La mise en œuvre de la modification du code civil suisse concernant les droits réels (FF 2009 pp. 7943ss), qui entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2012, fait l'objet d'un projet de loi indépendant (message N° 255, du 31 mai 2011, accompagnant le projet de loi portant adaptation de la législation fribourgeoise à la modification du code civil suisse relative aux droits réels). Le présent projet reprend certaines dispositions de ce projet de loi (cf. art. 9 et 73). Celles-ci devront si nécessaire être adaptées aux éventuelles modifications apportées aux dispositions de base par le Grand Conseil.

### 3.6 Droit des obligations

Ce chapitre contient essentiellement les règles relatives à la vente aux enchères publiques, qui ont été quelque peu modernisées.

## 4. CONSÉQUENCES DU PROJET

Le transfert aux juges de paix des compétences exercées par les présidents et présidentes de tribunal en matière de juridiction gracieuse dans le domaine successoral (notamment les bénéfiques d'inventaire) va entraîner une augmentation de la charge de travail pour les juges de paix et le personnel de leur greffe. Cette augmentation sera toutefois compensée par un allègement correspondant de la charge des présidents et présidentes de tribunal. Le résultat de ce transfert de compétences devrait donc être neutre du point de vue financier.

Le projet n'a pas d'influence sur la répartition des tâches Etat-communes ni d'effets sur le développement durable. Il ne soulève pas de difficulté s'agissant de sa constitutionnalité, de sa conformité au droit fédéral et de l'eurocompatibilité.

## 5. APPROBATION FÉDÉRALE

Selon l'article 52 al. 3 du Titre final du code civil suisse, les «règles cantonales portant sur le droit de la filiation, de la tutelle et des registres, ainsi que celles qui touchent à la rédaction d'actes authentiques sont soumises à l'approbation de la Confédération». Le projet ne contient pas de règle portant sur le droit de la filiation, de la tutelle et des registres. S'agissant de la rédaction des actes authentiques, il ne modifie pas matériellement les règles de rédaction actuelle. Il n'est par conséquent pas nécessaire de le soumettre pour approbation à l'Office fédéral de la justice.

## 6. COMMENTAIRE DES ARTICLES

*Remarque:* conformément à l'usage, le commentaire porte sur les articles du projet. Pour savoir ce que sont devenues les dispositions de la LACC qui ne sont pas reprises dans le projet, le Service de législation a réalisé un document de travail sous la forme d'un tableau dispo-

nible à l'adresse: [http://www.fr.ch/dsj/fr/pub/actualites.cfm?fuseaction\\_pre=Detail&NewsID=37490](http://www.fr.ch/dsj/fr/pub/actualites.cfm?fuseaction_pre=Detail&NewsID=37490)

#### **Titre et art. 1**

Voir ch. 3.2 ci-dessus.

#### **Art. 2**

Cette disposition donne la liste des principaux domaines régis par le droit privé fédéral dont les dispositions cantonales d'exécution ne sont pas ancrées dans le projet, mais font l'objet de lois spéciales.

A noter que certaines dispositions de la LACC sont transférées dans des lois spéciales par les dispositions finales du projet. Ainsi, les dispositions sur l'adoption sont insérées dans la loi sur l'état civil. De même, les dispositions sur le recouvrement et l'avance des pensions alimentaires seront insérées dans la future loi sur le recouvrement et l'avance des pensions alimentaires (programme de législature 2007–2011, projet 3.5).

#### **Art. 3**

Cet article reprend l'article 9a LACC (introduit par la LJ).

Sur les principes retenus, voir ch. 3.3 ci-dessus.

#### **Art. 4**

Cette disposition reprend l'article 10 LACC, plus complet que l'article 133 al. 1 LJ (qui sera abrogé par l'art. 91) et mentionne plus explicitement, à l'alinéa 2, les principales exceptions (cf. art. 26 et 39 al. 4 de la loi sur le registre foncier, RSF 214.5.1; art. 32ss de la loi sur la mensuration officielle, RSF 214.6.1).

#### **Art. 5**

Cet article répond aux souhaits de moderniser, préciser et assouplir les règles de publication. La solution retenue tient compte des avis exprimés dans la procédure de consultation.

#### **Art. 6**

Cette disposition reprend l'article 16 LACC tel que modifié par la LJ.

#### **Art. 7**

L'article 7 al. 1 rappelle les principales personnes morales de droit public. Il s'agit notamment de l'Etat cantonal, des établissements cantonaux personnalisés, des communes, des agglomérations, des associations de communes, des établissements communaux de droit public, des paroisses et autres corporations ecclésiastiques, des syndicats d'amélioration foncière.

L'alinéa 2 supprime la possibilité de créer de nouveaux allmends et autres semblables et règle la situation transitoire des (rares) cas qui existent.

#### **Art. 8**

Cette disposition désigne le Ministère public comme autorité cantonale compétente au sens de l'article 78 CCS. Quant à l'autorité judiciaire compétente, elle sera déterminée conformément à la LJ.

#### **Art. 9**

Cette disposition reproduit l'article 31 LACC tel que modifié par le projet de loi portant adaptation de la législation fribourgeoise à la modification du code civil suisse relative aux droits réels. Elle devra le cas échéant être adaptée aux modifications qui seront apportées à l'article 31 lors des travaux parlementaires.

#### **Art. 10**

Cet article reprend l'article 55 LACC.

#### **Art. 11**

Cet article reprend de manière simplifiée l'article 68<sup>bis</sup> al. 1 LACC.

#### **Art. 12**

Cet article correspond à l'article 86 LACC. Cette dernière règle a toutefois été épurée conformément au principe de l'autonomie organisationnelle du Conseil d'Etat.

#### **Art. 13**

Cette disposition prévoit un changement de compétence par rapport à l'article 99 LACC: comme il s'agit de la continuation d'une indivision successorale, il paraît logique de retenir la compétence du ou de la juge de paix instaurée de manière générale à l'article 14 al. 1.

#### **Art. 14**

*L'alinéa 1* exprime la nouvelle compétence générale des juges de paix (présentée et motivée sous le ch. 3.3). Il réserve toutefois la compétence des notaires. Sont visés l'ouverture des dispositions pour cause de mort et l'établissement des certificats d'héritier.

*L'alinéa 2* let. a vise à éviter toute ambiguïté, car la consignation d'un testament oral est soumise à la procédure sommaire (art. 249 let. c ch. 1 CPC), procédure qui d'ordinaire est de la compétence du président ou de la présidente du tribunal (art. 51 al. 1 let. b LJ). *L'alinéa 2* let. b et c est une reprise de l'article 9b let. a LACC tel qu'introduit par la LJ.

*L'alinéa 3* codifie l'éventuel recours à un «préposé aux successions» (connu notamment en Sarine) et offre la possibilité, lorsque cela paraît nécessaire, de recourir aux services de notaires, mais aussi de fiduciaires.

#### **Art. 15**

Cet article ne détaille plus les activités incombant à l'office des notaires, car elles figurent déjà dans la loi sur le notariat. Il rappelle uniquement l'activité notariale essentielle en matière successorale: la rédaction et la conservation des actes pour cause de mort.

#### **Art. 16 à 20**

Ces dispositions reprennent les articles 168 à 172 al. 1 LACC. L'article 172 al. 2 n'est pas repris; il n'est pas conforme au droit fédéral (cf. 558 CCS).

#### **Art. 21**

*L'alinéa 1* reprend l'article 144 LACC.

*L'alinéa 2* reprend les articles 161 et 182 LACC.

#### **Art. 22**

Cet article reprend l'article 156 LACC en tenant compte des compétences plus étendues des juges de paix.

#### **Art. 23**

Cet article reprend les articles 157 à 159 LACC, dans une formule simplifiée qui tient compte de la compétence générale des juges de paix en matière successorale (art. 14 al. 1 et al. 2 let. b). Notons que si le ou la juge de paix requiert une déclaration d'absence, la déclaration d'absence elle-même est de la compétence du président ou de la présidente du tribunal agissant selon la procédure sommaire (art. 35ss CCS, 249 CPC, 51 al. 1 let. b LJ).

#### **Art. 24**

Cet article s'écarte sur plusieurs points des articles 160ss LACC, mais il codifie la pratique suivie dans les principaux cercles de justice de paix et dans d'autres cantons. Le droit fiscal fédéral (repris très exactement par la législation fiscale cantonale) contient des règles détaillées sur les mesures à prendre (cf. not. RS 642.113). En dehors du bénéfice d'inventaire, il n'y a pas de raison de s'écarter de ces règles ou de dresser des inventaires différents. L'arrêté cantonal sur l'inventaire fiscal au décès (RSF 631.38) devra être revu en conséquence.

*L'alinéa 2* reprend les articles 165 al. 2 et 167 LACC.

*L'alinéa 3*, comme le droit fiscal, souligne le caractère subsidiaire des scellés.

*L'alinéa 4* vise les cas où un inventaire «civil» serait dressé préalablement, séparément ou en complément de l'inventaire fiscal.

#### **Art. 25**

Cet article apporte des précisions reprises de l'article 424 du code de procédure civile fribourgeois (abrogé le 1.1.2011).

#### **Art. 26 et 27**

En matière de bénéfice d'inventaire – qui sera désormais de la compétence du ou de la juge de paix, cf. commentaire de l'article 14 – les articles 581ss CCS imposent certaines opérations différentes de celles d'un inventaire fiscal ou d'un inventaire conservatoire. Le projet reprend quelques règles des articles 185ss LACC et des articles 426ss du code de procédure civile fribourgeois plus spécifiques à cette procédure. Au surplus, l'application du droit fiscal à titre supplétif (art. 24 al. 4) reste valable si c'est approprié (par ex. pour des opérations d'inventaire réalisées dans l'appartement du défunt).

#### **Art. 28**

Cet article est inspiré des articles 190s. LACC.

#### **Art. 29**

*L'alinéa 1* reprend la seule règle de l'article 199 LACC qui apporte une précision utile par rapport à la définition des parties intégrantes du CCS. *Les alinéas 2 et 3* reprennent les règles de l'article 200 LACC (hormis les ch. 1, 5 et 7, en particulier pour tenir compte des remarques formulées dans la procédure de consultation). *L'alinéa 4* renvoie finalement explicitement aux directives de l'ECAB, jugées suffisantes pour exprimer, pour le solde, l'usage local. Actuellement, il s'agit des règles pour la délimi-

tation entre l'assurance des bâtiments et l'assurance du mobilier dans le canton de Fribourg du 30 octobre 1998. Ce texte renvoie pour partie à la LACC; il devra donc être adapté et faire l'objet d'une publication officielle.

#### **Art. 30**

Cet article reprend la règle de l'article 204 LACC.

#### **Art. 31 à 33**

Ces articles régissent les terrains en mouvement permanent. Ils reprennent les articles 204<sup>bis</sup> à 204<sup>quater</sup> LACC. Ces dernières dispositions ont été adoptées dans les années quatre-vingt-dix dans le cadre de l'adaptation de la législation cantonale à la révision des droits réels immobiliers. Elles visaient à renforcer la sécurité du droit, mais mettent les coûts à la charge exclusive des propriétaires concernés. Ceux-ci ne sont toutefois pas les seuls à profiter de la définition du périmètre des fonds touchés par les mouvements permanents. Le canton et les communes en bénéficient également. Il semble dès lors judicieux, dans l'idée de favoriser la détermination des terrains en mouvement permanent, de prévoir une répartition équitable des frais qui en découlent entre les propriétaires concernés, l'Etat et les communes.

#### **Art. 34**

Cet article reprend l'article 206 al. 2 LACC. Le cas de déréliction a toutefois été ajouté pour tenir compte des remarques des praticiens.

#### **Art. 35**

Cet article reformule les articles 212 et 213 LACC.

#### **Art. 36 à 43**

L'insertion de titres médians a engendré un groupement légèrement différent des règles des articles 214 à 226 LACC.

#### **Art. 36**

Cet article reprend l'article 214 LACC.

#### **Art. 37**

Cet article reprend l'article 215 LACC.

#### **Art. 38**

Cet article reprend les articles 216 et 217 LACC.

#### **Art. 39**

Cet article reprend les articles 218 et 224 LACC.

#### **Art. 40**

Cet article reprend les articles 219 et 226 LACC.

#### **Art. 41**

Cet article reprend les articles 220 à 222 LACC.

#### **Art. 42**

Cet article reprend l'article 223 LACC.

#### **Art. 43**

Cet article reprend l'article 225 LACC.

#### Art. 44 à 49

Ce chapitre, qui remplace les articles 232ss LACC, a été entièrement revu, sur la base d'une comparaison intercantonale et avec l'aide d'experts de JardinSuisse, pour l'adapter aux besoins contemporains (cf. plus haut ch. 3.5). Le projet abandonne le système actuel (définition de limites particulières selon les divers types d'essences) au profit d'un régime global qui couple la hauteur admissible de la plantation à la distance à la limite de sorte que les règles s'appliquent à toutes les essences, sans qu'il soit nécessaire d'établir des catégories particulières. Le but poursuivi par cette nouvelle approche est une simplification du système légal, de manière à le rendre compréhensible et facilement applicable par tous, et non seulement par les horticulteurs et les paysagistes. Par ailleurs, il préserve la liberté des propriétaires en sauvegardant les intérêts des voisins: les propriétaires peuvent planter les espèces à leur convenance, mais ils doivent veiller à ce que la hauteur de leurs plantations ne dépasse pas la hauteur autorisée en fonction de la distance séparant la plante de la limite du fonds et, si nécessaire, procéder à la taille requise.

Une disposition finale garantit les droits acquis par la prescription décennale actuelle (cf. art. 88).

#### Art. 44

*Alinéa 1:* la mise sur pied d'égalité des plantations volontaires et des plantations sauvages est une nouveauté. Dans la législation actuelle, l'arrachage des arbres dont l'implantation n'est pas conforme aux règles sur les distances et qui ont crû spontanément peut être exigé tant que ces arbres sont susceptibles d'être transplantés, alors que l'arrachage des arbres plantés volontairement en-deçà des limites autorisées peut être exigé dans les dix ans qui suivent la plantation (cf. art. 233 LACC).

*L'alinéa 2* reprend l'article 232 al. 2 LACC. Il réserve par ailleurs les dispositions sur les clôtures (cf. art. 58): les haies vives servant de clôture entre deux fonds ne sont pas visées par les articles 44ss. Elles doivent respecter les distances aux limites prévues à l'article 58.

Les dispositions du droit public réservées par *l'alinéa 3* sont les suivantes: les lois spéciales, en particulier la loi sur les routes, les plans d'aménagement et les prescriptions particulières qui sont parfois prévues lors de l'octroi des permis de construire.

#### Art. 45

*L'alinéa 1* énonce le principe général: les plantations situées à moins de 10 mètres de la ligne séparative des fonds doivent être d'une hauteur inférieure au double de la distance séparant la plante de la limite des fonds. Ce système simple présente l'avantage de la linéarité et de la régularité. Par exemple, une plante située à 2 mètres de la limite ne doit pas excéder une hauteur de 4 mètres. Au-delà d'une distance de 10 mètres de la ligne séparative des fonds, le projet ne prévoit plus de restriction. On peut en effet admettre que, à cette distance, les plantations ne sont pas de nature à porter une atteinte suffisante au fonds voisin pour justifier une restriction légale.

A noter que le terme de plantation doit être compris dans un sens étroit. Les restrictions prévues dans le projet visent les végétaux tels que les arbres, les arbustes et les buissons, à l'exclusion des autres plantes (fleurs, légu-

mes, céréales, herbe, etc.) qui ne sont naturellement pas soumises aux règles sur les distances aux limites.

*L'alinéa 2* est une reprise de l'article 232 al. 3 LACC, qui tient compte des besoins en ensoleillement particulièrement grands des vignes.

*L'alinéa 3* précise le mode de calcul de la distance et de la hauteur. Il ne serait pas équitable que le propriétaire d'un arbre situé en surplomb bénéficie de la configuration des lieux et puisse imposer au propriétaire du fonds situé plus bas une plantation qui, si on se plaçait à la limite des fonds, dépasserait la hauteur légalement admise. En revanche, si la plante est située en aval de la ligne séparative des fonds, le propriétaire du fonds en amont ne subit pas de préjudice lorsque la hauteur de la plante excède la hauteur légalement admise, dans une mesure qui ne dépasse pas la différence de niveau entre le terrain au lieu de la plantation et le terrain à la limite des deux fonds.

#### Art. 46

En principe, le propriétaire du fonds voisin exigera la taille des plantes dont la hauteur excède la limite légale. Dans certains cas, notamment lorsque le propriétaire des arbres est particulièrement récalcitrant et refuse régulièrement de procéder à la taille requise, le propriétaire du fonds voisin pourra demander que les arbres soient abattus.

Cependant, le propriétaire du fonds voisin qui a toléré la présence des plantes incriminées perd le droit d'en demander la taille ou l'abattage après l'écoulement d'un délai de vingt ans à compter de la plantation. Comme les distances ne sont plus fixées de manière absolue en fonction des essences, mais dépendent de la hauteur des arbres, il importe de prévoir un délai suffisamment long pour que les plantations aient atteint leur pleine hauteur avant que le droit du propriétaire du fonds voisin ne commence à s'éteindre; l'actuel délai de dix ans (art. 233 LACC) ne convient donc plus.

Le délai de vingt ans commence à courir à la date de la plantation. Le début du délai est ainsi clairement déterminé et les circonstances dont la preuve doit être faite par le propriétaire de l'arbre précises.

#### Art. 47

L'article 687 al. 1 CC autorise le propriétaire du fonds voisin à couper, à certaines conditions, les branches et les racines qui avancent sur son fonds. L'article 688 CC permet aux cantons de supprimer ce droit d'ébrancher, mais uniquement pour les arbres fruitiers.

*L'alinéa 1* reprend l'article 234 LACC qui limite le droit d'ébrancher les arbres fruitiers en prescrivant que le voisin peut exiger l'élimination des branches situées à moins de 4,50 m de hauteur. Le droit d'ébrancher les autres arbres jusqu'à une hauteur de 6 mètres, également prévu par la LACC, n'est pas repris dans le projet, car il n'est pas conforme au droit fédéral.

Le projet actualise les conséquences, en cas de refus du propriétaire de tailler les branches de son arbre. L'article 234 LACC prévoit que le propriétaire qui a coupé les branches peut les garder si, après réclamation, le propriétaire de l'arbre ne les a pas enlevées dans un délai convenable. Cette disposition, datant du début du XX<sup>e</sup> siècle, n'est plus adaptée aux réalités de la vie moderne. Selon le projet, le propriétaire du fonds sur lequel empiètent les

branches doit demander au propriétaire de l'arbre d'effectuer la taille nécessaire dans un délai convenable. A défaut d'accord, il peut procéder lui-même à la coupe aux frais du propriétaire de l'arbre. Le caractère convenable du délai doit être déterminé en fonction des règles et usages en vigueur en matière de taille des végétaux (taille hivernale, taille de printemps, etc.).

L'*alinéa 2* reprend l'article 235 LACC et le complète pour les motifs commentés ci-dessus.

#### **Art. 48**

Cette disposition reprend l'article 236 LACC en le complétant par une réserve des dispositions de la législation sur la protection de la nature et du paysage.

#### **Art. 49**

Cette disposition est inspirée de l'article 236<sup>bis</sup> LACC.

#### **Art. 50**

Cet article reprend matériellement, avec une modification toutefois, l'article 238 LACC. La modification a été introduite dans le projet à la suite de la procédure de consultation: selon l'article 238 LACC, lorsqu'une conduite est en mauvais état, les propriétaires des fonds traversés par celle-ci peuvent exiger sa remise à neuf; certains participants à la procédure de consultation considèrent, à juste titre, que cette possibilité ne répond pas au principe de la proportionnalité. Le projet préserve les droits des propriétaires des fonds servants en leur donnant la possibilité d'exiger que les conduites soient entretenues de manière à garantir l'utilisation et la sécurité de leurs fonds.

#### **Art. 51**

Les alinéas 1 et 2 reprennent les articles 239 et 246 LACC. L'exigence imposée, par l'*alinéa 2*, au propriétaire d'aviser ses voisins avant d'utiliser leurs fonds est toutefois nouvelle. L'article 246 LACC prescrit que le propriétaire peut accéder au fonds voisin «sans formalité quelconque». La condition de l'avis préalable du voisin a été demandée dans la procédure de consultation; elle répond au simple respect des règles de savoir-vivre entre voisins.

L'*alinéa 3* correspond à l'article 247 LACC. Les conditions de l'octroi d'un droit de passage ont cependant été adaptées aux possibilités offertes par les moyens de transport modernes (installation d'un téléphérique, utilisation d'un hélicoptère, etc.).

#### **Art. 52**

Cet article reprend l'article 245 LACC, mais ajoute la mention des véhicules à moteur à l'*alinéa 1* et adopte une largeur supérieure de 1 mètre à l'*alinéa 2* comme cela avait déjà été demandé en 1978 par la motion Philipona, transformée en postulat (BGC 1978 pp. 270, 880). La réponse à ce postulat (BGC 1979 p. 1949) avait relevé que la jurisprudence admettait déjà que la servitude de char permet le passage de véhicules à moteur servant à l'exploitation, mais que, en revanche, pour la largeur du passage, il fallait respecter l'article 739 CCS qui interdit d'aggraver la charge du fonds servant pour répondre à de nouveaux besoins du fonds dominant. Le Conseil d'Etat en avait conclu que le droit fédéral ne permettrait pas sans autre un changement de la LACC et aucune suite n'avait été donnée à ce postulat.

Si cette réponse reste correcte pour les servitudes existantes, rien n'empêche en revanche d'adapter cette largeur à la réalité agricole pour les servitudes futures, largeur que les parties concernées peuvent toujours modifier d'un commun accord. C'est pourquoi le projet, tout en élargissant la largeur «par défaut», réserve dans ce même article (et pas dans les dispositions finales du projet) les servitudes existantes et maintient la réserve de l'octroi d'un passage nécessaire (question qui n'est plus réglée par le droit cantonal, mais exclusivement par le CCS et le CPC).

#### **Art. 53**

Cet article reprend l'article 248 LACC.

#### **Art. 54**

Cet article correspond aux articles 249 à 254 LACC.

#### **Art. 55**

Les articles 255 et 258 à 264 LACC traitant exclusivement d'obligations imposées aux communes, l'article 106 déplace ces règles dans la loi sur les routes.

#### **Art. 56**

Cet article reprend l'article 256 LACC.

#### **Art. 57**

Cet article reprend l'article 265 LACC.

#### **Art. 58**

Cet article reprend l'article 266 LACC. Un nouvel alinéa a toutefois été ajouté pour réserver les règles de la loi sur les routes.

Pour le lien entre les règles applicables aux haies vives et les restrictions sur les plantations, voir le commentaire relatif à l'article 44.

#### **Art. 59**

Cet article correspond aux articles 267 et 270 LACC.

#### **Art. 60**

Cet article reprend l'article 268 LACC.

#### **Art. 61**

Cet article reprend l'article 269 LACC.

#### **Art. 62**

Cet article reprend les articles 271 et 272 LACC.

#### **Art. 63**

Cet article reprend l'article 273 LACC.

#### **Art. 64**

Cet article reprend l'article 274 LACC.

#### **Art. 65**

Cet article reprend l'article 275 LACC, tel que modifié par la LJ. La réserve de l'autorisation du service compétent en matière de signalisation routière a été ajoutée à l'*alinéa 1* pour tenir compte d'une demande formulée par plusieurs participants à la procédure de consultation.

**Art. 66**

Cet article reprend l'article 286 LACC.

**Art. 67**

Cet article reprend les articles 290 al. 1 et 2, 292 et 293 LACC.

**Art. 68**

Cet article reprend les articles 290 al. 3 et 291 LACC.

**Art. 69**

Le projet tient compte du postulat Grandjean concernant les objets trouvés (P 2023.07; BGC 2007 p. 2140; 2008 pp. 533 et 418) en posant le principe du recours à un système efficace et en fournissant une base légale claire au règlement demandé. (Voir plus haut ch. 1.5).

**Art. 70**

Cet article correspond l'article 318<sup>bis</sup> LACC, mais la formulation a été légèrement modifiée pour éviter les lourdeurs dues à la féminisation.

**Art. 71 et 72**

Le projet reprend, en actualisant leur formulation, les articles 320, 321 et 323 LACC.

**Art. 73**

Cette disposition reproduit l'article 324 LACC tel que modifié par le projet de loi portant adaptation de la législation fribourgeoise à la modification du code civil suisse relative aux droits réels. Elle devra le cas échéant être adaptée aux modifications qui seront apportées à l'article 324 lors des travaux parlementaires.

**Art. 74**

Cet article correspond à l'article 339 LACC. Le projet confie la tenue des registres aux préposé-e-s des offices de poursuite, comme le droit fédéral le permet; cette solution est conforme à la pratique de la plupart des districts.

**Art. 75**

Cet article correspond aux articles 340 et 341 LACC. Par leur précision, ces deux dispositions offrent une meilleure protection pour les personnes éventuellement concernées que la variante qui avait été proposée dans l'avant-projet mis en consultation.

**Art. 76**

Cet article reprend l'article 359<sup>bis</sup> LACC. La formulation a toutefois été quelque peu actualisée.

**Art. 77**

Cet article reprend l'article 350 LACC.

**Art. 78 à 84**

Le projet modernise un peu et clarifie parfois les règles des articles 351ss LACC. A noter que, dans la plupart des cas, ces règles sont de droit dispositif.

**Art. 85**

Cet article reprend l'article 359<sup>quater</sup> al. 1 LACC.

**Art. 86**

Cet article reprend l'article 362 LACC, qui est la seule disposition transitoire de la LACC qui peut présenter encore une certaine actualité, même si elle a surtout une portée informative.

**Art. 87**

Cette disposition charge les présidents et présidentes du tribunal de terminer les affaires de juridiction gracieuse en cours (bénéfices d'inventaire, etc.).

**Art. 88**

Cette disposition énonce les règles applicables aux plantations effectuées avant l'entrée en vigueur des articles 44ss du projet. Il convient de distinguer selon que les plantations étaient ou non conformes aux règles applicables lorsqu'elles ont été réalisées.

L'intérêt du propriétaire qui a planté un arbre dans le respect des règles en vigueur l'emporte, le cas échéant, sur celui du propriétaire du fonds voisin à exiger la taille ou l'abattage selon le nouveau droit.

En revanche, lorsque les plantations ont été effectuées en violation des règles en vigueur, le propriétaire ne peut invoquer ces dispositions pour refuser de respecter les nouvelles normes. Est toutefois réservé le cas où les plantations non conformes ont été «validées» par l'écoulement du délai de dix ans à compter de la plantation (cf. art. 233 LACC). Il ne serait en effet pas opportun que des litiges clos selon l'ancien droit puissent être réactualisés simplement en raison de la prolongation à vingt ans (cf. art. 46) du délai d'extinction du droit de réclamer la suppression ou la taille des arbres plantés en-deçà des distances légales.

Les règles sur les branches et racines (art. 47) s'appliquent sans distinction aux arbres plantés avant ou après l'entrée en vigueur du nouveau droit. Les règles sur les arbres mitoyens et le dégagement des bornes (art. 48 et 49) n'ont pas subi de modification; le passage de l'ancien au nouveau droit n'a dès lors aucune incidence sur leur application.

**Art. 89 al. 2**

La loi cantonale sur la protection de la nature et du paysage (LPNat), dont le projet devrait être soumis prochainement au Grand Conseil, prévoira des règles qui remplaceront celles de l'article 313 LACC actuelle. La disposition transitoire de l'article 89 al. 2 vise à éviter une lacune au cas où la LPNat entrerait en vigueur après la présente loi.

**Art. 90**

L'article 4a correspond matériellement à l'article 75 LACC.

La modification de l'article 9 est purement technique.

**Art. 91**

L'article 51 al. 3 LJ est modifié pour reprendre la règle de l'article 9c al. 1 LACC. La dernière phrase, relative aux audiences de conciliation prévues à l'article 291 CPC dans le cadre des procédures de divorce sur demande unilatérale, a été introduite pour tenir compte d'une demande formulée dans le cadre de la procédure de consultation. Le but de ces audiences est simplement d'examiner

l'existence du motif de divorce et de tenter de trouver un accord entre les époux sur les effets de leur divorce. Elles peuvent être confiées au président ou à la présidente du tribunal, qui est du reste compétent pour toutes les tentatives préalables de conciliation prévues dans le cadre des procédures ordinaire et simplifiée (art. 61 al. 1 LJ).

La règle figurant à l'article 133 al. 1 LJ est inutile dans la LJ; elle est reprise à l'article 4 du projet.

#### **Art. 92**

La formulation de l'article 7 du projet supprime la base légale pour les établissements communaux dotés de la personnalité morale; l'article 27 LACC était en effet considéré comme une base légale implicite. Pour éviter une lacune, la nouvelle base légale nécessaire est directement introduite dans la loi sur les communes.

#### **Art. 93**

L'article 27a reprend l'article 17 al. 1 LACC.

L'article 29a prévoit la compétence du Service de l'état civil et des naturalisations pour les cas dans lesquels il y a suspicion de violation de la législation sur les étrangers. L'attribution de cette compétence se justifie d'un point de vue matériel (la collaborateur ou la collaboratrice en charge de ces dossiers est titulaire du brevet d'officier d'état civil), organisationnel (en vertu de l'article 16 du règlement du 2 décembre 1986 sur l'état civil, RSF 211.2.11, le Service est compétent pour traiter ce type de cas), ainsi que du point de vue de l'efficacité (le personnel du Service bénéficie de la formation spécifique requise et de l'aisance dans le traitement des dossiers qui résulte de l'habitude de traiter un grand nombre de cas similaires).

L'article 29b reprend l'article 38 LACC.

L'article 29c précise les autorités compétentes pour prononcer l'adoption et y consentir en cas d'adoption d'un enfant sous tutelle. Il renvoie pour le surplus à la réglementation d'exécution. La procédure d'adoption étant principalement de la compétence de la Direction des institutions, de l'agriculture et des forêts et de son Service de l'état civil et des naturalisations, le choix a été fait de déplacer la base légale en la matière dans la législation sur l'état civil.

#### **Art. 94 et 95**

Ces modifications sont purement techniques, sans portée matérielle.

#### **Art. 96**

Par mesure de simplification, les alinéas 1 et 2 de l'article 17 sont regroupés en un seul alinéa.

L'article 67 reprend la règle de l'article 148 LACC. Les modifications des articles 26 et 72 sont liées à ce transfert.

L'article 67a reprend l'article 151 LACC.

Les autres modifications sont de nature purement technique et n'ont pas de portée matérielle.

#### **Art. 97**

La modification de l'article 50 est de nature purement technique et n'a pas de portée matérielle.

*Articles 70 et 71:* La révision LACC permet de supprimer ce droit transitoire qui n'a plus d'objet.

#### **Art. 98 à 105**

Ces modifications sont de nature purement technique et n'ont pas de portée matérielle (adaptation du renvoi).

#### **Art. 106**

Comme mentionné dans le commentaire de l'article 55, les articles 255 et 258 à 264 LACC concernant les chemins de dévestiture publics et les sentiers publics traitent exclusivement d'obligations imposées aux communes et trouvent mieux leur place dans la loi sur les routes.

L'article 255 LACC n'est pas repris: l'entretien des chemins publics de dévestiture est régi par les articles 95 et 96 de la loi sur les améliorations foncières et l'article 13a de la loi sur les routes.

Les articles 258 à 264 LACC ont été revus et actualisés pour tenir compte des besoins de la pratique et des résultats de la procédure de consultation. L'article 13b soumet en particulier la construction d'un sentier public à l'obtention d'un permis de construire. L'article 13c actualise pour sa part les articles 261 à 264 LACC. A noter que les articles 258 à 260 LACC ne sont pas repris dans le projet: les dimensions et l'entretien des sentiers publics relèvent du droit public.

#### **Art. 107 à 110**

Ces modifications sont de nature purement technique et n'ont pas de portée matérielle (adaptation du renvoi).

#### **Art. 111**

Cette disposition n'appelle pas de commentaire.

### **BOTSCHAFT Nr. 269** 23. August 2011 **des Staatsrats an den Grossen Rat** **zum Entwurf des Einführungsgesetzes** **zum Schweizerischen Zivilgesetzbuch (EGZGB)**

#### **Übersicht**

- 1. Notwendigkeit eines neuen Gesetzes**
- 2. Ablauf der Arbeiten und des Vernehmlassungsverfahrens**
- 3. Grundzüge des Entwurfs**
- 4. Auswirkungen des Entwurfs**
- 5. Genehmigung durch den Bund**
- 6. Erläuterungen zu den Artikeln**

#### **1. NOTWENDIGKEIT EINES NEUEN GESETZES**

**1.1** Ein ganzes Jahrhundert ist es her seit der Verabschiedung des Einführungsgesetzes vom 22. November 1911 zum Schweizerischen Zivilgesetzbuch für den Kanton Freiburg (EGZGB; SGF 210.1). In diesem Zeitraum ist das EGZGB durch mehr als siebenzig Erlasse geändert worden, so dass am 1. Januar 2011 zu den ursprünglichen 373 Artikeln 55 hinzugekommen sind (mit «bis», «ter» usw. nummeriert) und rund 140 Artikel (sowie zahlreiche Absätze) aufgehoben sind.



**1.2** Zudem werden rund sechzig Artikel des EGZGB, die Vormundschaftsrecht und -organisation betreffen, mit der Umsetzung der Revision des Schweizerischen Zivilgesetzbuchs im Bereich Erwachsenenschutz, Personenrecht und Kindesrecht wegfallen, die das Bundesgesetz vom 19. Dezember 2008 (BBl 2009 S. 141 ff.) vornimmt.

Am 11. Dezember 2009 verabschiedete die Bundesversammlung eine Änderung des Schweizerischen Zivilgesetzbuchs auf dem Gebiet des Sachenrechts (BBl 2009 S. 8779 ff.), deren Ausführung mehrere Artikel des geltenden EGZGB betrifft.

**1.3** Der Nutzen einer allgemeinen Revision des EGZGB war vom Staatsrat schon in seinem Bericht Nr. 251 vom 22. August 2000 (*TGR* 2000 S. 1536) anerkannt worden, der dem Postulat Collaud/Schwab-Bertelletto über die Revision des Einführungsgesetzes zum Schweizerischen Zivilgesetzbuch (P 226.98, *TGR* 1998 S. 1446; *TGR* 1999 S. 406, 495) Folge gab. Der Gegenstand wurde allerdings auf die folgende Legislaturperiode verschoben, und zwar einerseits, weil er nicht vorrangig war, und andererseits wegen des Umfangs der Materie und der Verschiedenheit der berührten Fragen (*TGR* 2000 S. 1625).

**1.4** Der Staatsrat hat diese Revision in sein Regierungsprogramm 2007–2011 aufgenommen und so reaktiviert; er beauftragte das Amt für Gesetzgebung, mit einer Umfrage bei den Direktionen festzustellen, bei welchen Hauptpunkten Änderungen nötig seien. Aufgrund dieser Umfrage forderte der Staatsrat seine Direktionen auf, bis Ende 2009 ihre ausformulierten Vorschläge vorzulegen, und beauftragte das Amt für Gesetzgebung, ihm gestützt auf diese Vorschläge einen Vorentwurf zu unterbreiten. Die Direktionen machten 43 Vorschläge für Aufhebungen und 25 ausformulierte Vorschläge für Änderungen.

**1.5** Die Revision des EGZGB bietet zudem die Gelegenheit, der Motion Jutzet über die Beschränkungen in der Bepflanzung Folge zu geben, die 1993 angenommen und in ein Postulat umgewandelt wurde (*TGR* 1992 S. 1136 und 2291; 1993 S. 843 und 1947). Der Entwurf trägt ferner dem Postulat Grandjean über die Fundsachen (P 2023.07; *TGR* 2007 S. 2140; 2008 S. 533 und 418) Rechnung, indem es eine klare gesetzliche Grundlage für das verlangte Reglement liefert.

## **2. ABLAUF DER ARBEITEN UND DES VERNEHMLASSUNGSVERFAHRENS**

Die Direktionen des Staatsrats waren an den Vorarbeiten eng beteiligt, zuerst durch eine Umfrage über die Bedürfnisse und dann durch die Ausarbeitung ausformulierter Vorschläge. Das Amt für Gesetzgebung koordinierte die Vorarbeiten und verfasste den Vorentwurf gestützt auf die Vorschläge der Direktionen sowie auf ergänzende Informationen und Überlegungen. Es erstellte zudem die deutsche Fassung dieser Dokumente.

Parallel zu diesen Arbeiten gab die Sicherheits- und Justizdirektion im Juli 2010 beim Institut für Föderalismus eine interkantonale Studie über die Beschränkungen in der Bepflanzung in Auftrag. Auf dieser Grundlage stellte sie Thesen auf und hörte Sachverständige an und verfasste danach die neuen Bestimmungen.

Der Vorentwurf des Gesetzes wurde vom 7. März bis zum 31. Mai 2011 in die Vernehmlassung geschickt.

Vorbehaltlich einer Ablehnung wurde der Vorentwurf gut aufgenommen. Es wurden nur punktuell Anmerkungen angebracht, die, soweit möglich, im definitiven Entwurf berücksichtigt worden sind.

## **3. GRUNDZÜGE DES ENTWURFS**

### **3.1 Äussere Gestaltung**

Der Entwurf zählt nur 111 Artikel. Dabei ist aber zu beachten, dass rund zehn Artikel des EGZGB in die Spezialgesetzgebung übergehen werden und rund sechzig Artikel des EGZGB nicht übernommen werden, weil sie Teil des neuen Ausführungsgesetzes der Bestimmungen über den Erwachsenen- und den Kinderschutz sein werden, das zurzeit erarbeitet wird.

Im Unterschied zum EGZGB ist der Entwurf geschlechtergerecht formuliert und enthält neben den Verweisen auf ZGB und OR materielle Artikelüberschriften (in der Regel wird der Randtitel des betreffenden ZGB-Artikels übernommen).

### **3.2 Eidgenössisches und kantonales Privatrecht**

«Die Gesetzgebung auf dem Gebiet des Zivilrechts und des Zivilprozessrechts ist Sache des Bundes» (Art. 122 Abs. 1 BV). Das kantonale Privatrecht ist mit dem Inkrafttreten des ZGB aufgehoben worden (Art. 51 SchlT/ZGB) und besteht nur insoweit beschränkt weiter, als das Bundesrecht es vorbehält (Art. 5 Abs. 1 ZGB) oder auf den Ortsgebrauch verweist (Art. 5 Abs. 2 ZGB).

Der Entwurf deckt theoretisch das gesamte Privatrecht ab, das in der kantonalen Zuständigkeit bleibt, also die Ausführung des Bundesprivatrechts und der Restbestand an kantonalem Privatrecht. In der Praxis werden aber viele Bereiche durch die Spezialgesetzgebung geregelt (vgl. Art. 2). Trotz dieses Anwendungsgebietes schlägt der Staatsrat vor, den angebrachten Anmerkungen aus dem Vernehmlassungsverfahren Folge zu leisten und auf den ursprünglich vorgesehenen Titel (Privatrechtsgesetz) zu verzichten. Das Gesetz soll nun einfach Einführungsgesetz zum Schweizerischen Zivilgesetzbuch genannt werden. Nachfolgend bezeichnet die Abkürzung EGZGB das aktuelle Gesetz.

### **3.3 Gerichtsorganisation und Verfahren**

Der grösste Teil der Bestimmungen des EGZGB, die richterliche Zuständigkeiten übertragen oder zivilprozessuale Regeln enthielten, sind wegen des Inkrafttretens der Schweizerischen Zivilprozessordnung bereits durch das Justizgesetz vom 31. Mai 2010 (JG) auf den 1. Januar 2011 aufgehoben oder geändert worden. Der Entwurf bringt diese Bereinigung überall dort zum Abschluss, wo die Regeln des JG genügen; richterliche Zuständigkeiten werden nur noch dort angegeben, wo eine Abweichung vom ordentlichen System oder eine Präzisierung angebracht ist, und Verfahrensbestimmungen nur dort, wo das Bundesrecht kantonales Recht vorbehält. Ausserdem sieht der Entwurf die Zuständigkeit der Friedensrichterin oder des Friedensrichters für die freiwillige Gerichtsbarkeit in Erbschaftssachen vor.

Im Bereich des Erbschaftswesens war im Vorentwurf, der in die Vernehmlassung gegeben worden war, die Möglichkeit vorgesehen, bei einfachen Fällen ohne notarielle

Mitwirkung Verfügungen von Todes wegen zu eröffnen oder Erbscheinigungen auszustellen. Das Vernehmlassungsverfahren hat aufgezeigt, dass diese auf den ersten Blick interessante Lösung unter Berücksichtigung der Zusammenlegung der Friedensrichterkreise, der Professionalisierung der Funktion der Friedensrichter sowie der Tatsache, dass auf längere Frist jedes Friedensgericht über eine Juristin oder einen Juristen verfügen müsste, nicht die erwarteten Ziele erreichen würde, insbesondere in finanzieller Hinsicht. Der Entwurf bestätigt daher die Zuständigkeit der Notarinnen und Notare für die Eröffnung von Verfügungen von Todes wegen und für die Ausstellung von Erbscheinigungen.

### 3.4 Familienrecht

Dieses Kapitel zählt nur noch fünf Artikel. Mit der Schweizerischen Zivilprozessordnung und dem JG sind die meisten familienrechtlichen Bestimmungen des EGZGB gegenstandslos geworden. Zudem werden, wie erwähnt, wegen des zukünftigen neuen Ausführungsgesetzes zu den Bestimmungen über den Erwachsenen- und den Kinderschutz rund sechzig Artikel des EGZGB nicht übernommen. Der Entwurf baut ausserdem einige Artikel in die Spezialgesetzgebung ein, hauptsächlich ins Zivilstandsgesetz, so insbesondere die Bestimmungen zur Adoption. Des Weiteren sind die Bestimmungen zum Inkasso und zur Bevorschussung von Unterhaltsbeiträgen zu nennen, die in einem Spezialgesetz geregelt werden.

### 3.5 Sachenrecht

Das ist das bei Weitem umfangreichste Kapitel des Entwurfs. Es enthält hauptsächlich nachbarrechtliche Bestimmungen; in diesem Bereich sieht das Bundesrecht die meisten Vorbehalte zugunsten des kantonalen Rechts vor. Der Entwurf modernisiert etwas die Formulierung von Bestimmungen des EGZGB, die weitgehend aus dem freiburgischen Zivilgesetzbuch von 1834/1849 und der Feldpolizei-Ordnung von 1879 übernommen sind.

Im Nachbarschaftsrecht besonders zu erwähnen ist die *Änderung der Vorschriften über die Grenzabstände für Bepflanzungen*. Die Bestimmungen sind in Zusammenarbeit mit zwei Experten der Freiburger Sektion von Jardin-Suisse (Unternehmerverband Gärtner Schweiz) gestützt auf eine interkantonale Vergleichsstudie des Instituts für Föderalismus erarbeitet worden und geben der Motion Jutetz Folge, die 1993 angenommen und in ein Postulat umgewandelt wurde (vgl. oben, Ziff. 1.5). Der Entwurf gibt das geltende System (unterschiedliche Abstände für verschiedene Kategorien von Pflanzen) zugunsten einer Gesamtregelung auf, die die zulässige Höhe aufgrund des Abstands von der Grenzlinie bestimmt, so dass die Vorschriften für alle Holzgewächse gelten und keine besonderen Kategorien unterschieden werden müssen. Mit dieser Vereinfachung soll die Regelung für alle verständlich sein, nicht nur für Gärtner. Für Einzelheiten siehe den Kommentar zu den Artikeln 44 ff.

Die *Umsetzung der Änderung des Schweizerischen Zivilgesetzbuchs auf dem Gebiet des Sachenrechts* (BB1 2009 S. 8779 ff.), die am 1. Januar 2012 in Kraft treten wird, wird in einem eigenen Gesetzesentwurf geregelt (Botschaft Nr. 255, vom 31. Mai 2011 zum Entwurf des Gesetzes zur Anpassung der freiburgischen Gesetzgebung an die Änderung des Schweizerischen Zivilgesetzbuches im Sachenrecht). Der vorliegende Entwurf übernimmt einige Bestimmungen aus diesem Gesetzesentwurf (vgl.

Art. 9 und 73). Diese werden, falls notwendig, an eventuelle, durch den Grossen Rat vorgenommene Änderungen der Grundbestimmungen angepasst.

### 3.6 Obligationenrecht

Dieses Kapitel enthält hauptsächlich die Vorschriften über die Versteigerungen, die etwas modernisiert werden.

## 4. AUSWIRKUNGEN DES ENTWURFS

Der Übergang der Zuständigkeiten der freiwilligen Gerichtsbarkeit in Erbschaftssachen (insbesondere das öffentliche Inventar) von den Gerichtspräsidentinnen und -präsidenten auf die Friedensrichterinnen und Friedensrichter wird diesen und ihrem Kanzleipersonal Mehrarbeit bringen. Diese Aufwandssteigerung wird jedoch durch eine entsprechende Minderung der Belastung bei den Gerichtspräsidentinnen und -präsidenten ausgeglichen. Das Ergebnis der Übertragung der Zuständigkeiten sollte also in finanzieller Hinsicht neutral ausfallen.

Der Entwurf hat keine Auswirkungen auf die Aufgabenverteilung zwischen Staat und Gemeinden oder auf die nachhaltige Entwicklung. Er stellt keine Probleme in Bezug auf seine Verfassungsmässigkeit, seine Übereinstimmung mit dem Bundesrecht und seine Europaverträglichkeit.

## 5. GENEHMIGUNG DURCH DEN BUND

Gemäss Artikel 52 Abs. 3 des Schlusstitels des ZGB bedürfen «die kantonalen Anordnungen zum Verwandtschafts-, Vormundschafts- und Registerrecht sowie über die Errichtung öffentlicher Urkunden der Genehmigung des Bundes». Der Entwurf enthält keine Bestimmungen zum Verwandtschafts-, Vormundschafts- und Registerrechts. Die geltenden Bestimmungen betreffend die Errichtung öffentlicher Urkunden werden in materieller Hinsicht durch den Entwurf nicht tangiert. Folglich ist es nicht notwendig, die Genehmigung des Bundesamts für Justiz einzuholen.

## 6. ERLÄUTERUNGEN ZU DEN ARTIKELN

*Bemerkung:* Bestimmungsgemäss betrifft der Kommentar die Artikel des Entwurfs. Was aus den Bestimmungen des EGZGB, die nicht in den Entwurf übernommen wurden, geworden ist, ist aus einem Arbeitsdokument in Tabellenform des Amtes für Gesetzgebung ersichtlich; es ist unter folgender Adresse abrufbar: [http://www.fr.ch/dsj/de/pub/aktuelles.cfm?fuseaction\\_pre=Detail&NewsID=37490](http://www.fr.ch/dsj/de/pub/aktuelles.cfm?fuseaction_pre=Detail&NewsID=37490)

### *Titel und Artikel 1*

Siehe oben, Ziff. 3.2.

### *Art. 2*

Diese Bestimmung listet die wesentlichen Bereiche auf, die durch das Bundesprivatrecht geregelt werden und deren Ausführungsbestimmungen nicht im Entwurf verankert sind, sondern in Spezialgesetzen geregelt werden.

Gewisse Bestimmungen des EGZGB werden durch die Schlussbestimmungen des Entwurfs in Spezialgesetzen eingefügt. So werden die Bestimmungen über die Adop-

tion in das Zivilstandsgesetz eingefügt. Gleichermassen werden die Bestimmungen zur Bevorschussung und zum Inkasso von Unterhaltsbeiträgen in das zukünftige Gesetz über die Unterhaltsbeiträge eingefügt (Regierungsprogramm 2007–2011, *Projekt 3.5*).

#### **Art. 3**

Dieser Artikel übernimmt Artikel 9a EGZGB (der durch das JG eingefügt wurde).

Zu den gewählten Grundsätzen siehe oben, Ziff. 3.3.

#### **Art. 4**

Diese Bestimmung übernimmt Artikel 10 EGZGB, der vollständiger ist als Artikel 133 Abs. 1 JG (der durch Art. 91 aufgehoben wird) und nennt in Absatz 2 die wichtigsten Ausnahmen ausdrücklicher (vgl. Artikel 26 und 39 Abs. 4 des Gesetzes über das Grundbuch, SGF 214.5.1; sowie Artikel 32 ff. des Gesetzes über die amtliche Vermessung, SGF 214.6.1).

#### **Art. 5**

Dieser Artikel entspricht den Wünschen, die Publikationsregeln zu modernisieren, zu präzisieren und flexibler zu gestalten. Die gewählte Lösung berücksichtigt die im Vernehmlassungsverfahren geäusserten Ansichten.

#### **Art. 6**

Diese Bestimmung übernimmt Artikel 16 EGZGB in der durch das JG geänderten Fassung.

#### **Art. 7**

Artikel 7 Abs. 1 nennt die wichtigsten juristischen Personen des öffentlichen Rechts. Diese sind der Staat (Kanton als Gemeinwesen), kantonale Anstalten mit eigener Rechtspersönlichkeit, Gemeinden, Agglomerationen, Gemeindeverbände, öffentlich-rechtliche Gemeindeanstalten, Kirchgemeinden und andere kirchliche Körperschaften, Bodenverbesserungskörperschaften etc.

Absatz 2 hebt die Möglichkeit auf, neue Allmendgenossenschaften oder ähnliche Körperschaften zu gründen und schafft für die (wenigen) bestehenden Fälle eine Übergangsregelung.

#### **Art. 8**

Diese Bestimmung benennt die Staatsanwaltschaft als zuständige kantonale Behörde im Sinne von Artikel 78 ZGB. Die zuständige Gerichtsbehörde ihrerseits wird sich nach dem JG bestimmen.

#### **Art. 9**

Diese Bestimmung übernimmt Artikel 31 EGZGB in der durch den Gesetzesentwurf zur Anpassung der freiburgischen Gesetzgebung an die Änderung des Schweizerischen Zivilgesetzbuchs im Sachenrecht geänderten Fassung. Sie muss gegebenenfalls an die Änderungen von Artikel 31 angepasst werden, die bei der parlamentarischen Arbeit vorgenommen werden.

#### **Art. 10**

Dieser Artikel übernimmt Artikel 55 EGZGB wörtlich.

#### **Art. 11**

Bei diesem Artikel handelt es sich um eine vereinfachte Übernahme von Artikel 68<sup>bis</sup> Abs. 1 EGZGB.

#### **Art. 12**

Dieser Artikel entspricht Artikel 86 EGZGB. Dieser wurde jedoch gemäss dem Prinzip der Organisationsautonomie des Staatsrats bereinigt.

#### **Art. 13**

Diese Bestimmung sieht eine Änderung der Zuständigkeit gegenüber Artikel 99 EGZGB vor: Da es sich um das Fortbestehen einer erbrechtlichen Gemeinderschaft handelt, scheint es logisch, die Zuständigkeit der Friedensrichterin oder des Friedensrichters, wie in Artikel 14 Abs. 1 allgemein vorgesehen, zu wählen.

#### **Art. 14**

*Absatz 1* schafft die neue, allgemeine Zuständigkeit der Friedensrichterinnen und Friedensrichter (Präsentation und Begründung unter Ziff. 3.3). Die Zuständigkeit der Notarinnen und Notare bleibt jedoch vorbehalten. Betroffen sind die Eröffnung von Verfügungen von Todes wegen sowie die Ausstellung von Erbschaftsbescheinigungen.

*Absatz 2* Bst. a soll Mehrdeutigkeiten vermeiden, denn die Entgegennahme eines mündlichen Testaments unterliegt dem summarischen Verfahren (Art. 249 Bst. c Ziff. 1 ZPO), für das normalerweise die Gerichtspräsidentin oder der Gerichtspräsident zuständig ist (Art. 51 Abs. 1 Bst. b JG). *Absatz 2* Bst. b und c ist eine Übernahme von Artikel 9b Bst. a EGZGB in der durch das JG geänderten Fassung.

*Absatz 3* schreibt die Möglichkeit fest, einen «Erbschaftsbeauftragten» einzusetzen (wie insbesondere im Saanebezirk praktiziert) und ermöglicht, wenn nötig Fachleute (Notar/-in, Treuhänder/-in) beizuziehen.

#### **Art. 15**

Dieser Artikel führt die Aufgaben der Notarinnen und Notare nicht mehr einzeln auf, denn sie sind schon im Gesetz über das Notariat festgehalten. Er nennt einzig die wichtigsten notariellen Aufgaben in Erbschaftssachen: die Erstellung und die Aufbewahrung der Verfügungen von Todes wegen.

#### **Art. 16–20**

Diese Bestimmungen übernehmen die Artikel 168 bis 172 Abs. 1 EGZGB. Artikel 172 Abs. 2 wird nicht übernommen, da er nicht bundesrechtskonform ist (vgl. Artikel 558 ZGB).

#### **Art. 21**

*Absatz 1* übernimmt Artikel 144 EGZGB.

*Absatz 2* übernimmt die Artikel 161 und 182 EGZGB.

#### **Art. 22**

Dieser Artikel übernimmt Artikel 156 EGZGB und trägt dabei den erweiterten Zuständigkeiten der Friedensrichterinnen und Friedensrichter Rechnung.

### **Art. 23**

Dieser Artikel übernimmt die Artikel 157–159 EGZGB in einer vereinfachten Formulierung, die der allgemeinen Zuständigkeit der Friedensrichterinnen und Friedensrichter in Erbschaftssachen (Art. 14 Abs. 1 und Abs. 2 Bst. b) Rechnung trägt. Zu erwähnen ist, dass eine Verschollenenerklärung zwar von der Friedensrichterin oder dem Friedensrichter beantragt wird, die Erklärung selbst aber von der Gerichtspräsidentin oder dem Gerichtspräsident im summarischen Verfahren ausgesprochen wird (Art. 35 ff. ZGB, 249 ZPO, 51 Abs. 1 Bst. b JG).

### **Art. 24**

Dieser Artikel weicht in mehreren Punkten von den Artikeln 160 ff. EGZGB ab, schreibt aber die Praxis der wichtigsten Friedensrichterkreise und anderer Kantone fest. Das Steuerrecht des Bundes (das unverändert in die kantonale Steuergesetzgebung übernommen worden ist) enthält eingehende Vorschriften über die erforderlichen Massnahmen (vgl. insb. SR 642.113). Soweit es sich nicht um ein öffentliches Inventar handelt, besteht kein Grund, von diesen Vorschriften abzuweichen oder andere Inventare zu erstellen. Der kantonale Beschluss über das Steuerinventar im Todesfall (SGF 631.38) muss entsprechend angepasst werden.

*Absatz 2* übernimmt die Artikel 165 Abs. 2 und 167 EGZGB.

*Absatz 3* unterstreicht – wie das Steuerrecht – den subsidiären Charakter der Siegelung.

*Absatz 4* betrifft die Fälle, in denen allenfalls vor dem Steuerinventar, unabhängig davon oder zusätzlich zu diesem ein «zivilrechtliches» Inventar aufgenommen wird.

### **Art. 25**

Dieser Artikel gibt Präzisierungen, die aus Artikel 424 der freiburgischen Zivilprozessordnung (seit dem 1.1.2011 ausser Kraft) übernommen sind.

### **Art. 26 und 27**

Was das öffentliche Inventar betrifft – wofür künftig die Friedensrichterin oder der Friedensrichter zuständig ist, vgl. Kommentar zu Artikel 14 –, so schreiben die Artikel 581 ff. ZGB ein teilweise anderes Vorgehen vor als beim Steuerinventar oder beim Sicherungsinventar. Der Entwurf übernimmt einige Bestimmungen der Artikel 185 ff. EGZGB und 426 ff. der freiburgischen Zivilprozessordnung, die besonders dieses Verfahren betreffen. Im Übrigen ist das Steuerrecht ergänzend anwendbar (Art. 24 Abs. 4), soweit dies angebracht ist (z.B. bei der Inventaraufnahme in der Wohnung der Erblasserin oder des Erblassers).

### **Art. 28**

Dieser Artikel lehnt sich an Artikel 190 f. EGZGB an.

### **Art. 29**

*Absatz 1* übernimmt die einzige Bestimmung von Artikel 199 EGZGB, die eine nützliche Präzisierung zur Definition der Bestandteile im ZGB darstellt. *Die Absätze 2 und 3* übernehmen die Bestimmungen von Artikel 200 EGZGB (ausser dessen Ziff. 1, 5 und 7, insbesondere, um die Anmerkungen aus dem Vernehmlassungsverfahren zu berücksichtigen). *Absatz 4* nennt ausdrücklich die Normen der KGV, die zum Ausdruck des Ortsgebrauchs als

genügend eingeschätzt werden. Es handelt sich dabei um die Normen zur Abgrenzung der Gebäudeversicherung und der Fahrhabeversicherung im Kanton Freiburg vom 30. Oktober 1998. Der Text bezieht sich stellenweise auf das EGZGB, er muss daher angepasst und amtlich veröffentlicht werden.

### **Art. 30**

Dieser Artikel übernimmt die Bestimmung von Artikel 204 EGZGB.

### **Art. 31–33**

In diesen Artikeln ist das Vorkommen von dauernden Bodenverschiebungen geregelt. Sie übernehmen die Artikel 204<sup>bis</sup>–204<sup>quater</sup> EGZGB. Diese letzteren Bestimmungen wurden in den 1990er-Jahren im Rahmen der Anpassung der kantonalen Gesetzgebung an die Revision des Immobiliarsachenrechts eingeführt. Sie zielten darauf ab, die Rechtssicherheit zu stärken, die Kosten gehen aber ausschliesslich zu Lasten der Eigentümerinnen und Eigentümer der betroffenen Grundstücke. Diese sind jedoch nicht die einzigen, die von einer Bestimmung des Perimeters der von der Bodenverschiebung betroffenen Grundstücke profitieren; Kanton und Gemeinden ziehen ebenfalls Nutzen daraus. In der Absicht, die Bestimmung derjenigen Gelände, die ständigen Bodenverschiebungen unterliegen, zu fördern, erscheint es daher sinnvoll, eine gerechte Kostenaufteilung der entstehenden Kosten unter den betroffenen Eigentümerinnen und Eigentümern, dem Staat sowie den Gemeinden vorzusehen.

### **Art. 34**

Dieser Artikel übernimmt Artikel 206 Abs. 2 EGZGB. Der Fall der Eigentumsaufgabe ist hinzugefügt worden, um den Bemerkungen der Grundbuchverwalter Rechnung zu tragen.

### **Art. 35**

Dieser Artikel formuliert die Artikel 212 und 213 EGZGB um.

### **Art. 36–43**

Das Hinzufügen von Artikelüberschriften hat eine leicht veränderte Reihenfolge der Artikel 214–226 EGZGB zur Folge.

### **Art. 36**

Dieser Artikel übernimmt Artikel 214 EGZGB.

### **Art. 37**

Dieser Artikel übernimmt Artikel 215 EGZGB.

### **Art. 38**

Dieser Artikel übernimmt die Artikel 216 und 217 EGZGB.

### **Art. 39**

Dieser Artikel übernimmt die Artikel 218 und 224 EGZGB.

### **Art. 40**

Dieser Artikel übernimmt die Artikel 219 und 226 EGZGB.

#### **Art. 41**

Dieser Artikel übernimmt die Artikel 220–222 EGZGB.

#### **Art. 42**

Dieser Artikel übernimmt Artikel 223 EGZGB.

#### **Art. 43**

Dieser Artikel übernimmt Artikel 225 EGZGB.

#### **Art. 44–49**

Dieses Kapitel, das die Artikel 232 ff. EGZGB ersetzt, ist auf der Grundlage eines interkantonalen Vergleichs und mit Hilfe von Experten von JardinSuisse vollständig überarbeitet worden, um es an die heutigen Bedürfnisse anzupassen (vgl. oben, Ziff. 3.5). Der Entwurf gibt das geltende System (unterschiedliche Abstände für verschiedene Kategorien von Pflanzen) zugunsten einer Gesamtregelung auf, die die zulässige Höhe aufgrund des Abstands von der Grenzlinie bestimmt, so dass die Vorschriften für alle Holzgewächse gelten und keine besonderen Kategorien unterschieden werden müssen. Mit dieser Vereinfachung soll die Regelung für alle verständlich und leicht anwendbar sein, nicht nur für Gärtner. Im Übrigen wahrt sie sowohl die Freiheit der Eigentümerinnen und Eigentümer als auch die Interessen der Nachbarschaft: Die Eigentümerinnen und Eigentümer sind in der Wahl der Pflanzen frei, sie müssen aber dafür sorgen, dass ihre Bepflanzungen die aufgrund des Grenzabstands zulässige Höhe nicht übersteigen, und wenn nötig die Pflanzen zurückschneiden.

Eine Schlussbestimmung wahrt die Rechte, die durch die heutige zehnjährige Verjährung erworben wurden (vgl. Art. 88).

#### **Art. 44**

*Absatz 1:* Die Gleichbehandlung der von Menschenhand gesetzten und der wild gewachsenen Pflanzen ist eine Neuheit. Nach der geltenden Gesetzgebung kann verlangt werden, dass wild gewachsene Pflanzen mit zu geringem Grenzabstand ausgerissen werden, solange sie noch verpflanzt werden können, während bei in zu geringer Entfernung gepflanzten Bäumen innert zehn Jahren die Beseitigung verlangt werden kann (vgl. Art. 233 EGZGB).

*Absatz 2* übernimmt Artikel 232 Abs. 2 EGZGB. Vorbehalten sind darin die Bestimmungen zu den Einfriedungen (vgl. Art. 58): Lebhäge, die als Einfriedung zwischen zwei Grundstücken dienen, sind von den Artikeln 44 ff. nicht betroffen. Sie müssen die in Artikel 58 vorgesehenen Abstände zu der Grenze einhalten.

Die in *Absatz 3* vorbehaltenen Bestimmungen des öffentlichen Rechts sind folgende: die Spezialgesetze, insbesondere das Strassengesetz, Bebauungspläne sowie die besonderen Vorschriften, die gegebenenfalls bei der Erteilung von Baubewilligungen vorgesehen sind.

#### **Art. 45**

*Absatz 1* nennt den allgemeinen Grundsatz: Bepflanzungen, die weniger als 10 m von der Grenzlinie entfernt stehen, müssen niedriger sein als der doppelte Abstand zwischen der Grenzlinie und dem Standort der Pflanzen. Dieses System hat den Vorteil, linear und regelmässig zu sein. Eine Pflanze mit einem Grenzabstand von 2 m darf zum Beispiel nicht höher als 4 m sein. Bei einem

Grenzabstand von über 10 m sieht der Entwurf keine Begrenzung der Höhe mehr vor. Man kann nämlich davon ausgehen, dass Bepflanzungen in dieser Entfernung das Nachbargrundstück nicht so stark beeinträchtigen, dass sich eine gesetzliche Beschränkung rechtfertigen würde.

Es ist darauf hinzuweisen, dass der Ausdruck Bepflanzung in einem engen Sinn zu verstehen ist. Die im Entwurf vorgesehenen Beschränkungen betreffen Holzgewächse wie Bäume, Sträucher und Büsche, nicht jedoch Blumen, Gemüse, Getreide, Gras und dergleichen, da solche Pflanzen ihrer Natur nach nicht unter die Vorschriften über die Grenzabstände fallen.

*Absatz 2* ist eine Übernahme von Artikel 232 Abs. 3 EGZGB, der berücksichtigt, dass Reben besonders auf eine starke Sonneneinstrahlung angewiesen sind.

*Absatz 3* präzisiert die Berechnung von Entfernung und Höhe. Es wäre nicht richtig, an einer erhöhten Stelle einen Baum zuzulassen, der von der Geländehöhe bei der Grenzlinie aus gemessen zu hoch wäre. Umgekehrt erleidet die Eigentümerin oder der Eigentümer des höher gelegenen Grundstücks keinen Nachteil, wenn eine Pflanze die zulässige Höhe um so viel übersteigt, als ihr Standort tiefer liegt als die Geländehöhe bei der Grenzlinie.

#### **Art. 46**

In der Regel wird die Eigentümerin oder der Eigentümer des Nachbargrundstücks die Kappung der zu hohen Pflanzen verlangen. In gewissen Fällen, insbesondere wenn die Eigentümerin oder der Eigentümer der Bäume besonders unkooperativ ist und sich regelmässig weigert, diese zurückzuschneiden, kann die Eigentümerin oder der Eigentümer des Nachbargrundstücks verlangen, dass die Bäume gefällt werden.

Die Eigentümerin oder der Eigentümer des Nachbargrundstücks verliert jedoch zwanzig Jahre nach der Anpflanzung das Recht zu verlangen, dass die nicht vorschriftsgemässen Pflanzen gekappt oder gefällt werden. Da nicht mehr je nach Kategorie von Pflanzen Mindestabstände gelten, sondern der Abstand von der Höhe abhängt, ist es wichtig eine ausreichende Frist vorzusehen, bevor die Eigentümerin oder der Eigentümer ihr bzw. sein Recht verliert; die geltende, zehnjährige Frist (Art. 233 EGZGB) passt daher nicht mehr.

Die Frist von 20 Jahren beginnt mit der Anpflanzung zu laufen. Der Fristbeginn ist somit klar bestimmt, und die Umstände, die von der Eigentümerin oder vom Eigentümer der Bäume zu beweisen sind, sind ebenfalls klar.

#### **Art. 47**

Artikel 687 Abs. 1 ZGB erlaubt der Eigentümerin oder dem Eigentümer des Nachbargrundstücks unter bestimmten Voraussetzungen, überragende Äste und eindringende Wurzeln zu kappen. Artikel 688 ZGB erlaubt den Kantonen, dieses Recht, Äste zurückzuschneiden, aufzuheben, aber nur bei Obstbäumen.

*Absatz 1* übernimmt Artikel 234 EGZGB, der das Recht beschränkt, Obstbäume zurückzuschneiden, indem nur die Beseitigung der Äste unterhalb einer Höhe von 4.5 m verlangt werden kann. Das Recht, andere Bäume bis zu einer Höhe von 6 m zurückzuschneiden, das ebenfalls im EGZGB vorgesehen ist, wird nicht in den Entwurf übernommen, da die Beschränkung bundesrechtswidrig ist.

Der Entwurf passt die Folgen einer Weigerung, einen Baum zurückzuschneiden, an die heutigen Bedürfnisse

an. Nach Artikel 234 EGZGB kann die Eigentümerin oder der Eigentümer die gekappten Äste behalten, falls die Eigentümerin oder der Eigentümer des Baumes sie trotz Aufforderung nicht innert einer angemessenen Frist beseitigt hat. Diese Bestimmung aus der Anfangszeit des 20. Jahrhunderts entspricht nicht mehr den heutigen Realitäten. Der Entwurf sieht daher vor, dass die Eigentümerin oder der Eigentümer des Grundstücks, auf das die Äste herüberhängen, der Eigentümerin oder dem Eigentümer des Baumes eine angemessene Frist setzt, um diesen zurückzuschneiden. Bei Untätigkeit kann sie oder er die Äste auf Kosten der Eigentümerin oder des Eigentümers des Baumes selber kappen. Bei der Bestimmung der angemessenen Frist ist auf die einschlägigen Regeln und Gebräuche abzustellen (Baumschnitt im Winter, im Frühling usw.).

*Absatz 2* übernimmt Artikel 235 EGZGB und ergänzt ihn aus den oben ausgeführten Gründen.

#### **Art. 48**

Diese Bestimmung übernimmt Artikel 236 EGZGB und ergänzt ihn durch einen Vorbehalt zugunsten der Bestimmungen der Natur- und Heimatschutzgesetzgebung.

#### **Art. 49**

Diese Bestimmung lehnt sich an Artikel 236<sup>bis</sup> EGZGB an.

#### **Art. 50**

Dieser Artikel übernimmt in materieller Hinsicht, mit einer Änderung jedoch, Artikel 238 EGZGB. Die Änderung im Entwurf wurde in der Folge der Vernehmlassung eingeführt: Gemäss Art. 238 EGZGB können die Eigentümer von Grundstücken, die von einer Leitung durchquert werden, verlangen, dass die Leitung vollständig neu erstellt wird, falls sie in schlechtem Zustand ist. Bestimmte Vernehmlassungsteilnehmer sind zu Recht der Auffassung, dass diese Möglichkeit unverhältnismässig ist. Der Entwurf bewahrt die Rechte der Eigentümerinnen und Eigentümer von belasteten Grundstücken, indem er ihnen die Möglichkeit einräumt, einen Unterhalt der Leitung zu verlangen, der die Nutzung und die Sicherheit ihrer Grundstücke sicherstellen soll.

#### **Art. 51**

Die Absätze 1 und 2 übernehmen die Artikel 239 und 246 EGZGB. Die in Absatz 2 gestellte Anforderung, die Nachbarin oder den Nachbarn zu benachrichtigen, bevor ihr Grundstück benutzt wird, ist jedoch neu. Gemäss Artikel 246 EGZGB kann der Eigentümer sich «ohne irgendwelche Förmlichkeit des anstossenden Geländes bedienen». Die Bedingung der vorgängigen Benachrichtigung der Nachbarin oder des Nachbarn wurde im Vernehmlassungsverfahren gefordert und entspricht den einfachen Grundsätzen eines respektvollen nachbarschaftlichen Zusammenlebens.

Absatz 3 entspricht Artikel 247 EGZGB. Die Bedingungen für die Gewährung eines Wegrechts wurden indessen an die Möglichkeiten moderner Transportmittel angepasst (Einrichtung einer Sesselbahn, Einsatz eines Helikopters usw.).

#### **Art. 52**

Dieser Artikel übernimmt Artikel 245 EGZGB, nennt aber in *Absatz 1* zusätzlich die Motorfahrzeuge und setzt

in *Absatz 2* eine um 1 m grössere Breite fest, wie das schon 1978 in der Motion Philipona – die in ein Postulat umgewandelt wurde – verlangt worden war (TGR 1978 S. 270, 880). Die Antwort auf dieses Postulat (TGR 1979 S. 1949) wies darauf hin, dass die Rechtsprechung bereits anerkannte, dass das Durchfahrtsrecht zur Bewirtschaftung dienende Motorfahrzeuge einschliesst, präziserte aber in Bezug auf die Breite des Weges, dass Artikel 739 ZGB es nicht zulässt, dass neue Bedürfnisse des berechtigten Grundstücks für das andere Grundstück eine Mehrbelastung bewirken. Der Staatsrat schloss daraus, dass das Bundesrecht nicht ohne Weiteres eine Änderung des EGZGB ermöglichte, so dass das Postulat ohne Folgen blieb.

Diese Antwort stimmt zwar nach wie vor in Bezug auf die bestehenden Dienstbarkeiten, hingegen steht nichts einer Anpassung der Breite bei den künftigen Dienstbarkeiten entgegen, zumal die Parteien im gegenseitigen Einverständnis eine andere Breite festsetzen können. Daher ergänzt der Entwurf die Erweiterung der gesetzlichen Breite durch einen Vorbehalt – im selben Artikel (nicht in den Schlussbestimmungen des Entwurfs) – zugunsten der bestehenden Dienstbarkeiten und behält den Vorbehalt zugunsten des Notwegs bei (dieser ist nicht mehr im kantonalen Recht geregelt, sondern ausschliesslich im ZGB und in der ZPO).

#### **Art. 53**

Dieser Artikel übernimmt Artikel 248 EGZGB.

#### **Art. 54**

Dieser Artikel entspricht den Artikeln 249–254 EGZGB.

#### **Art. 55**

Da die Artikel 255 und 258–264 EGZGB ausschliesslich von Pflichten der Gemeinden handeln, fügt Artikel 106 diese Vorschriften in das Strassengesetz ein.

#### **Art. 56**

Dieser Artikel übernimmt Artikel 256 EGZGB.

#### **Art. 57**

Dieser Artikel übernimmt Artikel 265 EGZGB.

#### **Art. 58**

Dieser Artikel übernimmt Artikel 266 EGZGB. Es wurde jedoch in einem neuen Absatz ein Vorbehalt zugunsten des Strassengesetzes gemacht.

Für den Zusammenhang zwischen den anwendbaren Regeln zu den Lebhägen und den Beschränkungen für Bepflanzungen siehe den Kommentar zu Artikel 44.

#### **Art. 59**

Dieser Artikel entspricht den Artikeln 267 und 270 EGZGB.

#### **Art. 60**

Dieser Artikel übernimmt Artikel 268 EGZGB.

#### **Art. 61**

Dieser Artikel übernimmt Artikel 269 EGZGB.

**Art. 62**

Dieser Artikel übernimmt die Artikel 271 und 272 EGZGB.

**Art. 63**

Dieser Artikel übernimmt Artikel 273 EGZGB.

**Art. 64**

Dieser Artikel übernimmt Artikel 274 EGZGB.

**Art. 65**

Dieser Artikel übernimmt Artikel 275 EGZGB in der durch das JG geänderten Fassung. In Absatz 1 wurde der Vorbehalt der Bewilligung des für die Strassensignalisation zuständigen Amtes hinzugefügt, um einem Antrag mehrerer Vernehmlassungsteilnehmer Rechnung zu tragen.

**Art. 66**

Dieser Artikel übernimmt Artikel 286 EGZGB.

**Art. 67**

Dieser Artikel übernimmt die Artikel 290 Abs. 1 und 2, 292 und 293 EGZGB.

**Art. 68**

Dieser Artikel übernimmt die Artikel 290 Abs. 3 und 291 EGZGB.

**Art. 69**

Der Entwurf berücksichtigt das Postulat Grandjean über die Fundsachen (P 2023.07; TGR 2007 S. 2140; 2008 S. 533 und 418), wofür er den Grundsatz der Einrichtung eines wirksamen Systems aufstellt und für das verlangte Reglement eine klare gesetzliche Grundlage schafft (siehe oben, Ziff. 1.5).

**Art. 70**

Dieser Artikel entspricht Artikel 318<sup>bis</sup> EGZGB, wobei mit einer kleinen Umformulierung vermieden wird, dass die geschlechtergerechte Formulierung zu schwerfällig wird.

**Art. 71 und 72**

Der Entwurf übernimmt in aktualisiertem Wortlaut die Artikel 320, 321 und 323 EGZGB.

**Art. 73**

Diese Bestimmung übernimmt Artikel 324 EGZGB in der durch den Gesetzesentwurf zur Anpassung der freiburgischen Gesetzgebung an die Änderung des Schweizerischen Zivilgesetzbuchs im Sachenrecht geänderten Fassung. Sie muss gegebenenfalls an die Änderungen von Artikel 324 angepasst werden, die bei der parlamentarischen Arbeit vorgenommen werden.

**Art. 74**

Dieser Artikel entspricht Artikel 339 EGZGB. Der Entwurf überträgt die Führung der Verschreibungsprotokolle den Betreibungsbeamtinnen und -beamten, wie es das Bundesrecht erlaubt; dies entspricht in den meisten Bezirken bereits der Praxis.

**Art. 75**

Dieser Artikel entspricht den Artikeln 340 und 341 EGZGB. Die Änderung der beiden Bestimmungen ge-

genüber dem Vorentwurf ermöglicht einen besseren Schutz der potenziell betroffenen Personen als die Variante, die in die Vernehmlassung gegeben wurde.

**Art. 76**

Dieser Artikel übernimmt Artikel 359<sup>bis</sup> EGZGB. Der Wortlaut wurde jedoch leicht aktualisiert.

**Art. 77**

Dieser Artikel übernimmt Artikel 350 EGZGB.

**Art. 78–84**

Der Entwurf modernisiert die Bestimmungen der Artikel 351 ff. EGZGB etwas und klärt gewisse Punkte. Zu beachten ist, dass es sich in den meisten Fällen um dispositives Recht handelt.

**Art. 85**

Dieser Artikel übernimmt Artikel 359<sup>quater</sup> Abs. 1 EGZGB.

**Art. 86**

Dieser Artikel übernimmt Artikel 362 EGZGB, der die einzige Übergangsbestimmung des EGZGB ist, die noch eine gewisse praktische Bedeutung haben kann, auch wenn sie vor allem einen informativen Gehalt hat.

**Art. 87**

Diese Bestimmung beauftragt die Gerichtspräsidentinnen und -präsidenten, die hängigen Angelegenheiten der freiwilligen Gerichtsbarkeit (öffentliche Inventare usw.) fertig zu behandeln.

**Art. 88**

Diese Bestimmung nennt die anwendbaren Regeln für Bepflanzungen, die vor Inkrafttreten der Artikel 44 ff. des Entwurfs angelegt worden sind. Es wird danach unterschieden, ob sie unter Einhaltung oder unter Verletzung des damaligen Rechts gesetzt wurden.

Wurde ein Baum gemäss den damals gültigen Vorschriften gesetzt, so kann nicht verlangt werden, dass er nach dem neuen Recht zurückgeschnitten oder gefällt wird.

Bei einer Bepflanzung hingegen, die unter Missachtung des damals geltenden Rechts angelegt wurde, ist es nicht möglich, sich auf diese Bestimmungen zu berufen, um die neuen Vorschriften nicht anzuwenden. Vorbehalten ist aber der Fall, dass eine widerrechtliche Bepflanzung durch den Ablauf der Zehnjahresfrist seit der Anpflanzung «geheilt» worden ist (vgl. Art. 233 EGZGB). Es wäre nämlich nicht angemessen, dass nach altem Recht erledigte Streitigkeiten neu aufgerollt werden könnten, bloss weil die Frist, innert der die Beseitigung oder Kappung von Bäumen mit zu geringem Grenzabstand verlangt werden kann, auf 20 Jahre verlängert wird (vgl. Art. 46).

Die Bestimmungen über die Äste (Art. 47) gelten gleichermassen für vor oder nach Inkrafttreten des neuen Rechts gesetzte Bäume. Die Regeln über die Grenzbäume und die Freihaltung der Marksteine (Art. 48 und 49) sind nicht geändert worden, so dass der Übergang vom alten zum neuen Recht bei diesen Fragen nichts ändert.

#### **Art. 89 Abs. 2**

Das Gesetz über den Natur- und Landschaftsschutz (NatG), dessen Entwurf demnächst dem Grossen Rat unterbreitet werden sollte, sieht Regeln vor, welche die Bestimmungen von Artikel 313 EGZGB ersetzen werden. Mit der Übergangsbestimmung in Artikel 89 Abs. 2 soll eine Gesetzeslücke vermieden werden, falls das NatG nach dem vorliegenden Gesetz in Kraft treten sollte.

#### **Art. 90**

Artikel 4a entspricht in materieller Hinsicht Artikel 75 EGZGB.

Die Änderung von Artikel 9 ist rein technischer Natur.

#### **Art. 91**

Artikel 51 Abs. 3 JG wird geändert, um die Bestimmung von Artikel 9c Abs. 1 EGZGB aufzunehmen. Der letzte Satz betreffend die Einigungsverhandlung im Falle eines Scheidungsverfahrens auf einseitiges Begehren, die in Artikel 291ZPO vorgesehen ist, wurde eingefügt, um einem Antrag aus dem Vernehmlassungsverfahren Rechnung zu tragen. Das Ziel dieser Verhandlungen ist lediglich, den Scheidungsgrund abzuklären sowie zwischen den Ehegatten eine Einigung über die Scheidungsfolgen herbeizuführen. Sie können der Präsidentin oder dem Präsidenten des Gerichts anvertraut werden, die oder der im Übrigen für alle Schlichtungsversuche, die im Rahmen der ordentlichen und der vereinfachten Verfahren vorgesehen sind (Art. 61 Abs. 1 JG), zuständig ist.

Die Bestimmung von Artikel 133 Abs. 1 JG ist im JG überflüssig; sie wird in Artikel 4 des Entwurfs übernommen.

#### **Art. 92**

Der Wortlaut von Artikel 7 des Entwurfs hebt die gesetzliche Grundlage für Gemeindeanstalten mit eigener Rechtspersönlichkeit auf; Artikel 27 EGZGB wurde denn auch als implizite gesetzliche Grundlage betrachtet. Um eine Gesetzeslücke zu vermeiden, wurde die notwendige neue Gesetzesgrundlage direkt im Gesetz über die Gemeinden verankert.

#### **Art. 93**

Artikel 27a übernimmt Artikel 17 Abs. 1 EGZGB.

Artikel 29a sieht die Zuständigkeit des Amts für Zivilstandswesen und Einbürgerungen vor in Fällen, in denen eine Verletzung der Ausländergesetzgebung vermutet wird. Die Übertragung dieser Zuständigkeit rechtfertigt sich in materieller Hinsicht (die oder der Mitarbeitende, die oder der das Dossier bearbeitet, ist im Besitz des Fachausweises der Zivilstandsbeamten), in organisatorischer Hinsicht (gemäss Artikel 16 des Ausführungsreglements zum Gesetz vom 27. Februar über den Zivilstandsdienst ist das Amt für solche Fälle zuständig) sowie im Hinblick auf die Effizienz (das Amtspersonal verfügt über die erforderliche spezifische Ausbildung und findet sich in der Bearbeitung solcher Fälle leicht zurecht, da es über eine grosse Erfahrung an ähnlichen Fällen verfügt).

Artikel 29b übernimmt Artikel 38 EGZGB.

Artikel 29c bestimmt die Behörden, die für die Aussprechung von Adoptionen sowie die Zustimmung zu Adoptionen von bevormundeten Kindern zuständig sind. Im Übrigen verweist die Bestimmung auf die Ausführungs-

verordnungen. Da das Adoptionsverfahren grundsätzlich der Zuständigkeit der ILFD sowie des Amts für Zivilstandswesen und Einbürgerungen untersteht, wurde beschlossen, die gesetzliche Grundlage zur Adoption in die Gesetzgebung zum Zivilstand zu verlagern.

#### **Art. 94 und 95**

Die Änderungen sind rein technischer Natur und ohne materielle Tragweite.

#### **Art. 96**

Aus Gründen der Vereinfachung werden die Absätze 1 und 2 von Artikel 17 in einem einzigen Absatz zusammengefasst.

Artikel 67 übernimmt die Bestimmung von Artikel 148 EGZGB. Die Änderungen der Artikel 26 und 72 hängen mit dieser Übernahme zusammen.

Artikel 67a übernimmt Artikel 151 EGZGB.

Die weiteren Änderungen sind rein technischer Natur und ohne materielle Tragweite.

#### **Art. 97**

Die Änderung von Artikel 50 ist rein technischer Natur und ohne materielle Tragweite.

Artikel 70 und 71: Die Revision des EGZGB ermöglicht, dieses Übergangsrecht, das gegenstandslos geworden ist, aufzuheben.

#### **Art. 98–105**

Diese Änderungen sind rein technischer Natur und ohne materielle Tragweite (Anpassen der Verweise).

#### **Art. 106**

Wie im Kommentar zu Artikel 55 erwähnt, handeln die Artikel 255 und 258–264 EGZGB über die öffentlichen Flurwege und Fusswege ausschliesslich von Pflichten der Gemeinden, so dass sie besser ins Strassengesetz passen.

Artikel 255 EGZGB wird nicht übernommen: der Unterhalt von öffentlichen Flurwegen ist in den Artikeln 95 und 96 des Gesetzes über die Bodenverbesserung sowie in Artikel 13a des Strassengesetzes geregelt.

Die Artikel 258 bis 264 EGZGB wurden überprüft und aktualisiert, um den Bedürfnissen der Praxis und den Ergebnissen des Vernehmlassungsverfahrens Rechnung zu tragen: Artikel 13b unterstellt den Bau von öffentlichen Wegen der Baubewilligungspflicht, Artikel 13c aktualisiert die Artikel 261 bis 264 EGZGB. Die Artikel 258 bis 260 EGZGB wurden nicht in den Entwurf übernommen: Die Dimensionen und der Unterhalt von öffentlichen Fusswegen sind Sache des öffentlichen Rechts.

#### **Art. 107–110**

Diese Änderungen sind rein technischer Natur und ohne materielle Tragweite (Anpassen der Verweise).

#### **Art. 111**

Diese Bestimmung bedarf keiner besonderen Bemerkung.



## Loi

du

### d'application du code civil suisse (LACC)

---

#### *Le Grand Conseil du canton de Fribourg*

Vu le code civil suisse du 10 décembre 1907 (CCS);  
Vu la loi fédérale du 30 mars 1911 complétant le code civil suisse (Livre cinquième: Droit des obligations) (CO);  
Vu le code de procédure civile du 19 décembre 2008 (CPC);  
Vu la loi du 31 mai 2010 sur la justice (LJ);  
Vu le message du Conseil d'Etat du 23 août 2011;  
Sur la proposition de cette autorité,

*Décrète:*

#### **CHAPITRE 1**

##### **Dispositions générales**

**Art. 1**      Objet de la présente loi

Cette loi règle l'application du droit privé fédéral, principalement du code civil et du code des obligations, ainsi que le droit privé cantonal, sous réserve de la législation spéciale.

**Art. 2**      Législation spéciale

La législation spéciale traite notamment des domaines suivants:

- a) les publications officielles;
- b) les légalisations;
- c) l'état civil, y compris les procédures relatives au changement de nom, au mariage et au partenariat enregistré ainsi qu'à l'adoption;

## Einführungsgesetz

vom

### zum Schweizerischen Zivilgesetzbuch (EGZGB)

---

#### *Der Grosse Rat des Kantons Freiburg*

gestützt auf das Schweizerische Zivilgesetzbuch vom 10. Dezember 1907 (ZGB);  
gestützt auf das Bundesgesetz vom 30. März 1911 betreffend die Ergänzung des Schweizerischen Zivilgesetzbuches (Fünfter Teil: Obligationenrecht) (OR);  
gestützt auf die Schweizerische Zivilprozessordnung vom 19. Dezember 2008 (ZPO);  
gestützt auf das Justizgesetz vom 31. Mai 2010 (JG);  
nach Einsicht in die Botschaft des Staatsrates vom 23. August 2011;  
auf Antrag dieser Behörde,

*beschliesst:*

#### **1. KAPITEL**

##### **Allgemeine Bestimmungen**

**Art. 1**      Gegenstand dieses Gesetzes

Dieses Gesetz regelt die Ausführung des Bundesprivatrechts, hauptsächlich des Zivilgesetzbuchs und des Obligationenrechts, sowie das kantonale Privatrecht; die Spezialgesetzgebung bleibt vorbehalten.

**Art. 2**      Spezialgesetzgebung

Die Spezialgesetzgebung regelt insbesondere folgende Bereiche:

- a) amtliche Veröffentlichungen;
- b) Beglaubigungen;
- c) Zivilstandswesen, einschliesslich der Verfahren in den Bereichen Namensänderung, Ehe und eingetragene Partnerschaft sowie Adoption;

- d) le recouvrement et l'avance des pensions alimentaires;
- e) la protection de l'enfant et de l'adulte;
- f) la surveillance des institutions de prévoyance et des institutions servant à la prévoyance professionnelle;
- g) l'acquisition d'immeubles par des personnes à l'étranger;
- h) le droit foncier rural;
- i) le registre foncier et la mensuration officielle;
- j) les améliorations foncières;
- k) le domaine public et l'aménagement des cours d'eaux;
- l) la protection des biens culturels;
- m) la protection des données;
- n) le registre du commerce;
- o) le bail à loyer et le bail à ferme.

**Art. 3** Autorités judiciaires compétentes

La compétence des autorités judiciaires se détermine conformément à la loi sur la justice, sauf disposition contraire.

**Art. 4** Titres authentiques – CCS 9, Titre final 55; CPC 179

<sup>1</sup> Les titres authentiques sont établis par les notaires selon la procédure prévue par la législation sur le notariat.

<sup>2</sup> Les compétences attribuées par la législation spéciale, notamment aux géomètres et aux conservateurs et conservatrices du registre foncier, demeurent réservées.

**Art. 5** Modes de publication

<sup>1</sup> Les publications prescrites par le droit privé se font d'ordinaire dans la Feuille officielle du canton de Fribourg (FO).

<sup>2</sup> Si les circonstances le justifient, l'autorité peut aussi faire procéder à des publications dans l'organe officiel de publication d'un autre canton et/ou dans la Feuille officielle suisse du commerce (FOSC). Exceptionnellement, elle peut en outre recourir à d'autres modes de publication propres à atteindre les personnes concernées.

<sup>3</sup> Dans les affaires soumises au code de procédure civile, les règles sur la notification par voie édictale (art. 141 CPC) demeurent réservées.

- d) Bevorschussung und Inkasso von Unterhaltsbeiträgen;
- e) Erwachsenen- und Kinderschutz;
- f) Aufsicht über die Vorsorgeeinrichtungen und die Einrichtungen der beruflichen Vorsorge;
- g) Erwerb von Grundstücken durch Personen im Ausland;
- h) bäuerliches Bodenrecht;
- i) Grundbuch und amtliche Vermessung;
- j) Bodenverbesserungen;
- k) öffentliche Sachen und Wasserbau;
- l) Schutz der Kulturgüter;
- m) Datenschutz;
- n) Handelsregister;
- o) Miete und Pacht.

**Art. 3** Zuständige Gerichtsbehörden

Ohne anderslautende Bestimmungen richtet sich die Zuständigkeit der Gerichtsbehörden nach dem Justizgesetz.

**Art. 4** Öffentliche Urkunden – ZGB 9, Schlusstitel 55; ZPO 179

<sup>1</sup> Öffentliche Urkunden werden von den Notarinnen und Notaren im Beurkundungsverfahren nach der Gesetzgebung über das Notariat erstellt.

<sup>2</sup> Vorbehalten bleiben die Zuständigkeiten, die die Spezialgesetzgebung insbesondere den Geometerinnen und Geometern und den Grundbuchverwalterinnen und Grundbuchverwaltern überträgt.

**Art. 5** Veröffentlichungsarten

<sup>1</sup> Die im Privatrecht vorgeschriebenen Bekanntmachungen werden in der Regel im Amtsblatt des Kantons Freiburg (ABl) veröffentlicht.

<sup>2</sup> Erfordern es die Umstände, so kann die Behörde eine Bekanntmachung auch im amtlichen Publikationsorgan eines anderen Kantons und im Schweizerischen Handelsamtsblatt (SHAB) veröffentlichen lassen. Ausnahmsweise kann sie sie auch auf andere Arten veröffentlichen, wenn dadurch die Betroffenen erreicht werden.

<sup>3</sup> Bei den Angelegenheiten, die der Zivilprozessordnung unterliegen, bleiben die Bestimmungen über die öffentliche Bekanntmachung (Art. 141 ZPO) vorbehalten.

## CHAPITRE 2 Droit des personnes

### Art. 6 Mesures contre la violence, les menaces ou le harcèlement – CCS 28b al. 4

<sup>1</sup> La Police cantonale est compétente, par un officier ou une officière de police judiciaire, pour prendre à l'égard de l'auteur-e de violence, de menaces ou de harcèlement les décisions suivantes:

- a) l'expulsion immédiate du logement commun en cas de crise, pour une durée maximale de dix jours, avec l'interdiction d'y retourner et le retrait des clés y donnant accès;
- b) les arrêts de police pour une durée maximale de vingt-quatre heures, dans le but d'assurer l'exécution de la décision d'expulsion immédiate ou de protéger une victime d'un danger sérieux et imminent pour son intégrité physique ou psychique. Pour le surplus, les modalités des arrêts de police sont réglées par les articles 217 et suivants du code de procédure pénale suisse du 5 octobre 2007 relatifs à l'arrestation provisoire, applicables par analogie.

<sup>2</sup> La décision est notifiée par l'officier ou l'officière de police judiciaire à l'auteur-e de l'atteinte. Cette personne-ci est informée de son droit de contester la décision et de la possibilité de s'adresser à un organisme de consultation.

<sup>3</sup> Une copie de la décision est communiquée à la personne menacée. Celle-ci est informée de son droit de s'adresser à un centre de consultation LAVI et de requérir des mesures protectrices prévues par le droit fédéral.

<sup>4</sup> Les décisions prises par la Police cantonale peuvent, dans les trois jours, faire l'objet d'une contestation auprès du président ou de la présidente du tribunal. Les règles de la procédure sommaire sont applicables; toutefois, la contestation n'a pas d'effet suspensif.

### Art. 7 Personnes morales de droit cantonal – CCS 59

<sup>1</sup> Les personnes morales instituées par le droit cantonal (notamment l'Etat et ses établissements personnalisés, les communes et les associations de communes ainsi que les corporations ecclésiastiques) sont soumises aux lois civiles dans tous les actes de la vie civile. Toutefois, les limites et formes prescrites par les lois, ordonnances, règlements, statuts et actes de fondation qui leur sont relatifs demeurent réservés.

## 2. KAPITEL Personenrecht

### Art. 6 Massnahmen gegen Gewalt, Drohungen oder Nachstellungen – ZGB 28b Abs. 4

<sup>1</sup> Bei Gewalt, Drohungen oder Nachstellungen ist die Kantonspolizei über eine Offizierin oder einen Offizier der Gerichtspolizei zuständig, gegenüber der verletzenden Person:

- a) im Krisenfall die sofortige Ausweisung aus der gemeinsamen Wohnung für die Dauer von bis zu 10 Tagen, verbunden mit einem Rückkehrverbot und der Abnahme der Wohnungsschlüssel, zu verfügen;
- b) Polizeihaft für die Dauer von bis zu 24 Stunden zu verfügen mit dem Ziel, die Vollstreckung der sofortigen Ausweisung sicherzustellen oder eine bedrohte Person vor einer unmittelbaren und ernsthaften Gefährdung ihrer körperlichen oder psychischen Integrität zu schützen. Ausserdem werden die Einzelheiten der Polizeihaft in den Artikeln 217 ff. der Schweizerischen Strafprozessordnung vom 5. Oktober 2007 über die vorläufige Festnahme geregelt, die sinngemäss gelten.

<sup>2</sup> Die Offizierin oder der Offizier der Gerichtspolizei stellt die Verfügung der verletzenden Person zu. Diese wird auf ihr Recht, die Verfügung anzufechten, und auf die Möglichkeit hingewiesen, sich an eine Beratungsstelle zu wenden.

<sup>3</sup> Die bedrohte Person erhält eine Kopie der Verfügung. Sie wird auf ihr Recht hingewiesen, sich an eine OHG-Beratungsstelle zu wenden und die im Bundesrecht vorgesehenen Schutzmassnahmen zu beantragen.

<sup>4</sup> Gegen die Verfügungen der Kantonspolizei kann bei der Gerichtspräsidentin oder beim Gerichtspräsidenten innert drei Tagen Einsprache erhoben werden. Es gelten die Regeln über das summarische Verfahren; die Einsprache hat jedoch keine aufschiebende Wirkung.

### Art. 7 Juristische Personen des kantonalen Rechts – ZGB 59

<sup>1</sup> Die juristischen Personen des kantonalen Rechts (insbesondere der Staat und seine Anstalten mit eigener Rechtspersönlichkeit, die Gemeinden und Gemeindeverbände und die kirchlichen Körperschaften) unterstehen in allen ihren privatrechtlichen Rechtshandlungen dem Zivilrecht. Vorbehalten bleiben jedoch die Grenzen und Formen, die in den Gesetzen, Verordnungen, Reglementen, Statuten und im Gründungserlass vorgeschrieben werden.

<sup>2</sup> Il ne peut plus être créé de sociétés d'allmends et autres semblables en tant que personnes morales de droit public cantonal à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2013, sauf par la fusion de sociétés existantes. L'ancien droit reste applicable aux personnes morales de droit public existantes, et les règles du code des obligations sur la société coopérative s'appliquent à titre supplétif.

**Art. 8** Association illicite – CCS 78

Le Ministère public est l'autorité compétente pour requérir la dissolution d'une association dont le but est illicite ou contraire aux mœurs.

**Art. 9** Surveillance des fondations – CCS 59, 80ss

<sup>1</sup> Les fondations de droit privé dont la surveillance relève du canton ou des communes sont soumises au contrôle de l'autorité cantonale désignée par le Conseil d'Etat, à l'exception des fondations de famille et des fondations ecclésiastiques. Le Conseil d'Etat fixe les modalités de la surveillance.

<sup>2</sup> Les recours contre les décisions de l'autorité de surveillance sont portés devant le Tribunal cantonal. Pour le surplus, le code de procédure et de juridiction administrative est applicable.

<sup>3</sup> La mesure dans laquelle la surveillance de l'autorité cantonale peut s'exercer sur les fondations de droit public est fixée par voie d'ordonnance.

<sup>4</sup> La surveillance des institutions de prévoyance et des institutions servant à la prévoyance professionnelle est régie par la législation spéciale. Le Conseil d'Etat est compétent pour adhérer à une région de surveillance commune au sens de la législation fédérale.

### CHAPITRE 3 Droit de la famille

**Art. 10** Offices de consultation – CCS 171

Le Conseil d'Etat est compétent pour reconnaître ou instituer les offices de consultation conjugale ou familiale; les offices reconnus sont subventionnés.

**Art. 11** Décès du père recherché – CCS 261 al. 2

L'action est intentée en dernier lieu contre l'Etat.

<sup>2</sup> Ab dem 1. Januar 2013 können keine Allmendgenossenschaften und ähnlichen Körperschaften mehr gegründet werden; der Zusammenschluss bestehender Körperschaften bleibt vorbehalten. Für die bestehenden öffentlich-rechtlichen juristischen Personen gilt das bisherige Recht weiter, und die Bestimmungen des Obligationenrechts über die Genossenschaft gelten ergänzend.

**Art. 8** Widerrechtlicher Verein – ZGB 78

Die Behörde, die dafür zuständig ist, die Auflösung eines Vereins mit widerrechtlichem oder unsittlichem Zweck zu verlangen, ist die Staatsanwaltschaft.

**Art. 9** Stiftungsaufsicht – ZGB 59, 80 ff.

<sup>1</sup> Die privatrechtlichen Stiftungen, bei denen der Kanton oder die Gemeinden für die Aufsicht zuständig sind, unterstehen der Kontrolle der vom Staatsrat bezeichneten kantonalen Behörde; davon ausgenommen sind die Familienstiftungen und die kirchlichen Stiftungen. Der Staatsrat regelt die Aufsicht im Einzelnen.

<sup>2</sup> Beschwerden gegen Entscheide der Aufsichtsbehörde müssen beim Kantonsgericht erhoben werden. Im Übrigen gilt das Gesetz über die Verwaltungspflege.

<sup>3</sup> Inwieweit sich die Aufsicht durch die kantonale Behörde auf öffentlich-rechtliche Stiftungen erstrecken kann, wird durch Verordnung festgesetzt.

<sup>4</sup> Die Aufsicht über die Vorsorgeeinrichtungen und die Einrichtungen der beruflichen Vorsorge wird in der Spezialgesetzgebung geregelt. Der Staatsrat ist dafür zuständig, einer gemeinsamen Aufsichtsregion im Sinne der Bundesgesetzgebung beizutreten.

### 3. KAPITEL Familienrecht

**Art. 10** Beratungsstellen – ZGB 171

Der Staatsrat ist dafür zuständig, die Ehe- und Familienberatungsstellen anzuerkennen oder zu schaffen; die anerkannten Beratungsstellen werden subventioniert.

**Art. 11** Tod des beklagten Vaters – ZGB 261 Abs. 2

Die Klage muss zuletzt gegen den Staat gerichtet werden.

**Art. 12** Surveillance des enfants placés chez des parents nourriciers – CCS 316

<sup>1</sup> La Direction chargée de la protection de la jeunesse et des structures d'accueil de la petite enfance est compétente pour délivrer l'autorisation d'accueil et pour surveiller le placement d'enfants chez des parents nourriciers.

<sup>2</sup> Certaines tâches de surveillance peuvent être déléguées à des services et institutions publics ou privés qui ont des connaissances appropriées dans le domaine de l'éducation ou de la garde d'enfants et qui sont organisés à cet effet.

<sup>3</sup> La répartition des compétences, les modalités de la surveillance, les exceptions et la procédure sont déterminées par le Conseil d'Etat par voie d'ordonnance.

**Art. 13** Indivision – CCS 348

Le ou la juge de paix statue sur la demande de participation à la gérance d'une indivision.

## CHAPITRE 4

### Droit des successions

**Art. 14** Juges de paix – CCS 457ss; CPC 249 let. c

<sup>1</sup> Le ou la juge de paix exerce la juridiction gracieuse dans le domaine des successions, sous réserve de la compétence des notaires.

<sup>2</sup> En dérogation à l'article 51 al. 1 de la loi du 31 mai 2010 sur la justice, le ou la juge de paix a compétence dans les cas suivants soumis à la procédure sommaire:

- a) la consignation d'un testament oral (art. 507 CCS);
- b) le dépôt de sûretés en cas de succession d'une personne déclarée absente (art. 546 CCS);
- c) le sursis au partage et les mesures conservatoires visant à protéger les droits des cohéritiers ou cohéritières d'une personne insolvable (art. 604 al. 2 et 3 CCS).

<sup>3</sup> La réalisation de certaines opérations peut être déléguée au personnel du greffe. En outre, lorsque cela paraît nécessaire, notamment en raison de la complexité de la succession, le ou la juge de paix s'assure le concours de mandataires professionnels, aux frais de la succession. Ceux-ci engagent leur propre responsabilité.

**Art. 12** Pflegekinderaufsicht – ZGB 316

<sup>1</sup> Die für den Jugendschutz und für die Einrichtungen zur Betreuung von Kindern im Vorschulalter zuständige Direktion erteilt die Aufnahmebewilligungen und übernimmt die Aufsicht über die Aufnahme von Kindern bei Pflegefamilien.

<sup>2</sup> Bestimmte Aufsichtsfunktionen können an öffentliche Ämter und Institutionen oder an private Institutionen delegiert werden, die auf dem Gebiet der Kindererziehung oder der Obhut über Kinder sachdienliche Kenntnisse haben und entsprechend organisiert sind.

<sup>3</sup> Die Verteilung der Zuständigkeiten, die Modalitäten der Aufsicht, die Ausnahmen sowie das Verfahren werden vom Staatsrat auf dem Verordnungsweg bestimmt.

**Art. 13** Gemeinderschaft – ZGB 348

Die Friedensrichterin oder der Friedensrichter entscheidet über das Begehren auf Eintritt in die Wirtschaft einer Ertragsgemeinderschaft.

## 4. KAPITEL

### Erbrecht

**Art. 14** Friedensrichter – ZGB 457 ff.; ZPO 249 Bst. c

<sup>1</sup> Die Friedensrichterin oder der Friedensrichter übt die freiwillige Gerichtsbarkeit in Erbschaftssachen aus; die Zuständigkeit der Notarinnen und Notare bleibt vorbehalten.

<sup>2</sup> Abweichend von Artikel 51 Abs. 1 des Justizgesetzes vom 31. Mai 2010 ist die Friedensrichterin oder der Friedensrichter in folgenden Fällen des summarischen Verfahrens zuständig:

- a) Entgegennahme eines mündlichen Testamentes (Art. 507 ZGB);
- b) Sicherstellung bei Beerbung einer verschollenen Person (Art. 546 ZGB);
- c) Verschiebung der Erbteilung und Sicherung der Ansprüche der Miterbinnen und Miterben gegenüber zahlungsunfähigen Erben (Art. 604 Abs. 2 und 3 ZGB).

<sup>3</sup> Die Durchführung gewisser Verrichtungen kann dem Kanzleipersonal delegiert werden. Ferner zieht die Friedensrichterin oder der Friedensrichter auf Kosten der Erbschaft professionelle Beauftragte bei, sofern dies, insbesondere wegen der Komplexität der Erbschaft, nötig erscheint. Diese sind persönlich haftbar.

**Art. 15** Notaires – CCS 499ss, 534, 559

Les notaires exercent les activités qui incombent à leur office en application de la législation sur le notariat, notamment pour ce qui est de dresser les dispositions pour cause de mort en la forme authentique et de recevoir en dépôt les testaments olographes.

**Art. 16** Disposition pour cause de mort – CCS 556  
a) Communication

<sup>1</sup> Le ou la notaire qui a la garde d'une disposition pour cause de mort en avise, dès la connaissance du décès, le ou la juge de paix du lieu d'ouverture de la succession.

<sup>2</sup> Quiconque a accepté la garde d'un tel acte ou en a trouvé un parmi les effets du testateur ou de la testatrice doit le remettre dès la connaissance du décès au ou à la juge de paix, qui dresse un procès-verbal de la présentation et de l'état du document et le commet à la garde d'un ou d'une notaire.

**Art. 17** b) Convocation – CCS 557

En vue de l'ouverture d'une disposition pour cause de mort, le ou la juge de paix fait convoquer par le ou la notaire, dix jours à l'avance, au domicile de la personne défunte ou dans tout autre local convenable, les héritiers et héritières légaux et institués qui lui sont connus ou leurs représentants.

**Art. 18** c) Ouverture – CCS 557

<sup>1</sup> Au jour fixé, le ou la juge de paix préside la séance, produit la disposition pour cause de mort, l'ouvre et charge le ou la notaire d'en faire la lecture.

<sup>2</sup> Le ou la notaire dresse le procès-verbal de l'ouverture; les nom, prénom et domicile des personnes convoquées et des personnes présentes y sont mentionnés.

**Art. 19** d) Avis

Si le ou la notaire apprend que des héritiers ou héritières légaux n'ont pas été convoqués à la séance d'ouverture, il les informe de ce qu'elle a eu lieu. Cet avis leur est donné par lettre, si le ou la notaire connaît leur domicile; sinon, il est inséré dans la Feuille officielle.

**Art. 15** Notare – ZGB 499 ff., 534, 559

Die Notarinnen und Notare üben die Tätigkeiten aus, die aufgrund der Notariatsgesetzgebung in ihren Aufgabenbereich fallen, insbesondere die öffentliche Beurkundung von Verfügungen von Todes wegen und die Aufbewahrung eigenhändiger Testamente.

**Art. 16** Verfügung von Todes wegen – ZGB 556  
a) Mitteilung

<sup>1</sup> Die Notarin oder der Notar, die oder der eine Verfügung von Todes wegen in Verwahrung hat, teilt dies der Friedensrichterin oder dem Friedensrichter des Ortes, wo die Erbfolge eröffnet wird, mit, sobald sie oder er vom Tode der Erblasserin oder des Erblassers Kenntnis erhalten hat.

<sup>2</sup> Wer eine solche Urkunde in Verwahrung genommen oder unter den Sachen der Erblasserin oder des Erblassers vorgefunden hat, muss sie, sobald er vom Tode Kenntnis erhält, bei der Friedensrichterin oder beim Friedensrichter einliefern. Diese oder dieser nimmt über die Einlieferung und die Beschaffenheit des Schriftstückes ein Protokoll auf und übergibt es einer Notarin oder einem Notar zur Aufbewahrung.

**Art. 17** b) Einberufung – ZGB 557

Zum Zweck der Eröffnung der Verfügung von Todes wegen beruft die Friedensrichterin oder der Friedensrichter durch die Notarin oder den Notar mit einer Einladung zehn Tage vor dem Termin die gesetzlichen und die eingesetzten Erbeninnen und Erben der Erblasserin oder des Erblassers, soweit sie ihr oder ihm bekannt sind, und andere Vertreter in die Wohnung der oder des Verstorbenen oder in irgendein anderes passendes Lokal.

**Art. 18** c) Eröffnung – ZGB 557

<sup>1</sup> Zur festgelegten Zeit leitet die Friedensrichterin oder der Friedensrichter die Sitzung, legt die Verfügung von Todes wegen vor, eröffnet sie und beauftragt die Notarin oder den Notar, sie vorzulesen.

<sup>2</sup> Die Notarin oder der Notar führt über die Eröffnung Protokoll. Sie oder er erwähnt darin die Namen, Vornamen und den Wohnsitz der vorgeladenen und der anwesenden Personen.

**Art. 19** d) Mitteilung

Vernimmt die Notarin oder der Notar, dass gesetzliche Erbeninnen oder Erben zur Eröffnungssitzung nicht eingeladen waren, so benachrichtigt sie oder er sie von deren Abhaltung. Ist ihr Wohnsitz der Notarin oder dem Notar bekannt, so erfolgt diese Mitteilung brieflich, andernfalls durch das Amtsblatt.

**Art. 20** e) Communication aux ayants droit – CCS 558

D'office et aux frais de la succession, le ou la notaire délivre aux héritiers et héritières une expédition de la disposition pour cause de mort et du procès-verbal d'ouverture et aux légataires et autres bénéficiaires l'extrait des clauses qui les concernent. Si leur domicile est inconnu, il procède aux publications nécessaires dans la Feuille officielle.

**Art. 21** Acceptation de la succession – CCS 466, 555, 560

<sup>1</sup> A défaut d'héritiers ou héritières, la succession est dévolue à la commune du dernier domicile de la personne défunte.

<sup>2</sup> L'acceptation expresse d'une succession est déclarée au ou à la juge de paix. Les personnes morales de droit cantonal ne peuvent accepter des successions qu'après avoir demandé le bénéfice d'inventaire.

**Art. 22** Héritiers ou héritières sans personnalité civile – CCS 539

Le ou la juge de paix veille à ce que les libéralités faites à un groupe de personnes qui n'a pas la personnalité civile soient portées à la connaissance de la Direction chargée de la surveillance des fondations.

**Art. 23** Mesures en cas d'absence – CCS 546 à 550

Le ou la juge de paix prend les mesures nécessaires pour assurer l'inventaire, l'évaluation et la gestion des biens et pour veiller aux intérêts de la personne absente. Le cas échéant, il ou elle requiert qu'une déclaration d'absence soit prononcée d'office.

**Art. 24** Inventaire conservatoire et scellés – CCS 490, 551ss, 568

<sup>1</sup> L'inventaire fiscal au décès sert d'inventaire conservatoire; il est complété au besoin.

<sup>2</sup> Les ayants droit sont avisés de la clôture de l'inventaire. Si leur domicile n'est pas connu, l'avis est inséré dans la Feuille officielle.

<sup>3</sup> Il est procédé à l'apposition de scellés si d'autres mesures de sûreté ne paraissent pas suffisantes et nonobstant toute opposition.

<sup>4</sup> Les règles valables en matière fiscale sont applicables par analogie.

**Art. 20** e) Mitteilung an die Beteiligten – ZGB 558

Von Amtes wegen und auf Kosten der Erbschaft übermittelt die Notarin oder der Notar den Erbinnen und Erben eine Abschrift der Verfügung von Todes wegen und des Eröffnungsprotokolls und den Vermächtnisnehmerinnen und Vermächtnisnehmern und andern Bedachten einen Auszug der sie betreffenden Bestimmungen. Ist ihr Wohnsitz unbekannt, so erlässt sie oder er die nötigen Bekanntmachungen im Amtsblatt.

**Art. 21** Annahme der Erbschaft – ZGB 466, 555, 560

<sup>1</sup> Hinterlässt die Erblasserin oder der Erblasser keine Erbinnen und Erben, so fällt die Erbschaft an die Gemeinde ihres oder seines letzten Wohnsitzes.

<sup>2</sup> Die ausdrückliche Annahme der Erbschaft wird der Friedensrichterin oder dem Friedensrichter gegenüber erklärt. Die juristischen Personen des kantonalen Rechts können eine Erbschaft nur nach Aufnahme eines öffentlichen Inventars annehmen.

**Art. 22** Erben ohne Rechtspersönlichkeit – ZGB 539

Die Friedensrichterin oder der Friedensrichter sorgt dafür, dass Zuwendungen an eine Mehrheit von Personen, der das Recht der Persönlichkeit nicht zukommt, der für die Stiftungsaufsicht zuständigen Direktion zur Kenntnis gebracht werden.

**Art. 23** Massnahmen bei Verschollenheit – ZGB 546–550

Die Friedensrichterin oder der Friedensrichter trifft die nötigen Massnahmen zur Sicherstellung der Inventaraufnahme, zur Schätzung und Verwaltung des Vermögens und zur Wahrung der Interessen der verschollenen Person. Gegebenenfalls verlangt sie oder er, die Verschollenerklärung von Amtes wegen auszusprechen.

**Art. 24** Sicherungsinventar und Siegelung – ZGB 490, 551 ff., 568

<sup>1</sup> Das Steuerinventar im Todesfall dient als Sicherungsinventar; es wird wenn nötig ergänzt.

<sup>2</sup> Die Beteiligten werden von der Beendigung der Inventaraufnahme benachrichtigt. Ist ihr Wohnort nicht bekannt, so wird die Mitteilung im Amtsblatt veröffentlicht.

<sup>3</sup> Erscheinen andere Sicherungsmassnahmen nicht ausreichend, so wird die Siegelung der Erbschaft angeordnet, auch wenn dagegen Widerspruch erhoben wird.

<sup>4</sup> Die in Steuersachen anwendbaren Bestimmungen gelten sinngemäss.

**Art. 25** Revendications – CCS 490, 551ss, 568

<sup>1</sup> La personne qui dirige les opérations d'inventaire apprécie provisoirement les revendications et porte au procès-verbal sa décision à cet égard.

<sup>2</sup> Suivant les circonstances, elle remet aux personnes intéressées les objets revendiqués, au besoin moyennant sûretés.

**Art. 26** Bénéfice d'inventaire – CCS 581

a) Objets

<sup>1</sup> Tous les biens sont portés à l'inventaire, y compris les objets à revendiquer en mains tierces. Les créances et les dettes sont déterminées en leur état au jour du décès.

<sup>2</sup> Les linges de corps et les vêtements des personnes de la maison ainsi que les produits usuels d'un ménage ne sont pas portés à l'inventaire.

<sup>3</sup> La personne qui a déclaré une créance ou une dette peut demander, aux frais de la succession, une attestation de son intervention.

**Art. 27** b) Classement

<sup>1</sup> Chaque objet, muni d'un numéro d'ordre, est spécialement désigné à l'inventaire; s'il est assuré de manière individuelle ou s'il y a lieu à estimation, sa valeur est indiquée.

<sup>2</sup> Les biens qui présentent une certaine valeur sont, en principe, estimés par expertise.

<sup>3</sup> Les collections et assortiments qui ne peuvent être avantageusement vendus par parties sont portés en un seul article et sous un seul numéro.

<sup>4</sup> Les objets analogues ou de même nature (notamment le mobilier de ménage et d'exploitation) sont, autant que possible, classés ensemble.

**Art. 28** Administration des biens – CCS 581, 585

<sup>1</sup> Le ou la juge de paix fait vendre au mieux des intérêts des ayants droit les biens dont la conservation serait dispendieuse ou dommageable.

<sup>2</sup> Si les circonstances l'exigent, notamment s'il y a lieu de continuer l'exploitation commerciale, industrielle ou agricole de la personne défunte, le ou la juge de paix nomme un administrateur ou une administratrice qui gère tout ou partie de la succession, à charge de rendre compte à qui il appartiendra. L'administrateur ou l'administratrice engage sa propre responsabilité.

**Art. 25** Ansprüche – ZGB 490, 551 ff., 568

<sup>1</sup> Die Person, die die Inventaraufnahme leitet, würdigt vorläufig die Ansprüche und hält ihren Entscheid darüber im Protokoll fest.

<sup>2</sup> Je nach den Umständen händigt sie den Beteiligten die beanspruchten Sachen aus, nötigenfalls gegen Sicherheitsleistung.

**Art. 26** Öffentliches Inventar – ZGB 581

a) Gegenstände

<sup>1</sup> Alle Vermögenswerte werden ins Inventar aufgenommen, einschliesslich der in dritter Hand befindlichen Gegenstände, die noch eingefordert werden müssen. Für Forderungen und Schulden ist der Bestand am Todestag massgebend.

<sup>2</sup> Leibwäsche und Kleidungsstücke der Hausgenossen sowie übliche Haushaltsprodukte werden nicht in das Inventar aufgenommen.

<sup>3</sup> Wer eine Forderung oder eine Schuld angegeben hat, kann auf Kosten der Erbschaft eine Empfangsbescheinigung seiner Anmeldung verlangen.

**Art. 27** b) Inventaraufnahme

<sup>1</sup> Alle Gegenstände werden fortlaufend nummeriert und im Inventar einzeln aufgeführt; gegebenenfalls wird der Versicherungswert oder der Schätzungswert angegeben.

<sup>2</sup> Bei wertvolleren Vermögensstücken wird in der Regel ein Schätzungsgutachten erstellt.

<sup>3</sup> Sammlungen und Sortimente, die nicht vorteilhaft stückweise verkauft werden können, werden gesamthaft unter einer Nummer aufgeführt.

<sup>4</sup> Ähnliche und gleichartige Gegenstände (insbesondere Hausrat und Betriebsmobilien) werden so weit als möglich gruppiert aufgeführt.

**Art. 28** Vermögensverwaltung – ZGB 581, 585

<sup>1</sup> Die Friedensrichterin oder der Friedensrichter lässt Gegenstände, deren Aufbewahrung Kosten oder Schaden verursachen würde, unter bestmöglicher Wahrung der Interessen der Beteiligten verkaufen.

<sup>2</sup> Erfordern es die Umstände, namentlich wenn ein Handels-, Gewerbe- oder Landwirtschaftsbetrieb der Erblasserin oder des Erblassers weiterzuführen ist, so ernennt die Friedensrichterin oder der Friedensrichter für die ganze Erbschaft oder für einen Teil davon eine Verwalterin oder einen Verwalter, die oder der gegenüber den Beteiligten Rechenschaft ablegen muss. Die Verwalterin oder der Verwalter ist persönlich haftbar.



## CHAPITRE 5 Droits réels

### SECTION 1 Propriété

**Art. 29** Parties intégrantes et accessoires – CCS 642, 644

<sup>1</sup> Les fenêtres doubles sont considérées comme parties intégrantes de l'immeuble d'après l'usage local.

<sup>2</sup> Sont considérés comme accessoires de l'immeuble d'après l'usage local:

- a) les pressoirs;
- b) les greniers en bois, même s'ils ne sont pas fixés au sol;
- c) les bois de la clôture d'un fonds, les échelas d'une vigne et les tuteurs des arbres;
- d) les ustensiles, machines, mobilier nécessaires à l'exploitation d'un hôtel, d'un établissement industriel ou commercial (scieries, laiteries, etc.).

<sup>3</sup> Ne sont pas considérés comme accessoires de l'immeuble:

- a) les barques, les bateaux et les bacs;
- b) les matériaux provenant de la démolition d'un édifice, tant qu'ils n'ont pas été réemployés.

<sup>4</sup> Au surplus, l'usage local est précisé dans les directives de l'Etablissement cantonal d'assurance des bâtiments relatives à la délimitation entre l'assurance des bâtiments et l'assurance du mobilier dans le canton de Fribourg.

**Art. 30** Formation de nouvelles terres – CCS 659

Si une rivière ou un torrent se fraie un nouveau lit, les propriétaires des fonds nouvellement occupés prennent, à titre de compensation, le lit abandonné, chacun dans la proportion du terrain qui lui a été enlevé.

**Art. 31** Terrains en mouvement  
a) Définition – CCS 660a

<sup>1</sup> Le ou la propriétaire qui rend vraisemblable que son terrain est en mouvement permanent peut demander à la Direction dont relève la mensuration officielle que soit défini le périmètre des fonds concernés par ce mouvement.

## 5. KAPITEL Sachenrecht

### 1. ABSCHNITT Eigentum

**Art. 29** Bestandteile und Zubehör – ZGB 642, 644

<sup>1</sup> Vorfenster gelten gemäss Ortsgebrauch als Bestandteile des Grundstücks.

<sup>2</sup> Als Zubehör eines Grundstücks gelten gemäss Ortsgebrauch:

- a) Kelter;
- b) hölzerne Speicher, selbst wenn sie nicht mit dem Boden fest verbunden sind;
- c) zur Einzäunung von Grundstücken bestimmtes Holz, Rebpfähle und Baumstützen;
- d) Gerätschaften, Maschinen und Mobiliar zum Betrieb eines Gasthofs oder eines Gewerbe- oder Handelsbetriebs (Sägerei, Molkerei usw.).

<sup>3</sup> Nicht als Zubehör eines Grundstücks gelten:

- a) Nachen, Boote und Fähren;
- b) Abbruchmaterial eines Hauses, das noch keine Verwendung gefunden hat.

<sup>4</sup> Im Übrigen wird der Ortsgebrauch in den Bestimmungen der Kantonalen Gebäudeversicherung zur Abgrenzung der Gebäudeversicherung und der Fahrhabeversicherung im Kanton Freiburg präzisiert.

**Art. 30** Bildung neuen Landes – ZGB 659

Gräbt ein Fluss oder ein Bach sich ein neues Bett, so erhalten die Eigentümerinnen und Eigentümer der überschwemmten Grundstücke zu ihrer Entschädigung anteilmässig nach der verlorenen Fläche das Eigentum am verlassenen Bett.

**Art. 31** Bodenverschiebungen  
a) Bestimmung – ZGB 660a

<sup>1</sup> Wer glaubhaft macht, dass sein Land dauernden Bodenverschiebungen unterliegt, kann bei der Direktion, die für die amtliche Vermessung zuständig ist, beantragen, dass der Perimeter der betroffenen Grundstücke bestimmt wird.

<sup>2</sup> La Direction ne prend la décision de procéder à cette définition que si cette procédure est justifiée, en particulier vu la nature des immeubles concernés.

<sup>3</sup> Les frais liés à cette décision sont répartis de la manière suivante:

- a) un tiers à la charge de l'Etat;
- b) un tiers à la charge de la commune;
- c) un tiers à la charge des propriétaires concernés des fonds privés inclus dans le périmètre ainsi qu'à la charge des titulaires des servitudes inscrites au registre foncier comme droits distincts et permanents.

<sup>4</sup> Les cas où cette définition a lieu d'office, conformément à la législation sur la mensuration officielle, sont réservés.

**Art. 32** b) Périmètre – CCS 660a

<sup>1</sup> La Direction dont relève la mensuration officielle fait procéder à la constatation du périmètre des territoires en mouvement permanent, par l'intermédiaire des organes de la mensuration officielle.

<sup>2</sup> Elle met ce périmètre à l'enquête publique. Cette enquête est annoncée par publication faite dans la Feuille officielle et par avis personnel adressé à tous les propriétaires des fonds inclus dans ce périmètre ou limitrophes de celui-ci. Elle a lieu au Registre foncier et dure trente jours; toute personne concernée peut, durant ce délai, former une réclamation auprès de la Direction. La décision de celle-ci est sujette à un recours au Tribunal cantonal.

<sup>3</sup> Le Conseil d'Etat désigne les territoires en mouvement permanent en approuvant le plan du périmètre; cette décision est publiée dans la Feuille officielle et mentionnée au registre foncier sur les feuillets des immeubles concernés. Le conservateur ou la conservatrice en informe les propriétaires.

<sup>4</sup> L'article 31 al. 3 est applicable par analogie aux frais de la procédure. Les règles concernant la répartition et la perception des frais en matière de nouvelle mensuration parcellaire sont applicables par analogie, après déduction des contributions cantonales.

<sup>2</sup> Die Direktion ordnet die Bestimmung des Perimeters nur an, wenn sich dieses Verfahren, insbesondere wegen der Beschaffenheit der betroffenen Grundstücke, rechtfertigt.

<sup>3</sup> Die Kosten, die im Zusammenhang mit dieser Bestimmung anfallen, werden wie folgt verteilt:

- a) ein Drittel zu Lasten des Staates;
- b) ein Drittel zu Lasten der Gemeinde;
- c) ein Drittel zu Lasten der betroffenen Eigentümerinnen und Eigentümer der Grundstücke, die im entsprechenden Perimeter liegen, sowie der Inhaberinnen und Inhaber von Dienstbarkeiten, die als selbstständige und dauernde Rechte im Grundbuch eingetragen sind.

<sup>4</sup> Vorbehalten sind Fälle, in denen die Bestimmung gemäss der Gesetzgebung über die Vermessung von Amts wegen vorgenommen wird.

**Art. 32** b) Perimeter – ZGB 660a

<sup>1</sup> Die für die amtliche Vermessung zuständige Direktion lässt den Perimeter der Gebiete mit dauernden Bodenverschiebungen durch die Organe der amtlichen Vermessung festlegen.

<sup>2</sup> Sie legt diesen Perimeter öffentlich auf. Die Auflage wird durch Veröffentlichung im Amtsblatt und durch persönliche Mitteilung allen Eigentümerinnen und Eigentümern der im Perimeter liegenden und daran angrenzenden Grundstücke angekündigt. Sie erfolgt auf dem Grundbuchamt und dauert dreissig Tage; jede betroffene Person kann innerhalb dieser Frist eine Einsprache an die Direktion richten. Der Entscheid der Direktion kann beim Kantonsgericht mit Beschwerde angefochten werden.

<sup>3</sup> Der Staatsrat bestimmt die Gebiete mit dauernden Bodenverschiebungen, indem er den Perimeterplan genehmigt; dieser Entscheid wird im Amtsblatt veröffentlicht und im Grundbuch auf den betreffenden Grundbuchblättern angemerket. Die Grundbuchverwalterin oder der Grundbuchverwalter benachrichtigt die Eigentümerinnen und Eigentümer.

<sup>4</sup> Artikel 31 Abs. 3 gilt sinngemäss für die Verfahrenskosten. Die Vorschriften über die Verteilung und Erhebung der Kosten bei neuer Parzellarvermessung gelten nach Abzug der kantonalen Beiträge sinngemäss.

**Art. 33** c) Nouvelles limites – CCS 660a, 703

Lorsque le périmètre a été défini et qu'il n'est pas possible d'obtenir le concours de tous les propriétaires à la détermination des nouvelles limites, celle-ci a lieu selon la procédure prévue par la législation sur les remaniements parcellaires agricoles ou urbains, appliquée par analogie.

**Art. 34** Immeubles sans maître – CCS 658, 664

Les immeubles immatriculés comme biens sans maître et ceux qui ont fait l'objet d'une dérélliction deviennent la propriété de l'Etat.

**Art. 35** Fouilles – CCS 686

Il est interdit de réaliser une fouille ou une autre excavation, de retirer la terre qui soutient un fonds voisin, d'entreposer des choses ou d'exercer une autre activité analogue si cela risque de nuire à un mur ou une autre construction sis sur le fonds voisin, à moins de construire un ouvrage de protection ou de respecter une distance suffisante pour prévenir tout dommage.

**Art. 36** Mur mitoyen – CCS 686

a) Dans l'alignement des bornes

Sous réserve des règles de droit public concernant les constructions, un mur peut être élevé dans l'alignement des bornes du fonds. Ce mur deviendra mitoyen en tout ou en partie, à la demande du voisin ou de la voisine, contre remboursement de la moitié de la valeur de la partie mitoyenne du mur et la moitié de la valeur du sol sur lequel cette partie est construite.

**Art. 37** b) Présomption

<sup>1</sup> Tout mur servant de séparation entre bâtiments est présumé mitoyen jusqu'à la hauteur du bâtiment le plus bas, sauf preuve ou marque du contraire.

<sup>2</sup> Il y a marque de non-mitoyenneté lorsqu'il existe, pour l'usage d'un seul des deux fonds, des ouvertures telles que portes et fenêtres, égout ou, d'un côté seulement, soit un chaperon, soit des filets et corbeaux, ou encore un retranchement destiné à soutenir les poutres.

**Art. 38** c) Entretien

<sup>1</sup> L'entretien et la reconstruction du mur mitoyen sont à la charge des copropriétaires, proportionnellement à leur droit.

**Art. 33** c) Neue Grenzen – ZGB 660a, 703

Wurde der Perimeter bestimmt und ist es unmöglich, die Mitwirkung aller Eigentümerinnen und Eigentümer für die Festlegung der neuen Grenzen zu erlangen, so wird für die Festlegung das Verfahren gemäss Gesetzgebung über die landwirtschaftlichen Güterzusammenlegungen und die Baulandumlegungen sinngemäss angewendet.

**Art. 34** Herrenlose Sachen – ZGB 658, 664

Die als herrenlos im Grundbuch eingetragenen Sachen und diejenigen, an denen das Eigentum aufgegeben wurde, werden Eigentum des Staates.

**Art. 35** Grabungen – ZGB 686

Es ist verboten, eine Baugrube oder eine andere Vertiefung auszuheben, Erdreich, das ein Nachbargrundstück stützt, wegzuschaffen, Sachen zu lagern oder eine andere Tätigkeit auszuüben, falls dies eine Mauer oder eine andere Baute auf dem Nachbargrundstück beschädigen könnte, es sei denn, es werde eine Schutzvorrichtung erstellt oder ein ausreichender Abstand eingehalten, um Schaden zu verhüten.

**Art. 36** Gemeinsame Trennmauer – ZGB 686

a) Auf der Grundstücksgrenze

Unter Vorbehalt der öffentlich-rechtlichen Bauvorschriften darf auf der Grenze des Grundstücks eine Mauer errichtet werden. Diese Mauer wird auf Verlangen der Nachbarin oder des Nachbarn ganz oder teilweise gemeinschaftlich, sofern sie oder er die Hälfte des Wertes des gemeinschaftlichen Teils und des Bodens, auf dem dieser Teil steht, zurückerstattet.

**Art. 37** b) Vermutung

<sup>1</sup> Jede Mauer, die zwei Gebäude voneinander trennt, gilt bis zur Höhe des niedrigeren Gebäudes als gemeinschaftlich, sofern nicht das Gegenteil erwiesen ist oder ein Anhaltspunkt dafür besteht.

<sup>2</sup> Anhaltspunkte für eine nicht gemeinschaftliche Mauer sind, dass sie Öffnungen wie Türen und Fenster oder eine Dachtraufe, die nur einem der beiden Grundstücke dienen, aufweist oder dass nur auf einer Seite eine Mauerabdeckung, Leisten oder Balkenträger oder Aussparungen für Balken vorhanden sind.

**Art. 38** c) Unterhalt

<sup>1</sup> Den Unterhalt und den Wiederaufbau einer gemeinsamen Trennmauer tragen die Miteigentumsberechtigten im Verhältnis ihrer Berechtigung gemeinsam.

<sup>2</sup> Le ou la copropriétaire dont le bâtiment n'est pas soutenu par le mur mitoyen peut se dispenser de contribuer à ces frais en abandonnant son droit de mitoyenneté.

**Art. 39** d) Appuis

<sup>1</sup> Chaque copropriétaire peut faire bâtir contre un mur mitoyen et y placer des poutres ou solives jusqu'à la moitié de l'épaisseur, mais il ou elle ne peut y appliquer ou appuyer aucun ouvrage dont l'effet serait d'affaiblir ou de dégrader le mur.

<sup>2</sup> Aucun des copropriétaires ne peut pratiquer de cavité dans le mur mitoyen.

**Art. 40** e) Remplacement

<sup>1</sup> Si, par suite de la reconstruction d'une maison, un mur mitoyen doit être remplacé par un mur plus solide, l'auteur-e de la reconstruction a le droit de le rétablir à neuf, pourvu qu'il ou elle le fasse à ses frais, qu'il ou elle prenne sur son propre fonds le terrain nécessaire, s'il y a lieu, à l'élargissement et qu'il ou elle supporte le dommage causé à ses voisins et voisines pendant les travaux de reconstruction.

<sup>2</sup> Toutefois, le voisin ou la voisine devra contribuer, pour une part équitable, aux frais de restauration du mur séparatif, si ce dernier était en mauvais état ou ne correspondait plus aux exigences légales.

<sup>3</sup> Lorsqu'on reconstruit un mur mitoyen ou une maison tout entière, les servitudes se continuent, sans aggravation, à l'égard du nouveau mur ou de la nouvelle maison.

**Art. 41** f) Surélévation

<sup>1</sup> Chaque copropriétaire peut surélever le mur mitoyen; mais il ou elle doit supporter seul-e la dépense de l'exhaussement et les frais d'entretien de la partie non commune.

<sup>2</sup> Si le mur mitoyen n'est pas en état de supporter la surélévation, la personne qui veut l'exhausser le reconstruit en entier à ses frais, et l'excédent de l'épaisseur se prend de son côté; elle doit, le cas échéant, indemniser le voisin ou la voisine du dommage qui lui est causé.

<sup>3</sup> Le voisin ou la voisine qui n'a pas contribué à l'exhaussement peut acquérir la mitoyenneté de la partie surélevée en payant la moitié du coût et, le cas échéant, la valeur de la moitié du sol fourni pour l'excédent d'épaisseur.

<sup>2</sup> Wird eines der Gebäude nicht durch die gemeinsame Trennmauer gestützt, so kann sich dessen Miteigentümerin oder Miteigentümer von diesen Kosten befreien, indem sie auf ihren beziehungsweise er auf seinen Anteil verzichtet.

**Art. 39** d) Auflager

<sup>1</sup> Jede miteigentumsberechtigte Person kann an die gemeinsame Trennmauer anbauen und bis zur Hälfte der Mauerdicke Träger und Balken einlegen, darf aber keine Vorrichtung, die die Mauer schwächen oder beschädigen könnte, darin einbauen oder daran anlehnen.

<sup>2</sup> Keiner der Miteigentumsberechtigten darf in der gemeinsamen Trennmauer einen Hohlraum schaffen.

**Art. 40** e) Ersatz

<sup>1</sup> Muss beim Wiederaufbau eines Hauses eine gemeinsame Trennmauer durch eine dauerhaftere ersetzt werden, so hat die Bauherrschaft das Recht, sie auf ihre Kosten neu zu erstellen, sofern eine allfällige Verbreiterung auf ihr Grundstück zu stehen kommt und die Bauherrschaft für den Schaden, der während der Bauzeit an Nachbargrundstücken entstanden ist, aufkommt.

<sup>2</sup> War die Trennmauer jedoch in schlechtem Zustand oder entsprach sie nicht mehr den gesetzlichen Anforderungen, so muss die Nachbarin oder der Nachbar sich angemessen an den Kosten der Ausbesserung beteiligen.

<sup>3</sup> Wird eine Trennmauer oder ein ganzes Haus wieder aufgebaut, so gelten die bestehenden Dienstbarkeiten der neuen Mauer oder dem neuen Haus gegenüber weiter, dürfen aber keine Mehrbelastung bewirken.

**Art. 41** f) Erhöhung

<sup>1</sup> Jede miteigentumsberechtigte Person kann die gemeinsame Trennmauer erhöhen lassen, muss aber die Kosten der Erhöhung und die Unterhaltskosten des nicht gemeinsamen Teils allein tragen.

<sup>2</sup> Ist die gemeinsame Trennmauer nicht stark genug, um die Erhöhung zu ertragen, so muss die Person, die sie neu errichtet, dies ganz auf ihre Kosten tun und für die Verbreiterung ihren eigenen Grund in Anspruch nehmen. Ausserdem muss sie für einen allfälligen Schaden am Nachbargrundstück aufkommen.

<sup>3</sup> Die Nachbarin oder der Nachbar, die oder der sich nicht an der Erhöhung der gemeinsamen Trennmauer beteiligt hat, kann sich in den erhöhten Teil einkaufen, indem sie oder er die Hälfte der Errichtungskosten sowie gegebenenfalls die Hälfte des Wertes des für die Verbreiterung beanspruchten Bodens bezahlt.

**Art. 42** g) Approfondissement des fondations

<sup>1</sup> Chaque copropriétaire peut rétablir le mur mitoyen sur des fondations plus profondes; mais il ou elle doit payer seul-e le coût de ces travaux.

<sup>2</sup> Le voisin ou la voisine qui n'a pas contribué à cet ouvrage peut en acquérir la mitoyenneté en payant la moitié de la dépense.

**Art. 43** h) Parties contiguës d'un même bâtiment

<sup>1</sup> Lorsque différentes parties contiguës d'un même bâtiment appartiennent à divers propriétaires, aucun d'eux ne peut y apporter des modifications de nature à nuire aux autres.

<sup>2</sup> Les parties mitoyennes et tout ce qui intéresse également l'ensemble des propriétaires doivent être entretenus en bon état, à frais communs et proportionnellement au droit de chacun.

**Art. 44** Restrictions dans les plantations – CCS 687, 688

a) Champ d'application

<sup>1</sup> Les restrictions dans les plantations s'appliquent aux plantations volontaires ainsi qu'à celles qui ont crû spontanément.

<sup>2</sup> Elles ne s'appliquent pas aux plantations situées au bord des forêts, des ravins et sur la limite de deux pâturages alpestres. Les dispositions sur les clôtures sont en outre réservées.

<sup>3</sup> Les dispositions du droit public sont réservées.

**Art. 45** b) Distance et hauteur

<sup>1</sup> La hauteur des plantations, tels les arbres, arbustes et buissons, situées à moins de 10 mètres de la ligne séparative doit être inférieure au double de la distance séparant la ligne séparative du lieu d'implantation des végétaux.

<sup>2</sup> Lorsque le fonds voisin est une vigne, les plantations doivent être d'une hauteur inférieure à la distance séparant ledit fonds du lieu de leur implantation.

<sup>3</sup> La distance se calcule du centre du pied de la plante perpendiculairement au point de la ligne séparative le plus rapproché. Lorsque la plantation est située sur un terrain en pente, le niveau déterminant pour le calcul de la hauteur autorisée est celui du terrain en limite.

**Art. 42** g) Tieferlegung des Fundaments

<sup>1</sup> Jede miteigentumsberechtigte Person kann die Trennmauer tiefer fundamentieren lassen, muss aber allein für die Kosten aufkommen.

<sup>2</sup> Die Nachbarin oder der Nachbar, die oder der sich nicht an dieser Arbeit beteiligt hat, kann sich durch Bezahlung der Hälfte der Kosten einkaufen.

**Art. 43** h) Aneinanderstossende Teile eines Gebäudes

<sup>1</sup> Gehören verschiedene aneinanderstossende Teile eines Gebäudes verschiedenen Eigentümerinnen und Eigentümern, so darf niemand von ihnen daran Änderungen vornehmen, die den anderen schaden könnten.

<sup>2</sup> Die gemeinschaftlichen Teile und alles, was alle Eigentümerinnen und Eigentümer gleichermaßen berührt, muss instand gehalten werden, wobei alle anteilmässig dafür aufkommen.

**Art. 44** Beschränkungen in der Bepflanzung – ZGB 687, 688

a) Geltungsbereich

<sup>1</sup> Die Beschränkungen in der Bepflanzung gelten sowohl bei Anpflanzungen als auch bei wild gewachsenen Pflanzen.

<sup>2</sup> Sie gelten nicht für Bäume, die am Waldrand oder an Schluchten stehen oder Alpweiden voneinander abgrenzen. Die Bestimmungen zu den Einfriedungen bleiben zudem vorbehalten.

<sup>3</sup> Die Bestimmungen des öffentlichen Rechts bleiben vorbehalten.

**Art. 45** b) Abstand und Höhe

<sup>1</sup> Pflanzen wie Bäume, Sträucher und Büsche, die weniger als 10 m von der Grenzlinie entfernt stehen, müssen niedriger sein als der doppelte Abstand zwischen der Grenzlinie und dem Standort der Pflanzen.

<sup>2</sup> Ist das anstossende Grundstück Rebland, so müssen die Pflanzen niedriger sein als der Abstand zwischen diesem Grundstück und ihrem Standort.

<sup>3</sup> Der Abstand entspricht der kleinsten horizontalen Entfernung zwischen der Mitte des Pflanzenfusses und der Grenzlinie. Bei Pflanzen auf abfallendem Gelände wird die zulässige Höhe von der Geländehöhe bei der Grenzlinie aus gemessen.

**Art. 46** c) Coupe et suppression des plantations

Le ou la propriétaire du fonds voisin peut exiger la coupe ou, lorsque les circonstances le justifient, la suppression des plantations qui ne respectent pas les règles fixées à l'article 45, à moins que celles-ci n'aient été plantées depuis plus de vingt ans.

**Art. 47** d) Branches

<sup>1</sup> Le ou la propriétaire d'un fonds peut exiger que les branches d'arbres fruitiers qui avancent sur son fonds et lui portent préjudice soient coupées à une hauteur de 4,50 m du sol. Il ou elle peut couper les branches et exiger le paiement du travail si, après réclamation, le ou la propriétaire des arbres ne les a pas coupées dans un délai convenable.

<sup>2</sup> Les arbres ou branches coupés, arrachés ou brisés par le vent et projetés sur le fonds voisin doivent, sur demande, être enlevés incessamment par le propriétaire des arbres, à défaut de quoi le ou la propriétaire du fonds voisin peut évacuer les branches et exiger le paiement du travail.

**Art. 48** e) Arbres mitoyens

<sup>1</sup> Les arbres sur la ligne séparative appartiennent aux deux propriétaires, dans la proportion selon laquelle le tronc empiète sur l'un et l'autre des fonds.

<sup>2</sup> Chaque copropriétaire peut requérir que ces arbres soient abattus. Les dispositions de la législation en matière de protection de la nature et du paysage sont réservées.

<sup>3</sup> L'arbre abattu est partagé entre les copropriétaires, dans la proportion de leur droit.

**Art. 49** f) Dégagement des bornes

<sup>1</sup> Tous les bois situés à moins de 50 centimètres de la ligne séparative de deux fonds forestiers doivent être abattus afin que la vue d'une borne à l'autre soit libre.

<sup>2</sup> Si cette obligation n'est pas respectée, après la fixation d'un délai convenable, le ou la propriétaire du fonds voisin peut couper les bois et exiger le paiement du travail. Le bois abattu revient au ou à la propriétaire des arbres.

**Art. 46** c) Kappung und Beseitigung von Pflanzen

Die Eigentümerin oder der Eigentümer des anstossenden Grundstücks kann verlangen, dass Pflanzen, die den Vorschriften von Artikel 45 nicht entsprechen, gekappt oder, wenn die Umstände es erfordern, beseitigt werden, sofern sie nicht vor mehr als zwanzig Jahren gepflanzt worden sind.

**Art. 47** d) Äste

<sup>1</sup> Die Eigentümerin oder der Eigentümer eines Grundstücks kann verlangen, dass Äste von Obstbäumen, die auf dieses herübertagen und Schaden verursachen, bis zu einer Höhe von 4,5 m über dem Boden gekappt werden. Sie oder er kann die Äste selbst kappen und Bezahlung für die Arbeit fordern, wenn die Eigentümerin oder der Eigentümer der Bäume sie auf ihre oder seine Beschwerde hin nicht binnen angemessener Frist gekappt hat.

<sup>2</sup> Vom Wind geknickte oder abgebrochene Bäume oder Äste, die auf das Nachbargrundstück zu liegen kommen, muss die Eigentümerin oder der Eigentümer der Bäume auf Verlangen unverzüglich entfernen; andernfalls kann die Eigentümerin oder der Eigentümer des Nachbargrundstücks die Äste gegen Vergütung des Aufwands selber beseitigen.

**Art. 48** e) Grenzbäume

<sup>1</sup> Auf der Grenzlinie stehende Bäume gehören beiden grundeigentumsberechtigten Personen gemeinsam nach den Anteilen des Stamms, die auf dem einen und dem anderen Grundstück stehen.

<sup>2</sup> Beide miteigentumsberechtigten Personen können verlangen, dass diese Bäume gefällt werden. Die Bestimmungen der Gesetzgebung über den Natur- und Heimatschutz bleiben vorbehalten.

<sup>3</sup> Der gefällte Baum wird im Verhältnis der Miteigentumsanteile aufgeteilt.

**Art. 49** f) Freihaltung der Marksteine

<sup>1</sup> Alle Gehölze, die weniger als 50 cm von der Grenzlinie zwischen zwei Waldgrundstücken entfernt stehen, müssen gefällt werden, um die Sicht von einem Markstein zum nächsten freizuhalten.

<sup>2</sup> Wird dieser Pflicht auch nach Ablauf einer angemessenen Frist nicht nachgekommen, so kann die Eigentümerin oder der Eigentümer des Nachbargrundstücks die Bäume gegen Vergütung der Arbeit selber fällen. Das geschlagene Holz gehört der Eigentümerin oder dem Eigentümer der Bäume.

**Art. 50** Conduites – CCS 691

<sup>1</sup> A moins d'urgence, les travaux que nécessitent les conduites ne doivent être exécutés qu'en morte saison sur les fonds traversés.

<sup>2</sup> Si l'ouvrage est en mauvais état, les propriétaires des fonds servants peuvent exiger que l'entretien de la conduite soit effectué pour garantir l'utilisation et la sécurité de leur bien-fonds.

**Art. 51** Droits de passage – CCS 695

a) Pour l'exploitation du sol

<sup>1</sup> Un droit de passage peut être requis pour l'exploitation de tous les produits du sol, des forêts et même des arbres isolés que l'on ne peut enlever que par les fonds voisins.

<sup>2</sup> Le ou la propriétaire peut, moyennant avis préalable, utiliser les terres voisines pour le transport des fourrages et l'enlèvement des bois d'une forêt ou d'arbres isolés, à la condition de ne le faire que durant la morte saison, par le trajet le plus court et moyennant, s'il y a lieu, dédommagement équitable au ou à la propriétaire des fonds utilisés.

<sup>3</sup> Le glissement et le dévalage des bois, à travers le fonds d'autrui, ne peuvent avoir lieu que moyennant réparation du dommage et lorsque l'utilisation d'autres moyens de transport serait disproportionnée.

**Art. 52** b) A char – CCS 695, 740

<sup>1</sup> Le droit de passage à char implique le droit de passer à pied et avec des chevaux ou du bétail ainsi qu'avec les véhicules à moteur servant aux travaux d'exploitation.

<sup>2</sup> Si le chemin est marqué, mais non borné ni autrement limité, il doit être large de 4 mètres dans les contours et de 3 mètres partout ailleurs. Toutefois les largeurs valables lors de la constitution de la servitude restent applicables, sauf convention, décision judiciaire ou usage contraires.

<sup>3</sup> L'octroi d'un passage nécessaire demeure réservé.

**Art. 53** c) Construction et entretien d'une clôture – CCS 695

Le ou la propriétaire d'une clôture ou construction élevée à la limite de son terrain peut, si cela est nécessaire, pour l'édifier, la restaurer ou la reconstruire, emprunter le fonds voisin, moyennant avis préalable et réparation du dommage causé.

**Art. 50** Durchleitungen – ZGB 691

<sup>1</sup> Abgesehen von dringlichen Fällen müssen die für die Durchleitung erforderlichen Arbeiten auf den in Anspruch genommenen Grundstücken ausserhalb der Vegetationsperiode ausgeführt werden.

<sup>2</sup> Ist die Leitung in schlechtem Zustand, so können die Eigentümer der belasteten Grundstücke verlangen, dass ein Unterhalt der Leitung durchgeführt wird, um die Nutzung und die Sicherheit ihrer Liegenschaft zu gewährleisten.

**Art. 51** Wegrechte – ZGB 695

a) Zur Bewirtschaftung

<sup>1</sup> Ein Wegrecht kann für alle Erträge des Bodens und der Wälder, selbst für einzelne Bäume, die man nur durch die anstossenden Grundstücke wegschaffen kann, in Anspruch genommen werden.

<sup>2</sup> Die Eigentümerin oder der Eigentümer kann nach vorausgegangener Mitteilung das anstossende Gelände zum Wegschaffen von Futter sowie von Holz aus einem Wald oder von einzelnen Bäumen benutzen, sofern sie oder er es ausserhalb der Vegetationsperiode und auf dem kürzesten Weg tut und gegebenenfalls die Eigentümerin oder den Eigentümer des in Anspruch genommenen Landes angemessen entschädigt.

<sup>3</sup> Holz darf nur über Grundstücke anderer geschleift oder heruntergelassen werden, wenn der Schaden wiedergutmacht wird und der Einsatz anderer Transportmittel unverhältnismässig wäre.

**Art. 52** b) Mit Wagen – ZGB 695, 740

<sup>1</sup> Das Durchfahrtsrecht umfasst das Recht, zu Fuss durchzugehen, Pferde und Vieh durchzutreiben und mit Motorfahrzeugen, die der Bewirtschaftung dienen, durchzufahren.

<sup>2</sup> Ist der Wegverlauf zwar festgelegt, aber weder mit Grenzzeichen noch auf andere Art abgegrenzt, so muss der Weg in den Kurven 4 m und sonst überall 3 m breit sein. Die bei der Errichtung der Dienstbarkeit vorgeschriebenen Breiten gelten aber weiterhin, sofern keine abweichende Vereinbarung, gerichtliche Entscheidung oder Übung besteht.

<sup>3</sup> Die Einräumung eines Notwegs bleibt vorbehalten.

**Art. 53** c) Bau und Unterhalt einer Einfriedung – ZGB 695

Wer an einer Einfriedung oder Baute auf der Grenze seines Grundstücks eigentumsberechtigt ist, kann zur Errichtung, Ausbesserung oder Neuerstellung wenn nötig das Nachbargrundstück in Anspruch nehmen, sofern er dies zuvor ankündigt und den Schaden wiedergutmacht.

**Art. 54** Chemins ruraux – CCS 695, 740

<sup>1</sup> Les chemins ruraux sont ceux qui ne servent qu'à l'exploitation de fonds déterminés.

<sup>2</sup> L'usage en appartient aux propriétaires de ces fonds ou à leurs ayants droit. Toutefois, le ou la propriétaire d'un fonds qui ne peut être commodément exploité que par un chemin rural dont il ou elle n'a pas l'usage est admis-e à utiliser ce chemin, moyennant le paiement d'une indemnité aux ayants droit.

**Art. 55** Chemins et sentiers publics – CCS 695, 740

Les chemins publics de dévestiture et les sentiers publics sont régis par la législation sur les routes.

**Art. 56** Sentier privé – CCS 695, 740

<sup>1</sup> Le sentier privé ne peut être utilisé que par la personne qui y a droit pour l'exploitation d'un fonds, à l'exclusion des véhicules, des chars, des chevaux et du bétail.

<sup>2</sup> Il doit être large de 90 centimètres.

**Art. 57** Clôtures – CCS 697

a) Principe

<sup>1</sup> Le ou la propriétaire d'un fonds est libre de le clore, sous réserve du passage nécessaire, des droits acquis et des restrictions prescrites par la loi.

<sup>2</sup> Le ou la propriétaire d'un pâturage est tenu-e de le clore de telle manière que le bétail ne puisse pénétrer sur un fonds voisin. Est considéré comme pâturage tout fonds servant principalement à faire brouter le bétail laissé en liberté.

**Art. 58** b) Haies vives

<sup>1</sup> A moins d'entente entre les propriétaires voisins, la haie vive n'est plantée qu'à 60 centimètres de la ligne séparative des fonds. Si elle doit servir de clôture entre deux pâturages, elle peut être plantée dans l'alignement des bornes.

<sup>2</sup> La haie vive ne peut excéder 120 centimètres de hauteur après la tonte, qui doit s'effectuer au moins tous les deux ans ou, si la haie sépare deux pâturages, tous les quatre ans.

**Art. 54** Feldwege – ZGB 695, 740

<sup>1</sup> Feldwege sind Wege, die nur zur Bewirtschaftung bestimmter Grundstücke dienen.

<sup>2</sup> Ihre Benutzung steht den Eigentümerinnen und Eigentümern dieser Grundstücke oder durch sie berechtigten Personen zu. Kann ein Grundstück nur über einen Feldweg bequem bewirtschaftet werden, dessen Benutzung der Eigentümerin oder dem Eigentümer dieses Grundstücks nicht zusteht, so kann auch sie oder er gegen Entschädigung an die Berechtigten den Weg benutzen.

**Art. 55** Öffentliche Wege – ZGB 695, 740

Die öffentlichen Flurwege und Fusswege werden in der Gesetzgebung über die Strassen geregelt.

**Art. 56** Privatfussweg – ZGB 695, 740

<sup>1</sup> Der Privatfussweg darf nur von der Person benutzt werden, die zur Bewirtschaftung eines Grundstücks dazu berechtigt ist; die Benutzung mit Fahrzeugen, Wagen, Pferden und Vieh ist ausgeschlossen.

<sup>2</sup> Er muss 90 cm breit sein.

**Art. 57** Einfriedungen – ZGB 697

a) Grundsatz

<sup>1</sup> Der Eigentümerin oder dem Eigentümer eines Grundstücks steht es frei, dieses einzufrieden; der Notweg, wohlerworbene Rechte und gesetzlich vorgeschriebene Beschränkungen bleiben vorbehalten.

<sup>2</sup> Die Eigentümerin oder der Eigentümer von Weideland muss dieses so einfrieden, dass das Vieh nicht auf ein Nachbargrundstück hinübergelangen kann. Als Weideland gelten Grundstücke, die hauptsächlich dazu dienen, Vieh frei grasen zu lassen.

**Art. 58** b) Lebhäge

<sup>1</sup> Ein Lebhag darf nicht näher als 60 cm von der Grenzlinie gepflanzt werden, es sei denn, es bestehe eine abweichende Vereinbarung. Er darf auf der Grenzlinie stehen, wenn er Weidelandparzellen voneinander abgrenzt.

<sup>2</sup> Lebhäge dürfen nach dem Zurückschneiden nicht höher als 120 cm sein; sie müssen mindestens alle zwei Jahre oder, wenn sie Weidegrundstücke abgrenzen, alle vier Jahre zurückgeschnitten werden.



<sup>3</sup> Le voisin ou la voisine a toujours le droit d'élaguer les branches de la haie qui avancent sur son fonds.

<sup>4</sup> La législation sur les routes demeure réservée pour les haies vives qui bordent les routes publiques.

**Art. 59** c) En limites

<sup>1</sup> Toute clôture, hormis la haie vive, peut être établie dans l'alignement des bornes, à condition de ne pas excéder 120 centimètres de hauteur. Si elle doit dépasser ce maximum, elle sera reculée de la distance correspondant au résultat de la différence entre la hauteur maximale autorisée (120 cm) et la hauteur effective de la clôture. Ces restrictions ne concernent pas la clôture des cours, jardins et pâturages, qui peut être surélevée suivant les besoins.

<sup>2</sup> Le voisin ou la voisine acquiert la mitoyenneté de tout ou partie de la clôture en payant la moitié de la valeur de la partie mitoyenne et du sol qu'elle occupe.

<sup>3</sup> Le ou la propriétaire d'un fonds attenant à un pâturage, qui convertit son fonds en pâturage, doit acheter la mitoyenneté de la clôture autre qu'une haie vive, au prix d'une équitable estimation.

**Art. 60** d) Fossé

<sup>1</sup> Le fossé de clôture doit être creusé de manière que le bord extérieur se trouve dans l'alignement des bornes et forme, du côté du fonds voisin, un talus dont la base est égale à la hauteur, à moins qu'il n'y ait des ouvrages de soutènement suffisants pour empêcher l'éboulement de terres.

<sup>2</sup> Les terres doivent être jetées du côté de la personne qui creuse le fossé.

**Art. 61** e) Entretien

<sup>1</sup> Toute clôture mitoyenne doit être entretenue à frais communs.

<sup>2</sup> Le ou la propriétaire du fossé mitoyen ne peut pas se soustraire à cette obligation en renonçant à la mitoyenneté quand le fossé sert à l'assainissement de son fonds.

**Art. 62** f) Suppression

<sup>1</sup> Le ou la propriétaire d'une haie mitoyenne dont le fonds a cessé d'être un pâturage depuis plus d'une année et le ou la propriétaire d'une haie mitoyenne qui n'est pas tenu-e de clore son fonds peuvent renoncer à la mitoyenneté de la haie, sans cependant pouvoir exiger qu'elle soit supprimée.

<sup>3</sup> Die Nachbarin oder der Nachbar hat stets das Recht, die Äste des Lebhags, die auf ihr oder sein Grundstück herüberhängen, zu kappen.

<sup>4</sup> Für Lebhäge entlang öffentlicher Strassen bleibt die Strassengesetzgebung vorbehalten.

**Art. 59** c) Auf der Grenzlinie

<sup>1</sup> Andere Einfriedungen als Lebhäge dürfen auf der Grenzlinie erstellt werden, sofern sie nicht höher als 120 cm sind. Eine höhere Einfriedung ist zulässig, wenn sie um so viel, wie sie die gesetzliche Höhe (120 cm) übersteigt, von der Grenze zurückgesetzt wird. Diese Beschränkungen gelten nicht für Einfriedungen von Höfen, Gärten und Weiden, die je nach Bedarf höher sein können.

<sup>2</sup> Die Nachbarin oder der Nachbar erwirbt das Miteigentum an der ganzen oder an einem Teil der Einfriedung, wenn sie oder er die Hälfte des Wertes des betreffenden Teils sowie des Bodens, auf dem sie sich befindet, bezahlt.

<sup>3</sup> Wer ein an Weideland anstossendes Grundstück in Weideland umwandelt, muss sich gegen eine angemessene Kostenbeteiligung in die Einfriedung einkaufen, sofern diese kein Lebhag ist.

**Art. 60** d) Grenzgraben

<sup>1</sup> Ein Grenzgraben muss so ausgehoben werden, dass der äussere Rand die Grenzlinie bildet und zum Nachbargrundstück hin eine Böschung angelegt wird, deren Grundlinie gleich der Höhe ist, es sei denn, ausreichende Stützwerke verhindern das Abrutschen der Erde.

<sup>2</sup> Der Aushub muss auf dem Grundstück, auf dem der Graben erstellt wird, gelagert werden.

**Art. 61** e) Unterhalt

<sup>1</sup> Im Miteigentum befindliche Einfriedungen müssen auf gemeinsame Kosten unterhalten werden.

<sup>2</sup> Dient ein gemeinschaftlicher Graben zur Entwässerung von Grundstücken, so kann eine begünstigte Person sich nicht dadurch von der Unterhaltungspflicht befreien, dass sie auf ihr Miteigentum verzichtet.

**Art. 62** f) Beseitigung

<sup>1</sup> Wer Miteigentum an einer gemeinschaftlichen Hecke hat und entweder sein Grundstück seit über einem Jahr nicht mehr als Weideland nutzt oder nicht zur Einfriedung seines Grundstücks verpflichtet ist, kann auf sein Miteigentum verzichten, aber nicht die Beseitigung der Hecke verlangen.

<sup>2</sup> Si la haie mitoyenne est une haie vive, ils peuvent couper les branches qui avancent sur leur fonds, sans que le ou la propriétaire du fonds voisin puisse être astreint-e à enlever la haie ou à la remplacer par une autre clôture.

<sup>3</sup> Si la haie entre deux fonds de même nature est supprimée du consentement des deux propriétaires, ils en font le partage, à moins de droits acquis.

**Art. 63** g) Abandon

<sup>1</sup> Si l'un des fonds seulement est un pâturage ou si les fonds séparés ne sont ni l'un ni l'autre des pâturages, le ou la propriétaire du fonds grevé de la charge de clore peut s'en affranchir en abandonnant la clôture mise en bon état selon l'usage local et en payant au voisin ou à la voisine une indemnité équivalant à douze ans d'entretien.

<sup>2</sup> En cas de difficulté, le montant de cette indemnité est fixé par expertise.

<sup>3</sup> Cette prescription n'est pas valable si l'obligation de clore résulte soit d'une convention, soit d'une disposition expresse de la loi.

**Art. 64** h) Présomption de propriété

<sup>1</sup> Le mur de clôture entre deux fonds de niveau, mais de différente nature, est présumé appartenir exclusivement au ou à la propriétaire du fonds le plus précieux dans l'ordre qui suit: le jardin, la vigne, le verger, le pré, le champ, le bois.

<sup>2</sup> Le mur de clôture, si les fonds ne sont pas de niveau et s'il soutient le terrain du fonds le plus élevé, est présumé appartenir exclusivement au ou à la propriétaire de ce fonds.

<sup>3</sup> Le fossé de clôture est présumé appartenir exclusivement à la personne du côté de laquelle a été fait le rejet de la terre.

<sup>4</sup> La haie entre deux fonds de différente nature, à l'exception du pâturage, est présumée appartenir au ou à la propriétaire du fonds le plus précieux.

<sup>5</sup> La haie entre un pâturage et un fonds d'une autre nature est présumée appartenir au ou à la propriétaire du pâturage.

<sup>2</sup> Ist die gemeinsame Hecke ein Lebhag, so können diese Personen zudem die Äste, die auf ihr Grundstück herüberhängen, kappen, können aber von der Eigentümerin oder vom Eigentümer des Nachbargrundstücks nicht verlangen, den Hag zu beseitigen oder ihn durch eine andere Einfriedung zu ersetzen.

<sup>3</sup> Wird eine Hecke zwischen zwei Grundstücken verschiedener Natur im gegenseitigen Einverständnis der beiden Eigentümersberechtigten beseitigt, so teilen sie sie unter sich auf, sofern nicht wohlerworbene Rechte entgegenstehen.

**Art. 63** g) Überlassung

<sup>1</sup> Ist bloss eines oder keines der benachbarten Grundstücke Weideland, so kann die Eigentümerin oder der Eigentümer des Grundstücks, das mit der Einfriedungspflicht belastet ist, sich von dieser befreien, indem sie oder er die Einfriedung, gemäss Ortsgebrauch instand gestellt, der Nachbarin oder dem Nachbarn überlässt und ihr oder ihm eine Entschädigung zahlt, die die Unterhaltskosten während zwölf Jahren deckt.

<sup>2</sup> Im Streitfall wird die Höhe der Entschädigung durch ein Gutachten festgesetzt.

<sup>3</sup> Diese Bestimmung gilt nicht, wenn die Einfriedungspflicht auf einer Vereinbarung oder einer ausdrücklichen Gesetzesbestimmung beruht.

**Art. 64** h) Eigentumsvermutung

<sup>1</sup> Trennt eine Grenzmauer zwei Grundstücke gleicher Höhenlage, aber verschiedener Natur, so gilt die Mauer als ausschliessliches Eigentum der Eigentümerin oder des Eigentümers des wertvolleren Grundstücks; dieses bestimmt sich nach folgender Rangordnung: Gemüsegarten, Weinberg, Obstgarten, Wiese, Acker, Wald.

<sup>2</sup> Haben die Nachbargrundstücke nicht dieselbe Höhenlage und stützt die Grenzmauer das Erdreich des höher gelegenen Grundstücks, so gilt die Mauer als ausschliessliches Eigentum der Eigentümerin oder des Eigentümers dieses Grundstücks.

<sup>3</sup> Ein Grenzgraben gilt als ausschliessliches Eigentum der Person, auf deren Grundstück der Aushub liegt.

<sup>4</sup> Eine Hecke zwischen zwei Grundstücken verschiedener Natur mit Ausnahme von Weideland gilt als Eigentum der Eigentümerin oder des Eigentümers des wertvolleren Grundstücks.

<sup>5</sup> Eine Hecke zwischen Weideland und einem Grundstück anderer Natur gilt als Eigentum der Eigentümerin oder des Eigentümers des Weidelandes.

**Art. 65** Mise à ban – CCS 699; CPC 248 let. c, 258ss

<sup>1</sup> Le ou la juge de paix statue sur les demandes de mise à ban. L'autorisation du service compétent en matière de signalisation routière est réservée.

<sup>2</sup> Le président ou la présidente du tribunal d'arrondissement statue sur l'action en validation de la mise à ban consécutive à une opposition.

<sup>3</sup> L'amende est prononcée par le préfet conformément à la loi sur la justice.

**Art. 66** Eaux de ruissellement – CCS 664, 689 al. 3, 704

Les eaux de pluie, de neige ou d'égout répandues ou rassemblées dans un fonds constituent une partie intégrante de ce fonds.

**Art. 67** Canal collecteur – CCS 691, 692 al. 1, 702

a) Principe

<sup>1</sup> Le ou la propriétaire du fonds supérieur, qui veut construire dans le fonds inférieur un canal collecteur, peut devoir lui donner une longueur et une section telles que le ou la propriétaire du fonds inférieur puisse s'en servir pour le dessèchement de son terrain sans nuire au dessèchement du fonds supérieur. Le ou la propriétaire du fonds inférieur doit supporter les frais qu'entraîne l'augmentation de la section ou du parcours du canal.

<sup>2</sup> Le ou la propriétaire du fonds supérieur qui veut utiliser un collecteur du fonds inférieur doit indemniser de ses frais le ou la propriétaire du fonds inférieur et, en cas de besoin, augmenter à ses frais la section du collecteur.

<sup>3</sup> Le ou la propriétaire du fonds inférieur peut utiliser, pour l'assainissement de son fonds, le collecteur construit par le ou la propriétaire du fonds supérieur, à condition, en cas de besoin, de donner, à ses frais, au collecteur la longueur et la section nécessaires.

**Art. 68** b) Entretien et transformation

<sup>1</sup> Les frais d'entretien du collecteur commun sont répartis dans la même proportion que les frais d'établissement.

<sup>2</sup> Si le collecteur commun devient insuffisant par suite de nouveaux travaux effectués par l'un ou l'autre des propriétaires, il est transformé aux frais de la personne qui a fait exécuter les travaux.

**Art. 65** Gerichtliches Verbot – ZGB 699; ZPO 248 Bst. c, 258 ff.

<sup>1</sup> Die Friedensrichterin oder der Friedensrichter entscheidet über den Antrag, ein gerichtliches Verbot zu erlassen. Die Bewilligung des für die Strassensignalisation zuständigen Amtes bleibt vorbehalten.

<sup>2</sup> Die Präsidentin oder der Präsident des Bezirksgerichts entscheidet über die Klage zur Durchsetzung eines gerichtlichen Verbots, gegen das Einsprache erhoben wurde.

<sup>3</sup> Die Busse wird von der Oberamtsperson nach dem Justizgesetz ausgesprochen.

**Art. 66** Niederschlagswasser – ZGB 664, 689 Abs. 3, 704

Das Regen-, Schmelz- und Dachrinnenwasser, das sich auf einem Grundstück ausbreitet oder ansammelt, ist Bestandteil dieses Grundstücks.

**Art. 67** Sammelkanal – ZGB 691, 692 Abs. 1, 702

a) Grundsatz

<sup>1</sup> Will die Eigentümerin oder der Eigentümer eines höher gelegenen Grundstücks auf dem tiefer liegenden Nachbargrundstück einen Sammelkanal anlegen, so kann sie oder er verpflichtet werden, Länge und Breite so zu wählen, dass auch das untere Grundstück entwässert werden kann, falls dies die Entwässerung des oberen Grundstücks nicht beeinträchtigt. Die Kosten für die entsprechende Verbreiterung und Verlängerung des Kanals trägt die Eigentümerin oder der Eigentümer des unteren Grundstücks.

<sup>2</sup> Will die Eigentümerin oder der Eigentümer des oberen Grundstücks einen Sammelkanal des unteren Grundstücks benutzen, so muss sie oder er die Eigentümerin oder den Eigentümer des unteren Grundstücks entschädigen und den Kanal wenn nötig auf eigene Kosten verbreitern.

<sup>3</sup> Die Eigentümerin oder der Eigentümer des unteren Grundstücks darf zu dessen Entwässerung den von der Eigentümerin oder vom Eigentümer des oberen Grundstücks erstellten Sammelkanal verwenden, falls sie oder er den Kanal wenn nötig auf eigene Kosten vergrössert.

**Art. 68** b) Unterhalt und Ausbau

<sup>1</sup> Die Kosten für den Unterhalt des Sammelkanals werden im selben Verhältnis getragen wie die Erstellungskosten.

<sup>2</sup> Erweist sich der gemeinschaftliche Sammelkanal infolge neuer Arbeiten einer der beiden eigentumsberechtigten Personen als ungenügend, so muss diese die Kosten des Ausbaus allein tragen.

**Art. 69** Choses trouvées – CCS 720 à 722

<sup>1</sup> L'Etat, en collaboration avec les communes, met en place un système simple et efficace pour assurer la collecte des avis relatifs aux choses trouvées, pour gérer l'éventuel dépôt de ces choses et pour permettre aux ayants droit de les récupérer.

<sup>2</sup> Le Conseil d'Etat adopte les dispositions réglementaires nécessaires. Celles-ci désignent notamment l'autorité cantonale compétente pour autoriser la vente d'une chose trouvée et les organes chargés de procéder à la vente des choses non réclamées. Elles peuvent autoriser la remise gratuite à des tiers ou la destruction de choses non réclamées, lorsqu'elles n'ont pas ou peu de valeur marchande.

<sup>3</sup> L'autorité compétente pour recevoir les annonces d'animaux trouvés est le service chargé des affaires vétérinaires.

## SECTION 2

### Autres droits réels

**Art. 70** Aides à l'agriculture – CCS 799 al. 2

<sup>1</sup> L'acte constitutif des droits de gages immobiliers destinés à garantir les prêts accordés au titre d'aides structurelles à l'agriculture (crédits d'investissements fédéraux et prêts du Fonds rural) et d'aides aux exploitations paysannes est passé en la forme authentique simplifiée par le conservateur ou la conservatrice du registre foncier.

<sup>2</sup> Les opérations relatives à la constitution de ces droits de gages, sous forme d'hypothèques, sont exemptées des droits sur les gages immobiliers.

**Art. 71** Purge hypothécaire – CCS 828, 829

<sup>1</sup> L'offre de purge est faite par l'intermédiaire du conservateur ou de la conservatrice du registre foncier. Dès qu'elle est parvenue au conservateur ou à la conservatrice, elle ne peut plus être retirée qu'avec le consentement unanime des créanciers et créancières.

<sup>2</sup> Le conservateur ou la conservatrice dresse un état des répartitions de la somme offerte. Il ou elle le transmet avec un extrait de l'acte d'aliénation de l'immeuble aux créanciers et créancières, les somme de déclarer dans le mois s'ils ou si elles exigent la vente aux enchères publiques et fixe le montant des frais qu'ils ou elles doivent éventuellement avancer.

**Art. 69** Fundsachen – ZGB 720–722

<sup>1</sup> Der Staat richtet zusammen mit den Gemeinden ein einfaches und wirksames System ein, um das Zusammentragen der Fundanzeigen sicherzustellen, die allfällige Aufbewahrung der Fundsachen zu verwalten und den berechtigten Personen zu ermöglichen, diese zurückzuerhalten.

<sup>2</sup> Der Staatsrat erlässt die nötigen Ausführungsbestimmungen. Diese bezeichnen insbesondere die kantonale Behörde, die zuständig ist, den Verkauf einer Fundsache zu bewilligen, und die Organe, die die nicht zurückverlangten Sachen verkaufen. Die Bestimmungen können vorsehen, dass nicht zurückverlangte Sachen ohne oder mit geringem Handelswert Dritten kostenlos überlassen oder vernichtet werden.

<sup>3</sup> Zuständige Behörde für die Meldung gefundener Tiere ist das für das Veterinärwesen zuständige Amt.

## 2. ABSCHNITT

### Beschränkte dingliche Rechte

**Art. 70** Strukturhilfen für die Landwirtschaft – ZGB 799 Abs. 2

<sup>1</sup> Bei Grundpfandrechten zur Sicherung von Darlehen, die als Strukturhilfen für die Landwirtschaft (Investitionskredite des Bundes und Darlehen des Landwirtschaftsfonds) oder als Betriebshilfen gewährt wurden, wird die Errichtungsurkunde von der Grundbuchverwalterin oder vom Grundbuchverwalter in vereinfachter Form öffentlich beurkundet.

<sup>2</sup> Die Verrichtungen zur Bestellung dieser Pfandrechte in Form von Grundpfandverschreibungen sind von den Grundpfandrechtssteuern befreit.

**Art. 71** Einseitige Ablösung von Pfandrechten – ZGB 828, 829

<sup>1</sup> Das Ablösungsangebot erfolgt über die Grundbuchverwalterin oder den Grundbuchverwalter. Ist das Angebot einmal der Grundbuchverwalterin oder dem Grundbuchverwalter zugekommen, so kann es nur noch im Einverständnis sämtlicher Gläubiger zurückgezogen werden.

<sup>2</sup> Die Grundbuchverwalterin oder der Grundbuchverwalter setzt den Verteilungsplan für die angebotene Summe fest und unterbreitet ihn den Gläubigern zugleich mit einem Auszug des Veräusserungsakts der Liegenschaft und der Aufforderung, sich innert Monatsfrist zu erklären, ob sie die Versteigerung der Liegenschaft verlangen. Für diesen Fall bestimmt sie oder er die Höhe des Vorschusses, den die Gläubiger zur Deckung der allfälligen Kosten zu hinterlegen haben.

<sup>3</sup> Si la vente a été requise et l'avance de frais effectuée, le conservateur ou la conservatrice avise le ou la juge de paix, qui pourvoit aux publications nécessaires, fait procéder aux enchères et transmet au conservateur ou à la conservatrice le procès-verbal avec les sommes encaissées, défalcation faite des frais, s'il y a lieu.

<sup>4</sup> Aussitôt que les fonds ont été remis aux créanciers et créancières, le conservateur ou la conservatrice radie les hypothèques.

#### **Art. 72** Répartition de la garantie hypothécaire – CCS 832 à 834

<sup>1</sup> En cas de parcellement de l'immeuble grevé, les droits de gages sont reportés sur les feuillets de toutes les nouvelles parcelles. Toutefois, si celles-ci appartiennent à plusieurs propriétaires qui ne sont pas tenus solidairement et à défaut d'entente entre les personnes intéressées, le conservateur ou la conservatrice du registre foncier procède à la répartition de la garantie entre les diverses parcelles. Il ou elle en informe toutes les personnes intéressées qui ont dix jours pour présenter leurs observations. Ce délai expiré, le conservateur ou la conservatrice arrête la répartition et la communique aux créanciers et créancières par lettre recommandée.

<sup>2</sup> Le créancier ou la créancière qui n'accepte pas cette répartition doit, dans le mois qui suit la communication, exiger le remboursement de la dette, par l'entremise du conservateur ou de la conservatrice. Après l'expiration du délai, si le créancier ou la créancière a gardé le silence, la répartition est inscrite au registre foncier.

#### **Art. 73** Hypothèques légales – CCS 836

<sup>1</sup> La garantie par hypothèque légale des créances de droit public est fondée sur les lois spéciales.

<sup>2</sup> Les hypothèques légales existent sans inscription. Le créancier ou la créancière peut toutefois décider de l'inscription; la réquisition est faite par le créancier ou la créancière ou par le service chargé de l'encaissement.

<sup>3</sup> Les hypothèques légales priment les droits de gages conventionnels et concourent à parité de rang entre elles.

<sup>4</sup> Les dispositions légales contraires sont réservées.

<sup>3</sup> Wird innert der gesetzten Frist unter Hinterlegung der mutmasslichen Kosten die Versteigerung verlangt, so gibt die Grundbuchverwalterin oder der Grundbuchverwalter der Friedensrichterin oder dem Friedensrichter des Ortes, wo sich die Liegenschaft befindet, davon Kenntnis. Die Friedensrichterin oder der Friedensrichter schreitet zu den notwendigen Veröffentlichungen, hält die Versteigerung ab und übermittelt der Grundbuchverwalterin oder dem Grundbuchverwalter das Protokoll darüber samt dem Erlös, abzüglich allfälliger Kosten.

<sup>4</sup> Nach Bezahlung der Beträge an die Gläubiger löscht die Grundbuchverwalterin oder der Grundbuchverwalter die Pfandrechte.

#### **Art. 72** Verteilung der Pfandhaft – ZGB 832–834

<sup>1</sup> Wird ein Grundstück zerstückelt, so werden die Pfandrechte auf die Grundbuchblätter aller neuen Stücke übertragen. Gehören diese jedoch verschiedenen Eigentümerinnen oder Eigentümern, die nicht solidarisch haften, und kommt zwischen den Eigentümerinnen oder Eigentümern der Stücke keine Einigung über die Verteilung der Pfandhaft zustande, so nimmt sie die Grundbuchverwalterin oder der Grundbuchverwalter vor. Hierauf ladet sie oder er die Beteiligten ein, innert zehn Tagen allfällige Einwendungen zu erheben. Nach Ablauf der Frist macht die Grundbuchverwalterin oder der Grundbuchverwalter die endgültige Verteilung und teilt sie den Gläubigern mit eingeschriebenem Brief mit.

<sup>2</sup> Die Gläubigerin oder der Gläubiger, die oder der den Verteilungsvorschlag nicht annimmt, muss innert Monatsfrist durch die Grundbuchverwalterin oder den Grundbuchverwalter die Rückzahlung der Forderung verlangen. Macht sie oder er innert der Frist keine Mitteilung, so tritt der Verteilungsvorschlag in Kraft und wird in das Grundbuch eingetragen.

#### **Art. 73** Gesetzliches Pfandrecht – ZGB 836

<sup>1</sup> Die Sicherung der öffentlich-rechtlichen Forderungen mit gesetzlichem Pfandrecht beruht auf den Spezialgesetzen.

<sup>2</sup> Die gesetzlichen Pfandrechte bestehen ohne Eintragung ins Grundbuch. Der Gläubiger kann jedoch die Eintragung verlangen. Das Eintragungsbegehren wird vom Gläubiger oder vom für das Inkasso zuständigen Amt gestellt.

<sup>3</sup> Die gesetzlichen Pfandrechte sind unter sich im selben Rang und geniessen Vorrang gegenüber allen vertraglichen Pfandrechten.

<sup>4</sup> Die anderslautenden Gesetzesbestimmungen bleiben vorbehalten.

**Art. 74** Gages sur le bétail – CCS 885

<sup>1</sup> La Direction chargée des affaires agricoles est l'autorité cantonale de surveillance en matière de crédits garantis par des gages sur le bétail. Elle est compétente pour octroyer l'autorisation d'accorder de tels crédits.

<sup>2</sup> Elle désigne les personnes chargées d'exercer en ce domaine les tâches attribuées par le droit fédéral à l'inspecteur ou l'inspectrice du bétail.

<sup>3</sup> Le registre des inscriptions est tenu par le ou la préposé-e de l'office des poursuites.

**Art. 75** Prêts sur gages – CCS 907

<sup>1</sup> L'autorisation d'exercer le métier de prêteur sur gages n'est accordée qu'à des établissements publics du canton, à des communes ou à des entreprises d'utilité générale qui offrent des garanties suffisantes et dans le cas seulement où la création d'un établissement de prêts sur gages répondrait à un besoin constaté.

<sup>2</sup> Les établissements autorisés sont astreints à payer une taxe, à tenir une comptabilité régulière et à présenter un rapport annuel. Les autres règles concernant l'organisation, la comptabilité et le contrôle de ces établissements, la forme des reçus et le tarif des émoluments sont fixées par une ordonnance du Conseil d'Etat.

<sup>3</sup> La Direction chargée de la police du commerce exerce la surveillance en ce domaine.

## CHAPITRE 6

### Droit des obligations

**Art. 76** Vente d'alcool à crédit – CO 186

Une action en justice est exclue pour le recouvrement des créances résultant de la vente à crédit de boissons alcoolisées. Cette disposition n'est toutefois pas applicable aux créances envers le ou la propriétaire d'un établissement dans lequel loge le débiteur ou la débitrice.

**Art. 77** Commerce du bétail – CO 202

Le président ou la présidente du tribunal d'arrondissement dirige la procédure préliminaire en cas de garantie dans le commerce du bétail.

**Art. 74** Viehverpfändung – ZGB 885

<sup>1</sup> Die für Landwirtschaftsfragen zuständige Direktion ist die kantonale Aufsichtsbehörde für Kredite, die durch Pfandrechte an Vieh gesichert werden. Sie ist zuständig für die Erteilung der Ermächtigung, solche Kredite zu gewähren.

<sup>2</sup> Sie bezeichnet die Personen, die in diesem Bereich die Aufgaben ausüben, die das Bundesrecht der Viehinspektorin oder dem Viehinspektor überträgt.

<sup>3</sup> Das Verschreibungsprotokoll wird von der Betreibungsbeamten oder vom Betreibungsbeamten geführt.

**Art. 75** Pfandleihe – ZGB 907

<sup>1</sup> Die Bewilligung zur Ausübung des Pfandleihgewerbes wird nur an öffentliche Anstalten des Kantons, an Gemeinden oder an gemeinnützige Unternehmungen, die die nötige Sicherheit bieten, erteilt und nur, falls die Errichtung einer Pfandleihanstalt einem ausgewiesenen Bedürfnis entspricht.

<sup>2</sup> Die Pfandleihanstalten sind verpflichtet, eine Gebühr zu entrichten, ihre Geschäftsbücher ordnungsmässig zu führen und jährlich Bericht zu erstatten. Die übrigen Vorschriften über Organisation, Buchführung und Beaufsichtigung dieser Anstalten sowie über die Form der Empfangsscheine und die Höhe der Gebühren werden in einer Verordnung des Staatsrats geregelt.

<sup>3</sup> Die für die Gewerbepolizei zuständige Direktion übt die Aufsicht in diesem Bereich aus.

## 6. KAPITEL

### Obligationenrecht

**Art. 76** Alkoholverkauf auf Kredit – OR 186

<sup>1</sup> Forderungen aus dem Verkauf alkoholischer Getränke, die in einer Gaststätte auf Kredit verkauft werden, sind nicht klagbar. Diese Bestimmung gilt jedoch nicht für Forderungen gegenüber der Eigentümerin oder dem Eigentümer einer Gaststätte, in der die Schuldnerin oder der Schuldner untergebracht ist.

**Art. 77** Viehhandel – OR 202

Die Präsidentin oder der Präsident des Bezirksgerichts leitet das Vorverfahren bei der Gewährleistung für Mängel beim Viehhandel.

**Art. 78** Enchères publiques volontaires – CO 229ss

a) Autorité compétente

<sup>1</sup> Les enchères publiques volontaires se déroulent sous l'autorité d'un huissier ou d'une huissière de justice ou d'un ou d'une notaire, rémunérés au tarif officiel.

<sup>2</sup> Cette personne veille à la régularité des opérations, établit ou contrôle les conditions de vente et le procès-verbal. Elle assure ou délègue la direction des enchères, à moins que le vendeur ou la vendeuse n'assume personnellement cette fonction ou ne mandate une tierce personne pour le faire.

**Art. 79** b) Publication

<sup>1</sup> La vente est annoncée au moins une semaine à l'avance dans la Feuille officielle.

<sup>2</sup> La publication contient notamment la description générale des objets mis en vente, le lieu, le jour et l'heure de la vente ainsi que l'endroit où les conditions de vente peuvent être consultées dès le jour de la publication.

<sup>3</sup> Si la procédure est exclusivement écrite, mention est faite du délai de réception des offres, du mode de communication de l'adjudication ainsi que de la solution en cas d'enchères égales.

**Art. 80** c) Conditions particulières

<sup>1</sup> Lorsque l'adjudication doit être soumise à une ratification, les conditions de mise mentionnent cette réserve en indiquant le délai dans lequel l'adjudication interviendra. L'adjudicataire demeure lié-e jusqu'à communication par lettre recommandée de la décision prise ou jusqu'à expiration du délai.

<sup>2</sup> Lorsque, en matière mobilière, le vendeur ou la vendeuse se réserve l'option entre les enchérisseurs et enchérisseuses, les conditions de mise indiquent le délai dans lequel elle doit intervenir. Les enchérisseurs et enchérisseuses sont alors liés par leurs offres jusqu'à ce que l'option leur ait été communiquée par lettre recommandée ou jusqu'à expiration du délai.

**Art. 81** d) Exposition des biens mobiliers

Au moins une heure avant le début annoncé de la vente, les biens mobiliers sont exposés individuellement ou par lots, le cas échéant, avec la mention de leur estimation ou de l'enchère minimale exigée.

**Art. 78** Freiwillige öffentliche Versteigerungen – OR 229 ff.

a) Zuständige Behörde

<sup>1</sup> Freiwillige öffentliche Versteigerungen werden unter der Verantwortung einer Gerichtsweibelin oder eines Gerichtsweibels oder einer Notarin oder eines Notars durchgeführt; diese werden nach dem amtlichen Tarif entschädigt.

<sup>2</sup> Diese Person sorgt für einen ordnungsmässigen Ablauf, erstellt oder kontrolliert die Versteigerungsbedingungen und das Protokoll. Sie leitet die Versteigerung selbst oder delegiert die Leitung, sofern die Veräusserin oder der Veräusserer diese Aufgabe nicht persönlich übernimmt oder eine Drittperson damit betraut.

**Art. 79** b) Bekanntmachung

<sup>1</sup> Die Versteigerung wird mindestens eine Woche im Voraus im Amtsblatt angekündigt.

<sup>2</sup> Die Bekanntmachung umfasst insbesondere eine allgemeine Beschreibung der angebotenen Gegenstände und gibt Ort, Datum und Zeit der Versteigerung an sowie den Ort, an dem die Versteigerungsbedingungen ab der Bekanntmachung eingesehen werden können.

<sup>3</sup> Bei einem ausschliesslich schriftlichen Verfahren nennt sie die Frist zur Einreichung von Angeboten, die Art, wie der Zuschlag mitgeteilt wird, und die Bestimmung des Zuschlags bei gleich hohen Angeboten.

**Art. 80** c) Besondere Bedingungen

<sup>1</sup> Ist der Zuschlag genehmigungsbedürftig, so nennen die Versteigerungsbedingungen diesen Vorbehalt sowie die Frist, innert der der Zuschlag zu geben ist. Die Person, die die Sache ersteigert hat, bleibt an ihr Angebot gebunden, bis ihr der Entscheid mit eingeschriebenem Brief mitgeteilt wird oder bis die Frist abgelaufen ist.

<sup>2</sup> Hat sich bei Fahrnisversteigerungen die Veräusserin oder der Veräusserer das Recht vorbehalten, unter den Bietenden zu wählen, so müssen die Versteigerungsbedingungen die Frist nennen, innert der das Wahlrecht auszuüben ist. Die Bietenden bleiben in diesem Fall an ihr Angebot gebunden, bis ihnen die Wahl mit eingeschriebenem Brief mitgeteilt wird oder bis die Frist abgelaufen ist.

**Art. 81** d) Ausstellung der Fahrnissachen

Die Fahrnissachen werden spätestens eine Stunde vor dem vorgesehenen Beginn der Versteigerung einzeln oder in Losen ausgestellt, wobei gegebenenfalls der Schätzwert und das erforderliche Mindestgebot angegeben werden.

**Art. 82** e) Enchères et adjudication

<sup>1</sup> Avant l'ouverture des enchères, il est fait lecture des conditions de mise qui doivent demeurer à la disposition de chacun et chacune.

<sup>2</sup> L'adjudication ne peut avoir lieu qu'après la troisième proclamation de la dernière offre.

<sup>3</sup> Les biens qui n'ont pas trouvé preneur peuvent être mis de nouveau aux enchères en lots ou en bloc ou être immédiatement vendus de gré à gré avec l'accord de leur propriétaire.

**Art. 83** f) Immeubles

Lorsqu'il s'agit d'une vente immobilière, les règles complémentaires ou dérogatoires suivantes s'appliquent:

- a) la vente se fait sous l'autorité d'un ou d'une notaire;
- b) la publication contient un extrait du registre foncier et la vente commence par la lecture de cet extrait;
- c) le procès-verbal contient toutes les indications nécessaires pour l'inscription au registre foncier; il est signé par les parties (propriétaire et adjudicataire), ou par la personne qui les représente, ainsi que par le ou la notaire.

**Art. 84** Enchères publiques forcées

<sup>1</sup> Sous réserve des cas de poursuites et faillite ou de disposition spéciale, les ventes aux enchères publiques ordonnées par l'autorité sont soumises aux prescriptions sur les enchères publiques volontaires.

<sup>2</sup> Dans les cas où la loi n'exige pas expressément une estimation préalable des objets, la personne chargée de la vente peut l'ordonner si elle la juge utile.

<sup>3</sup> La personne chargée de la vente soumet les conditions de vente et le projet de publication à l'autorité qui a ordonné la vente. Elle informe sans retard cette autorité des résultats de la vente.

**Art. 85** Mandat visant à la conclusion d'un mariage ou à l'établissement d'un partenariat – CO 406c

L'activité à titre professionnel de mandataire chargé-e de la conclusion d'un mariage ou de l'établissement d'un partenariat est soumise à l'autorisation et à la surveillance du service chargé de la police du commerce lorsque cette activité concerne des personnes venant de l'étranger.

**Art. 82** e) Versteigerung und Zuschlag

<sup>1</sup> Vor Beginn der Versteigerung werden die Versteigerungsbedingungen verlesen; diese müssen allen zugänglich bleiben.

<sup>2</sup> Der Zuschlag darf erst nach dem dritten Aufruf des letzten Angebots erfolgen.

<sup>3</sup> Die nicht ersteigerten Sachen können in Losen oder gesamthaft erneut versteigert oder mit Zustimmung der Eigentümerin oder des Eigentümers sofort freihändig verkauft werden.

**Art. 83** f) Grundstücke

Bei der Versteigerung eines Grundstücks gelten folgende zusätzliche oder abweichende Bestimmungen:

- a) Die Versteigerung wird unter der Verantwortung einer Notarin oder eines Notars durchgeführt.
- b) Die Bekanntmachung enthält einen Grundbuchauszug, der zu Beginn der Versteigerung verlesen wird.
- c) Das Protokoll enthält alle Angaben, die für die Eintragung ins Grundbuch benötigt werden; es wird von den Parteien (Eigentümer/-in und Ersteigerer/Ersteigerin) oder von ihrer Vertretung sowie von der Notarin oder vom Notar unterzeichnet.

**Art. 84** Öffentliche Zwangsversteigerungen

<sup>1</sup> Behördlich angeordnete Versteigerungen richten sich nach den Vorschriften über die freiwilligen öffentlichen Versteigerungen; Betreibungs- und Konkursachen sowie Spezialbestimmungen bleiben vorbehalten.

<sup>2</sup> In den Fällen, in denen das Gesetz nicht ausdrücklich die vorgängige Schätzung der Gegenstände verlangt, kann die Person, unter deren Verantwortung die Versteigerung stattfindet, sie anordnen, wenn sie sie für nützlich erachtet.

<sup>3</sup> Die verantwortliche Person unterbreitet der Behörde, die die Versteigerung angeordnet hat, die Versteigerungsbedingungen und den Entwurf der Bekanntmachung. Sie informiert diese Behörde unverzüglich über die Ergebnisse der Versteigerung.

**Art. 85** Auftrag zur Ehe- oder Partnerschaftsvermittlung – OR 406c

Die berufsmässige Ehe- oder Partnerschaftsvermittlung von Personen oder an Personen aus dem Ausland bedarf der Bewilligung des für die Gewerbepolizei zuständigen Amtes und untersteht dessen Aufsicht.



## CHAPITRE 7

### Dispositions finales

**Art. 86** Droit transitoire  
a) Ancien régime matrimonial – Titre final 9e, 10a, 10e

Le ou la préposé-e au registre du commerce garantit la consultation de l'ancien registre des régimes matrimoniaux et de la liste officielle des déclarations de maintien du régime de l'union des biens.

**Art. 87** b) Jurisdiction gracieuse en matière successorale

Le président ou la présidente du tribunal d'arrondissement reste compétent-e pour traiter des causes qui lui ont été soumises avant l'entrée en vigueur de la présente loi.

**Art. 88** c) Plantations existantes

<sup>1</sup> Les plantations effectuées en conformité avec les règles de l'article 232 de la loi du 22 novembre 1911 d'application du code civil suisse pour le canton de Fribourg demeurent régies par l'ancien droit.

<sup>2</sup> Les plantations effectuées en violation des règles de l'article 232 précité sont régies par la présente loi. La suppression ou la coupe des arbres ou plantes ne peut toutefois être exigée lorsque les plantations ont été effectuées au moins dix ans avant l'entrée en vigueur de la présente loi.

**Art. 89** Abrogation

<sup>1</sup> La loi du 22 novembre 1911 d'application du code civil suisse pour le canton de Fribourg (RSF 210.1) est abrogée.

<sup>2</sup> L'article 313 de ladite loi demeure toutefois applicable jusqu'à l'entrée en vigueur de la loi cantonale sur la protection de la nature et du paysage.

**Art. 90** Modifications  
a) Droit de cité fribourgeois

La loi du 15 novembre 1996 sur le droit de cité fribourgeois (LDCF) (RSF 114.1.1) est modifiée comme il suit:

## 7. KAPITEL

### Schlussbestimmungen

**Art. 86** Übergangsrecht  
a) Altes Ehegüterrecht – Schlusstitel 9e, 10a, 10e

Die Handelsregisterführerin oder der Handelsregisterführer gewährleistet das Recht, ins alte Güterrechtsregister und ins amtliche Verzeichnis der Erklärungen, die Güterverbindung beizubehalten, Einsicht zu nehmen.

**Art. 87** b) Freiwillige Gerichtsbarkeit in Erbschaftssachen

Die Gerichtspräsidentin oder der Gerichtspräsident ist weiterhin zuständig für die Angelegenheiten, die ihm vor Inkrafttreten dieses Gesetzes unterbreitet worden sind.

**Art. 88** c) Bestehende Bepflanzungen

<sup>1</sup> Für Bepflanzungen, die unter Einhaltung von Artikel 232 des Einführungsgesetzes vom 22. November 1911 zum Schweizerischen Zivilgesetzbuch für den Kanton Freiburg angelegt wurden, gilt das bisherige Recht weiter.

<sup>2</sup> Für Bepflanzungen, die unter Verletzung des genannten Artikels 232 angelegt wurden, gilt dieses Gesetz. Die Beseitigung oder Kappung von Bäumen oder anderen Pflanzen kann jedoch nicht verlangt werden, wenn die Bepflanzungen mindestens zehn Jahre vor Inkrafttreten dieses Gesetzes angelegt wurden.

**Art. 89** Aufhebung bisherigen Rechts

<sup>1</sup> Das Einführungsgesetz vom 22. November 1911 zum Schweizerischen Zivilgesetzbuch für den Kanton Freiburg (SGF 210.1) wird aufgehoben.

<sup>2</sup> Artikel 313 des Gesetzes bleibt jedoch anwendbar bis zum Inkrafttreten des Gesetzes über den Natur- und Landschaftsschutz.

**Art. 90** Änderung bisherigen Rechts  
a) Freiburgisches Bürgerrecht

Das Gesetz vom 15. November 1996 über das freiburgische Bürgerrecht (BRG) (SGF 114.1.1) wird wie folgt geändert:

**Art. 4a (nouveau)** Mère non mariée avec le père

<sup>1</sup> L'enfant dont la mère originaire d'une commune fribourgeoise n'est pas mariée avec le père acquiert le droit de cité fribourgeois de sa mère.

<sup>2</sup> Il perd le droit de cité de sa mère s'il acquiert le droit de cité d'un père suisse.

<sup>3</sup> Les décisions de changement du droit de cité liées à un changement de nom de famille sont rendues conformément au code de procédure et de juridiction administrative. Le service chargé de l'état civil et des naturalisations (ci-après: le Service) est compétent pour statuer.

**Art. 9**

*Supprimer les mots* «de l'état civil et des naturalisations (ci-après: le Service)».

**Art. 91** b) Justice

La loi du 31 mai 2010 sur la justice (LJ) (RSF 130.1) est modifiée comme il suit:

**Art. 51 al. 3 (nouveau)**

<sup>3</sup> Le président ou la présidente du tribunal d'arrondissement connaît des mesures protectrices de l'union conjugale et, en cas de requête commune avec accord complet, des procédures de divorce ou de dissolution du partenariat enregistré. Il ou elle est par ailleurs compétent-e pour les audiences de conciliation prévues à l'article 291 CPC dans le cadre des procédures de divorce sur demande unilatérale.

**Art. 133 al. 1**

*Abrogé*

**Art. 92** c) Communes

La loi du 25 septembre 1980 sur les communes (RSF 140.1) est modifiée comme il suit:

**Art. 4a (neu)** Nicht mit dem Vater verheiratete Mutter

<sup>1</sup> Ein Kind, dessen Mutter in einer freiburgischen Gemeinde heimatberechtigt und nicht mit dem Vater verheiratet ist, erwirbt das freiburgische Bürgerrecht seiner Mutter.

<sup>2</sup> Ist sein Vater Schweizer und erwirbt es dessen Bürgerrecht, so verliert es das Bürgerrecht seiner Mutter.

<sup>3</sup> Entscheide über die Änderung des Bürgerrechts im Zusammenhang mit einer Änderung des Familiennamens werden nach dem Gesetz über die Verwaltungsrechtspflege getroffen. Für den Entscheid zuständig ist das für das Zivilstandswesen und die Einbürgerungen zuständige Amt (das Amt).

**Art. 9**

*Den Ausdruck* «für Zivilstandswesen und Einbürgerungen (das Amt)» *streichen.*

**Art. 91** b) Justiz

Das Justizgesetz vom 31. Mai 2010 (JG) (SGF 130.1) wird wie folgt geändert:

**Art. 51 Abs. 3 (neu)**

<sup>3</sup> Die Präsidentin oder der Präsident des Bezirksgerichts entscheidet über Massnahmen zum Schutz der ehelichen Gemeinschaft sowie bei gemeinsamer Eingabe und umfassender Einigung über Ehescheidungen und die Auflösung der eingetragenen Partnerschaft. Sie oder er ist ausserdem zuständig für Schlichtungsversuche im Rahmen des Scheidungsverfahrens auf einseitiges Begehren nach Artikel 291 ZPO.

**Art. 133 Abs. 1**

*Aufgehoben*

**Art. 92** c) Gemeinden

Das Gesetz vom 25. September 1980 über die Gemeinden (SGF 140.1) wird wie folgt geändert:

**Art. 5 al. 4 (nouveau)**

<sup>4</sup> Pour l'accomplissement d'une ou plusieurs de ses tâches, la commune peut, par un règlement de portée générale, créer un établissement doté de la personnalité morale.

**Art. 93** d) Etat civil

La loi du 14 septembre 2004 sur l'état civil (LEC) (RSF 211.2.1) est modifiée comme il suit:

**Vu**

*Supprimer la référence* «Vu l'article 21 de la loi du 22 novembre 1911 d'application du code civil suisse pour le canton de Fribourg;».

**Art. 27a (nouveau)** Changement de nom

Le Service est compétent pour autoriser une personne à changer de nom.

**Art. 29a (nouveau)** Abus liés à la législation sur les étrangers

Lorsqu'une procédure de mariage paraît destinée à éluder les dispositions sur l'admission et le séjour des étrangers, le Service organise l'audition des fiancés et l'établissement des faits ainsi que la prise de décision.

**Art. 29b (nouveau)** Annulation pour une cause absolue

<sup>1</sup> Le Ministère public est l'autorité compétente pour intenter l'action en annulation du mariage ou du partenariat enregistré pour une cause absolue.

<sup>2</sup> Les agents et agentes de l'Etat et des communes avisent le Ministère public des cas d'annulation pour une cause absolue parvenus à leur connaissance dans l'exercice de leurs fonctions.

**Art. 29c (nouveau)** Adoption

<sup>1</sup> La Direction est compétente, sous réserve de recours au Tribunal cantonal, pour prononcer l'adoption.

**Art. 5 Abs. 4 (neu)**

<sup>4</sup> Zur Erfüllung einer oder mehrerer ihrer Aufgaben kann die Gemeinde mit einem allgemeinverbindlichen Reglement eine Anstalt mit eigener Rechtspersönlichkeit schaffen.

**Art. 93** d) Zivilstand

Das Zivilstandsgesetz vom 14. September 2004 (ZStG) (SGF 211.2.1) wird wie folgt geändert:

**Rechtsgrundlagen**

*Den Absatz* «gestützt auf Artikel 21 des Einführungsgesetzes vom 22. November 1911 zum Schweizerischen Zivilgesetzbuch für den Kanton Freiburg;» *streichen*.

**Art. 27a (neu)** Namensänderung

Das Amt ist dafür zuständig, einer Person die Änderung ihres Namens zu bewilligen.

**Art. 29a (neu)** Umgehung des Ausländerrechts

Scheint ein Eheschliessungsverfahren darauf ausgerichtet, die Bestimmungen über Zulassung und Aufenthalt von Ausländerinnen und Ausländern zu umgehen, so organisiert das Amt die Anhörung der Brautleute und die Feststellung des Sachverhalts sowie den Entscheid.

**Art. 29b (neu)** Ungültigerklärung wegen eines unbefristeten Ungültigkeitsgrundes

<sup>1</sup> Die Staatsanwaltschaft ist die zuständige Behörde für die Einreichung einer Klage auf Ungültigerklärung der Ehe oder der eingetragenen Partnerschaft wegen eines unbefristeten Ungültigkeitsgrundes.

<sup>2</sup> Die Amtsträgerinnen und Amtsträger des Staates und der Gemeinden erstatten der Staatsanwaltschaft Mitteilung, wenn ihnen in Ausübung ihres Amtes ein Fall von Eheungültigkeit wegen eines unbefristeten Ungültigkeitsgrundes zur Kenntnis gelangt.

**Art. 29c (neu)** Adoption

<sup>1</sup> Die Direktion ist für die Aussprechung der Adoption zuständig; die Beschwerde an das Kantonsgericht bleibt vorbehalten.

<sup>2</sup> La chambre des tutelles du tribunal d'arrondissement est compétente pour consentir à l'adoption d'un enfant sous tutelle.

<sup>3</sup> Le Conseil d'Etat règle la procédure par voie d'ordonnance. Il désigne par ailleurs:

- a) l'autorité compétente en matière de placement d'enfants en vue d'adoption;
- b) l'autorité compétente pour procéder à l'enquête prévue à l'article 268a CC.

**Art. 94** e) Registre foncier

La loi du 28 février 1986 sur le registre foncier (RSF 214.5.1) est modifiée comme il suit:

***Vu***

*Supprimer la référence* «Vu l'article 346 de la loi du 22 novembre 1911 d'application du code civil suisse pour le canton de Fribourg (LACC);».

***Art. 83a***

*Remplacer* «(art. 324 LACC)» par «(art. 73 LACC)».

**Art. 95** f) Mensuration officielle

La loi du 7 novembre 2003 sur la mensuration officielle (LMO) (RSF 214.6.1) est modifiée comme il suit:

***Vu***

*Supprimer la référence* «Vu l'article 208 de la loi du 22 novembre 1911 d'application du code civil suisse pour le canton de Fribourg;».

***Art. 16 al. 2***

<sup>2</sup> Cette définition a lieu selon la procédure prévue par les articles 31 et suivants de la loi d'application du code civil suisse.

***Art. 50 al. 1 let. b et d***

[<sup>1</sup> Les géomètres établissent un plan-inventaire du domaine et des passages publics, qui comprend:]

<sup>2</sup> Die Vormundschaftskammer des Bezirksgerichts ist zuständig für die Zustimmung zur Adoption eines bevormundeten Kindes.

<sup>3</sup> Der Staatsrat regelt das Verfahren auf dem Verordnungsweg. Er bestimmt ausserdem:

- a) die Behörde, die für die Vermittlung von Kindern zur späteren Adoption zuständig ist;
- b) die Behörde, die für die Durchführung der Untersuchung nach Artikel 268a ZGB zuständig ist.

**Art. 94** e) Grundbuch

Das Gesetz vom 28. Februar 1986 über das Grundbuch (SGF 214.5.1) wird wie folgt geändert:

***Rechtsgrundlagen***

*Den Absatz* «gestützt auf Artikel 346 des Einführungsgesetzes vom 22. November 1911 zum Schweizerischen Zivilgesetzbuch für den Kanton Freiburg (EG ZGB);» *streichen*.

***Art. 83a***

«(Art. 324 EGZGB)» *durch* «(Art. 73 EGZGB)» *ersetzen*.

**Art. 95** f) Amtliche Vermessung

Das Gesetz vom 7. November 2003 über die amtliche Vermessung (AVG) (SGF 214.6.1) wird wie folgt geändert:

***Rechtsgrundlagen***

*Den Absatz* «gestützt auf Artikel 208 des Einführungsgesetzes vom 22. November 1911 zum Schweizerischen Zivilgesetzbuch für den Kanton Freiburg;» *streichen*.

***Art. 16 Abs. 2***

<sup>2</sup> Für diese Festlegung gilt das Verfahren nach den Artikeln 31 ff. des Einführungsgesetzes zum Schweizerischen Zivilgesetzbuch.

***Art. 50 Abs. 1 Bst. b und d***

[<sup>1</sup> Die Geometerin oder der Geometer erstellt einen Inventarplan des öffentlichen Gebietes und der öffentlichen Durchgänge. Dieser enthält:]

b) les routes, chemins et autres voies, qui sont du domaine public cantonal ou communal, y compris les chemins publics de dévestiture et les sentiers publics;

d) *abrogée*

**Art. 75 al. 3**

*Remplacer* «(art. 324 LACC)» *par* «(art. 73 LACC)».

**Art. 96** g) Notariat

La loi du 20 septembre 1967 sur le notariat (RSF 261.1) est modifiée comme il suit:

**Art. 17 al. 2 et 3**

<sup>2</sup> Le notaire exécute en outre les opérations de juridiction gracieuse que la législation place dans sa compétence ou qui lui sont confiées par l'autorité compétente.

<sup>3</sup> *Abrogé*

**Art. 26 al. 2, 2<sup>e</sup> phr. (nouvelle)**

<sup>2</sup> (...). Il [*le notaire*] attire l'attention des personnes qui sont appelées à concourir à un acte authentique sur leur obligation de garder le secret.

**Art. 67 al. 1**

*Remplacer les mots* «aux articles 168 à 172» *par* «aux articles 16 à 20».

**Art. 67a (nouveau)** Secret des dispositions pour cause de mort

<sup>1</sup> L'existence d'un testament est couverte par le secret de fonction et le secret professionnel jusqu'au décès du testateur.

<sup>2</sup> Les clauses d'un acte pour cause de mort, sauf celles qui sont immédiatement exécutoires, ne doivent pas être révélées avant son ouverture officielle.

b) die Strassen, Wege und anderen Verkehrsverbindungen, die zu den öffentlichen Sachen des Staates und der Gemeinden gehören (inbegriffen die öffentlichen Flurwege und Fusswege);

d) *aufgehoben*

**Art. 75 Abs. 3**

«(Art. 324 EGZGB)» *durch* «(Art. 73 EGZGB)» *ersetzen*.

**Art. 96** g) Notariat

Das Gesetz vom 20. September 1967 über das Notariat (SGF 261.1) wird wie folgt geändert:

**Art. 17 Abs. 2 und 3**

<sup>2</sup> Der Notar erfüllt ferner die Aufgaben der freiwilligen Gerichtsbarkeit, die die Gesetzgebung in seine Zuständigkeit legt oder die ihm von der zuständigen Behörde übertragen werden.

<sup>3</sup> *Aufgehoben*

**Art. 26 Abs. 2, 2. Satz (neu)**

<sup>2</sup> (...). Er [*der Notar*] macht die Personen, die bei einer öffentlichen Beurkundung mitwirken, auf ihre Schweigepflicht aufmerksam.

**Art. 67 Abs. 1**

*Den Ausdruck* «in den Artikeln 168 bis 172 EGZGB vorgesehenen Verfahren» *durch* «Verfahren nach den Artikeln 16 – 20 EGZGB» *ersetzen*.

**Art. 67a (neu)** Geheimhaltung der Verfügungen von Todes wegen

<sup>1</sup> Das Vorhandensein einer letztwilligen Verfügung fällt bis zum Tod der Erblasserin oder des Erblassers unter das Amtsgeheimnis und das Berufsgeheimnis.

<sup>2</sup> Die Bestimmungen einer Verfügung von Todes wegen dürfen vor der amtlichen Eröffnung nicht bekannt gemacht werden; eine Ausnahme bilden die Bestimmungen, die sofort ausgeführt werden müssen.

**Art. 67b (nouveau)** Retrait d'un testament

<sup>1</sup> A la demande du testateur, le notaire lui remet son testament public et dresse un procès-verbal authentique du retrait.

<sup>2</sup> Le retrait d'un testament olographe est constaté par simple récépissé et mention au registre.

**Art. 68** Enchères publiques

Les enchères publiques sont régies par les articles 78 et suivants de la loi d'application du code civil suisse.

**Art. 69 al. 4**

*Supprimer les mots* «(LA CCS art. 155, 181 ss, 316)».

**Art. 71 al. 3**

<sup>3</sup> Le notaire ne peut se dessaisir d'un testament que conformément aux articles 504, 510 et 556 et suivants du code civil suisse.

**Art. 72 al. 2 (nouveau)**

<sup>2</sup> L'article 67a demeure réservé.

**Art. 97** h) Protection de biens culturels

La loi du 7 novembre 1991 sur la protection des biens culturels (RSF 482.1) est modifiée comme il suit:

**Art. 50 al. 3**

*Remplacer* «(art. 324 LACC)» *par* «(art. 73 LACC)».

**Art. 70 et 71**

*Abrogés*

**Art. 98** i) Impôts cantonaux

La loi du 6 juin 2000 sur les impôts cantonaux directs (LICD) (RSF 631.1) est modifiée comme il suit:

**Art. 217**

*Remplacer* «(art. 324 LACC)» *par* «(art. 73 LACC)».

**Art. 67b (neu)** Rückgabe einer letztwilligen Verfügung

<sup>1</sup> Auf Verlangen der Erblasserin oder des Erblassers gibt die Notarin oder der Notar ihr oder ihm die öffentliche letztwillige Verfügung zurück und erstellt über die Rückgabe ein öffentlich beurkundetes Protokoll.

<sup>2</sup> Die Rückgabe einer eigenhändigen letztwilligen Verfügung wird durch blossen Empfangsschein bestätigt und im Register vorgemerkt.

**Art. 68** Öffentliche Versteigerungen

Die öffentlichen Versteigerungen richten sich nach den Artikeln 78 ff. des Einführungsgesetzes zum Schweizerischen Zivilgesetzbuch.

**Art. 69 Abs. 4**

*Den Ausdruck* «(Art. 155, 181 ff., 316 EGZGB)» *streichen*.

**Art. 71 Abs. 3**

<sup>3</sup> Der Notar kann ein Testament nur gemäss den Artikeln 504, 510 und 556 des Schweizerischen Zivilgesetzbuchs herausgeben.

**Art. 72 Abs. 2 (neu)**

<sup>2</sup> Artikel 67a bleibt vorbehalten.

**Art. 97** h) Schutz der Kulturgüter

Das Gesetz vom 7. November 1991 über den Schutz der Kulturgüter (SGF 482.1) wird wie folgt geändert:

**Art. 50 Abs. 3**

«(Art. 324 EGZGB)» *durch* «(Art. 73 EGZGB)» *ersetzen*.

**Art. 70 und 71**

*Aufgehoben*

**Art. 98** i) Kantonssteuern

Das Gesetz vom 6. Juni 2000 über die direkten Kantonssteuern (DStG) (SGF 631.1) wird wie folgt geändert:

**Art. 217**

«(Art. 324 EGZGB)» *durch* «(Art. 73 EGZGB)» *ersetzen*.

**Art. 99** j) Impôts communaux

La loi du 10 mai 1963 sur les impôts communaux (RSF 632.1) est modifiée comme il suit:

**Art. 47 al. 1 et 2**

*Remplacer* «(art. 324 LACC)» *par* «(art. 73 LACC)».

**Art. 100** k) Droits de mutation et droits sur les gages immobiliers

La loi du 1<sup>er</sup> mai 1996 sur les droits de mutation et les droits sur les gages immobiliers (RSF 635.1.1) est modifiée comme il suit:

**Art. 44**

*Remplacer* «(art. 324 LACC)» *par* «(art. 73 LACC)».

**Art. 101** l) Impôt sur les successions et les donations

La loi du 14 septembre 2007 sur l'impôt sur les successions et les donations (LISD) (RSF 635.2.1) est modifiée comme il suit:

**Art. 53**

*Remplacer* «(art. 324 LACC)» *par* «(art. 73 LACC)».

**Art. 102** m) Impôt destiné à compenser la diminution de l'aire agricole

La loi du 28 septembre 1993 sur l'impôt destiné à compenser la diminution de l'aire agricole (RSF 635.6.1) est modifiée comme il suit:

**Art. 29**

*Remplacer* «(art. 324 LACC)» *par* «(art. 73 LACC)».

**Art. 103** n) Aménagement du territoire et constructions

La loi du 2 décembre 2008 sur l'aménagement du territoire et les constructions (LATeC) (RSF 710.1) est modifiée comme il suit:

**Art. 103 al. 5, art. 108 al. 3 et art. 171 al. 4**

*Remplacer* «(art. 324 LACC)» *par* «(art. 73 LACC)».

**Art. 99** j) Gemeindesteuern

Das Gesetz vom 10. Mai 1963 über die Gemeindesteuern (SGF 632.1) wird wie folgt geändert:

**Art. 47 Abs. 1 und 2**

«(Art. 324 EGZGB)» *durch* «(Art. 73 EGZGB)» *ersetzen*.

**Art. 100** k) Handänderungs- und Grundpfandrechtssteuern

Das Gesetz vom 1. Mai 1996 über die Handänderungs- und Grundpfandrechtssteuern (SGF 635.1.1) wird wie folgt geändert:

**Art. 44**

«(Art. 324 EGZGB)» *durch* «(Art. 73 EGZGB)» *ersetzen*.

**Art. 101** l) Erbschafts- und Schenkungssteuer

Das Gesetz vom 14. September 2007 über die Erbschafts- und Schenkungssteuer (ESchG) (SGF 635.2.1) wird wie folgt geändert:

**Art. 53**

«(Art. 324 EGZGB)» *durch* «(Art. 73 EGZGB)» *ersetzen*.

**Art. 102** m) Steuer zum Ausgleich der Verminderung des Kulturlandes

Das Gesetz vom 28. September 1993 über die Steuer zum Ausgleich der Verminderung des Kulturlandes (SGF 635.6.1) wird wie folgt geändert:

**Art. 29**

«(Art. 324 EGZGB)» *durch* «(Art. 73 EGZGB)» *ersetzen*.

**Art. 103** n) Raumplanung und Bau

Das Raumplanungs- und Baugesetz (RPBG) vom 2. Dezember 2008 (SGF 710.1) wird wie folgt geändert:

**Art. 103 Abs. 5, Art. 108 Abs. 3 und Art. 171 Abs. 4**

«(Art. 324 EGZGB)» *durch* «(Art. 73 EGZGB)» *ersetzen*.

**Art. 104** o) Police du feu et protection contre les éléments naturels

La loi du 12 novembre 1964 sur la police du feu et la protection contre les éléments naturels (RSF 731.0.1) est modifiée comme il suit:

**Art. 25 al. 2**

*Remplacer* «(art. 324 LACC)» *par* «(art. 73 LACC)».

**Art. 105** p) Assurance des bâtiments contre l'incendie et les autres dommages

La loi du 6 mai 1965 sur l'assurance des bâtiments contre l'incendie et les autres dommages (RSF 732.1.1) est modifiée comme il suit:

**Art. 27 al. 2**

*Supprimer les mots* «(art. 199 LACCS)».

**Art. 51 al. 1**

*Remplacer* «(art. 324 LACC)» *par* «(art. 73 LACC)».

**Art. 106** q) Routes

La loi du 15 décembre 1967 sur les routes (RSF 741.1) est modifiée comme il suit:

**Art. 13b (nouveau)** Dispositions particulières concernant les sentiers publics  
a) Construction et entretien

La construction d'un sentier public est soumise à l'obtention d'un permis de construire. Les dispositions concernant les routes communales sont au surplus applicables à la construction et à l'entretien des sentiers publics.

**Art. 13c (nouveau)** b) Modification et suppression

<sup>1</sup> Le propriétaire du fonds servant ne peut ni supprimer de lui-même le sentier, ni en restreindre la largeur, ni en changer la direction de manière à le rendre moins commode ou moins praticable.

<sup>2</sup> Le propriétaire qui veut affranchir son fonds d'un sentier devenu inutile pour le public ou modifier un sentier de manière à le rendre moins commode s'adresse au préfet.

**Art. 104** o) Feuerpolizei und Schutz gegen Elementarschäden

Das Gesetz vom 12. November 1964 betreffend die Feuerpolizei und den Schutz gegen Elementarschäden (SGF 731.0.1) wird wie folgt geändert:

**Art. 25 Abs. 2**

«(Art. 324 EGZGB)» *durch* «(Art. 73 EGZGB)» *ersetzen*.

**Art. 105** p) Versicherung der Gebäude gegen Brand und andere Schäden

Das Gesetz vom 6. Mai 1965 über die Versicherung der Gebäude gegen Brand und andere Schäden (SGF 732.1.1) wird wie folgt geändert:

**Art. 27 Abs. 2**

*Den Ausdruck* «(Art. 199 EGZGB)» *streichen*.

**Art. 51 Abs. 1**

«(Art. 324 EGZGB)» *durch* «(Art. 73 EGZGB)» *ersetzen*.

**Art. 106** q) Strassen

Das Strassengesetz vom 15. Dezember 1967 (SGF 741.1) wird wie folgt geändert:

**Art. 13b (neu)** Besondere Bestimmungen betreffend öffentliche Fusswege  
a) Bau und Unterhalt

Für den Bau eines öffentlichen Fussweges braucht es eine Baubewilligung. Im Übrigen gelten für den Bau und den Unterhalt der öffentlichen Fusswege die diesbezüglichen Bestimmungen über die Gemeindestrassen.

**Art. 13c (neu)** b) Änderung und Aufhebung

<sup>1</sup> Die Eigentümerin oder der Eigentümer des belasteten Grundstücks darf den Fussweg weder einseitig aufheben noch dessen Breite einschränken noch den Verlauf so ändern, dass er unbequemer oder weniger leicht begehbar wird.

<sup>2</sup> Wer sein Grundstück von einem Fussweg, der seinen Nutzen für die Öffentlichkeit verloren hat, befreien will, oder einen Weg so ändern will, dass er unbequemer wird, muss sich an die Oberamtsperson wenden.



<sup>3</sup> Le préfet somme toute personne qui aurait des motifs de s'opposer à la modification ou à la suppression de les présenter par écrit à la préfecture dans le terme de trente jours à partir de la date de la publication. La sommation est faite par une insertion dans la Feuille officielle et par affichage aux deux issues du sentier et au pilier public des communes concernées.

<sup>4</sup> Après avoir pris le préavis du conseil communal intéressé, le préfet statue en fonction de l'intérêt public au maintien du sentier. Si l'opposition est fondée sur l'existence d'une servitude ou la nécessité du passage dans l'intérêt d'un fonds déterminé, les parties sont renvoyées à faire valoir leurs droits devant le juge civil.

<sup>5</sup> L'adaptation des sentiers publics en vertu de la législation sur les améliorations foncières est réservée.

#### **Art. 95** 3. Arbres

<sup>1</sup> Aucun arbre ne peut être planté, sur les fonds bordant une route publique, à une distance inférieure à 5 mètres du bord de la chaussée. Les plantations effectuées lors de travaux et d'installations de caractère édilitaire sont réservées. Les branches qui s'étendent sur la route doivent être coupées jusqu'à la hauteur de 5 mètres au-dessus de la chaussée.

<sup>2</sup> Les arbres d'ornement plantés lors de travaux et d'installations de caractère édilitaire, même s'ils sont sur le fonds voisin, ne peuvent être arrachés, coupés ou ébranchés que sur l'ordre de l'autorité qui les remplace à ses frais en cas de perte.

#### **Art. 126b al. 3**

*Remplacer* «(art. 324 LACC)» *par* «(art. 73 LACC)».

#### **Art. 107** r) Eaux

La loi du 18 décembre 2009 sur les eaux (LCEaux) (RSF 812.1) est modifiée comme il suit:

#### **Art. 56**

*Remplacer* «(art. 324 LACC)» *par* «(art. 73 LACC)».

#### **Art. 108** s) Aide sociale

La loi du 14 novembre 1991 sur l'aide sociale (RSF 831.0.1) est modifiée comme il suit:

<sup>3</sup> Die Oberamtsperson fordert alle, die Gründe gegen die Änderung oder Aufhebung haben, auf, diese innert dreissig Tagen von der Aufforderung an schriftlich beim Oberamt geltend zu machen. Die Aufforderung wird im Amtsblatt und durch Anschlag an den beiden Ausgängen des Fusswegs und in den betroffenen Gemeinden veröffentlicht.

<sup>4</sup> Nach Einholen der Stellungnahme des beteiligten Gemeinderats entscheidet die Oberamtsperson je nach öffentlichem Interesse an der Beibehaltung des Fusswegs. Stützt sich die Einsprache auf das Bestehen einer Dienstbarkeit oder auf die Notwendigkeit eines Durchgangs im Interesse eines bestimmten Grundstücks, so werden die Parteien angewiesen, ihre Ansprüche vor dem Zivilrichter geltend zu machen.

<sup>5</sup> Die Anpassung der öffentlichen Fusswege nach der Gesetzgebung über die Bodenverbesserungen bleibt vorbehalten.

#### **Art. 95** 3. Bäume

<sup>1</sup> Entlang einer öffentlichen Strasse darf bis zu 5 Meter vom Strassenrand kein Baum gepflanzt werden. Vorbehalten sind Bepflanzungen, die im Rahmen von städtebaulichen Arbeiten und Einrichtungen vorgenommen werden. Die Äste, die in die Fahrbahn reichen, müssen über der Fahrbahn bis auf 5 Meter Höhe geschnitten werden.

<sup>2</sup> Zierbäume, die im Rahmen von städtebaulichen Arbeiten und Einrichtungen, selbst auf dem anstossenden Grundstück, gepflanzt worden sind, dürfen nur entfernt oder zurückgeschnitten werden, wenn die Behörde, die einen eingegangenen Baum auf ihre Kosten ersetzen muss, es anordnet.

#### **Art. 126b Abs. 3**

«(Art. 324 EGZGB)» *durch* «(Art. 73 EGZGB)» *ersetzen*.

#### **Art. 107** r) Gewässer

Das Gewässergesetz vom 18. Dezember 2009 (GewG) (SGF 812.1) wird wie folgt geändert:

#### **Art. 56**

«(Art. 324 EGZGB)» *durch* «(Art. 73 EGZGB)» *ersetzen*.

#### **Art. 108** s) Sozialhilfe

Das Sozialhilfegesetz vom 14. November 1991 (SGF 831.0.1) wird wie folgt geändert:

**Art. 31 al. 1**

*Remplacer* «(art. 324 LACC)» *par* «(art. 73 LACC)».

**Art. 109** t) Améliorations foncières

La loi du 30 mai 1990 sur les améliorations foncières (LAF) (RSF 917.1) est modifiée comme il suit:

**Vu**

*Supprimer la référence* «Vu l'article 285 de la loi du 22 novembre 1911 d'application du code civil suisse pour le canton de Fribourg».

**Art. 67 al. 1 et art. 69**

*Remplacer* «(art. 324 LACC)» *par* «(art. 73 LACC)».

**Art. 110** u) Forêts et protection contre les catastrophes naturelles

La loi du 2 mars 1999 sur les forêts et la protection contre les catastrophes naturelles (LFCN) (RSF 921.1) est modifiée comme il suit:

**Art. 15 al. 3**

*Remplacer* «(art. 324 LACC)» *par* «(art. 73 LACC)».

**Art. 111** Entrée en vigueur et referendum

<sup>1</sup> Le Conseil d'Etat fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

<sup>2</sup> La présente loi est soumise au referendum législatif. Elle n'est pas soumise au referendum financier.

**Art. 31 Abs. 1**

«(Art. 324 EGZGB)» *durch* «(Art. 73 EGZGB)» *ersetzen*.

**Art. 109** t) Bodenverbesserungen

Das Gesetz vom 30. Mai 1990 über die Bodenverbesserungen (SGF 917.1) wird wie folgt geändert:

**Rechtsgrundlagen**

*Den Absatz* «gestützt auf Artikel 285 des Einführungsgesetzes vom 22. November 1911 zum Schweizerischen Zivilgesetzbuch für den Kanton Freiburg;» *streichen*.

**Art. 67 Abs. 1 und Art. 69**

«(Art. 324 EGZGB)» *durch* «(Art. 73 EGZGB)» *ersetzen*.

**Art. 110** u) Wald und Schutz vor Naturereignissen

Das Gesetz vom 2. März 1999 über den Wald und den Schutz vor Naturereignissen (WSG) (SGF 921.1) wird wie folgt geändert:

**Art. 15 Abs. 3**

«(Art. 324 EGZGB)» *durch* «(Art. 73 EGZGB)» *ersetzen*.

**Art. 111** Inkrafttreten und Referendum

<sup>1</sup> Der Staatsrat bestimmt das Inkrafttreten dieses Gesetzes.

<sup>2</sup> Dieses Gesetz untersteht dem Gesetzesreferendum. Es untersteht nicht dem Finanzreferendum.